



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Justice
Québec 

Le 7 février 2013
Document préparé par :
le Service de la planification, de l'analyse et du suivi budgétaire

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

		PAGES
G.1	LA COMPARAISON POUR CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, PAR POSTE BUDGÉTAIRE : 🚩 ENTRE LES CRÉDITS DÉPOSÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN AVRIL 2012 ET CEUX PROPOSÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2013-2014.	1
G.2	L'ENSEMBLE DES COÛTS AFFÉRENTS AU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT NOTAMMENT : 🚩 LES COÛTS RELIÉS AU CHANGEMENT DE STRUCTURE ADMINISTRATIVE, MINISTÉRIELLE (PUBLICITÉ, AFFICHAGE. LOGO, SITE INTERNET, PANCARTE, COURRIER, ENVELOPPES, ENTÊTES, CARTES D'AFFAIRES, ETC.); 🚩 LES COÛTS ADMINISTRATIFS, LES COÛTS DE TRANSITION, LES FRAIS DE COMMUNICATION; 🚩 LES COÛTS RELIÉS À LA SUPPRESSION OU L'AJOUT DE TOUTE INFORMATION; 🚩 LES COÛTS RELIÉS AUX PHOTOS OFFICIELLES; ET 🚩 TOUT AUTRE COÛT LE CAS ÉCHÉANT.	2
G.3	LISTE DES VOYAGES <u>HORS QUÉBEC</u> POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 : 🚩 LES ENDROITS ET DATES DU DÉPART ET DU RETOUR; 🚩 COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE VOYAGE OU DE MISSION; 🚩 LES PERSONNES RENCONTRÉES; 🚩 LE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.; 🚩 LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, PERSONNEL DE CABINET, FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION; 🚩 POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS. 🚩 LA LISTE ET LE DÉTAIL DE TOUTE ENTENTE SIGNÉE OU ANNONCÉE, LE CAS ÉCHÉANT; 🚩 LES RÉSULTATS CONCRETS OBTENUS ET DÉTAILLÉS POUR CHAQUE VOYAGE; 🚩 LA COPIE DES RAPPORTS DE MISSION 🚩 LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.	3
G.4	POUR CHAQUE VOYAGE EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE FAIT AU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES : 🚩 L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; 🚩 LES COÛTS VENTILÉS; 🚩 LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.; 🚩 POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.	8
G.5	LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME : 🚩 LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014; 🚩 LE NOM DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; 🚩 LE NOM DES FOURNISSEURS; 🚩 LE MODE D'OCTROI DE CHAQUE CONTRAT; 🚩 LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; 🚩 POUR CHAQUE DÉPENSES EN COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; 🚩 LE COÛT TOTAL VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.	10

G.6	LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUE, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) : - LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014; - LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; - S'IL Y A LIEU, PRÉCISER POUR CHAQUE CONTRAT OCTROYÉ DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT : LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; LE COÛT, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; LA DATE; LE MODE D'OCTROI. PLQ : LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.	12
G.7	LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION : <u>ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME</u> - LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014; - LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE. <u>ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE</u> - LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014; - LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ; - LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); - LE NOM DES FOURNISSEURS; - LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.	14
G.8	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT : - LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; - LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); - LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENT; - L'ÉCHÉANCIER; - LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); - DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.	16
G.9	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : - LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; - LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E); - LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT; - LE MONTANT ACCORDÉ; - LES MOTIFS DE LA DEMANDE; - TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.	53
G.10	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 EN INDIQUANT : - LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; - LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT; - LE MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL); - LE COÛT; - L'ÉCHÉANCIER; - DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.	54
G.11	LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE.	55

G.12	POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, INDIQUER : ✚ LE NOM DU PROJET; ✚ LA NATURE DU PROJET; ✚ L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU); ✚ LE COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET; ✚ LES PLUS RÉCENTES ESTIMATIONS DU COÛT DU PROJET; ✚ LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉES FINANCIÈRE; ✚ L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET; ✚ LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET (INCLUANT LES SOUS-TRAITANTS), LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES; ✚ LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR.	56
G.13	POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES : ✚ LA PHOTOCOPIE; ✚ LE MOBILIER DE BUREAU; ✚ L'AMEUBLEMENT; ✚ LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; ✚ LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; ✚ LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; ✚ LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; ✚ L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT : A. AU QUÉBEC B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC PLQ : ✚ LES DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE; ✚ LOCATION ET ENTRETIEN DES PLANTES INCLUANT LES PLANTES ARTIFICIELLES; ✚ LOCATION ET ENTRETIEN DE LA MACHINE À CAFÉ; ✚ LOCATION OU ACHAT D'ENCADREMENT.	60
G.14	POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DE CHACUNE DES DÉPENSES RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE : ✚ LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS UTILISÉS; ✚ LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES); ✚ LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS; ✚ LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS; ✚ LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; ✚ LE NOM DES FOURNISSEURS; ✚ LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; ✚ LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES. PLQ : ✚ LES COÛTS DE RÉSILIATION; ✚ LES ORDINATEURS PORTABLES.	61

G.15	CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) : - LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS; - LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS; - LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; - LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE; - LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES; - LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL; - LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ; - LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE; - LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION; - L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS); - L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR; - LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE; - LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE ET RÉGIONS); - LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.	62
G.16	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION : - NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2012-2013 (PLQ : LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES); - NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES; - NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015 (PLQ : LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES); - NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.	102
G.17	LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX : - L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION; - LE COÛT DE LA LOCATION; - LE COÛT DE LA LOCATION AU MÈTRE CARRÉ; - LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL; - LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE; - LA SUPERFICIE INOCCUPÉE; - LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ; - LA DURÉE DU BAIL; - LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU DE RÉNOVATION RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012. PLQ : - LE NOM DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.	105
G.18	COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE CIRCONSCRIPTION DU 1^{ER} AVRIL 2011 À CE JOUR.	119

G.19	LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2012-2013 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU : - LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION; - LE TITRE DE LA FONCTION; - L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE; - LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS; - LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT; - LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS; - LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE; - LA DESCRIPTION DES TÂCHES; - LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012; - LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET; - LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013; - LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE; - S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : <u>DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE ET CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</u>	120
G.20	LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2012-2013 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE ET DU MINISTÈRE EN INDIQUANT : - LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; - LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; - LE MONTANT ATTRIBUÉ; - LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR L'ORGANISME; - LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.	122
G.21	LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : - LE POSTE INITIAL; - LE SALAIRE; - LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU; - LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ; - LES PRÉVISIONS 2013-2014.	124
G.22	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2011-2012.	125
G.23	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES ET/OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, INCLUANT LE CAS ÉCHÉANT LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2011-2012, 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS 2013-2014.	126
G.24	LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT : - LE NOM DE LA PERSONNE; - LE POSTE OCCUPÉ; - LE SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL (S'IL Y A LIEU); - L'ASSIGNATION INITIALE; - LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; - LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).	127

G.25	LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT : - LE NOM DE LA PERSONNE; - LE POSTE OCCUPÉ; - LE SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL (S'IL Y A LIEU); - L'ASSIGNATION INITIALE; - LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE; - LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).	129
G.26	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU CABINET, DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN : - LES CLUBS PRIVÉS OU AUTRES; - LES BILLETS DE SAISON, LES LOGES; - AUX JOURNAUX, REVUES MENSUELLES, PUBLICATIONS PAPIER ET EN FORMAT ÉLECTRONIQUE, ETC; - SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA ETC.).	130
G.27	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : - LE NOM DU SITE WEB; - LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; - LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; - LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; - LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DE CHANGEMENT); - LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HIT »); - LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR.	135
G.28	NOMINATION, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS OU AUTRES : - LA LISTE; - LES MANDATS; - LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT; - LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ; - LES ÉCHÉANCES PRÉVUES; - LES SOMMES IMPLIQUÉES.	142
G.29	POUR 2012-2013, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.	145
G.30	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 : - LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS; - LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES; - LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REJETÉES; - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS; - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.	146
G.31	LA LISTE DE TOUS LES ACTIVITÉS CONFÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012. - LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); - LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; - LE NOMBRE DE RENCONTRES; - LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.	147
G.32	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	148

G.33	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014.	149
G.34	TEL QUE PRÉVU DANS LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2013-2014.	150
G.35	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET PRÉVISION 2013-2014.	151
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES SOMMES REÇUES EN 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 ET 2014-2015 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHACUN DES PROGRAMMES, ENTENTES OU AUTRES LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	152
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2004 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS EN INDIQUANT : LA NATURE DE L'ENTENTE; LES SOMMES ASSOCIÉES; LA OU LES DATE(S) DES VERSEMENTS; LA FAÇON DONT CES SOMMES SONT DÉPENSÉES.	155
G.38	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS. ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	156
G.39	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013 EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART. PLQ : INCLUANT DES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	157
G.40	DEPUIS LE 31 AOÛT 2012, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANT DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHES NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? 🚩 FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE; 🚩 FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.	158
G.41	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS DE COVÉRIFICATION OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI EN RELÈVENT EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT : 🚩 LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; 🚩 LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ); 🚩 LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENT ; 🚩 L'ÉCHÉANCIER; 🚩 LE MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); 🚩 DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.	159
G.42	POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATION FOURNIR : 🚩 LA OU LES DATES DES TRAVAUX; 🚩 LES COÛTS; 🚩 LE NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	160
G.43	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS. CONSEILS, ETC.), FOURNIE POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.	161
G.44	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS. CONSEILS, ETC.), FOURNIE POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.	162

G.45	ÉVOLUTION DE LA TAILLE (NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉ) DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, DE CHAQUE MINISTÈRE ET DE CHAQUE ORGANISME PUBLIC DEPUIS 2003. FOURNIR LES DONNÉES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES DE 2003-2004 À 2012-2013. PRÉVISION POUR 2013-2014.	163
G.46	POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, LE NOMBRE DE DÉPART AU SEIN DE L'EFFECTIF (RÉGULIER, OCCASIONNEL ET ÉTUDIANT) POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013. FOURNIR LES DONNÉES VENTILLÉES SELON LA RAISON DU DÉPART : LA RETRAITE; LA DÉMISSION; LA RÉVOCATION POUR INCOMPÉTENCE; LA RÉVOCATION POUR INCAPACITÉ; LA FIN D'EMPLOI; LA MISE À PIED; LA DESTITUTION; TOUTE AUTRE RAISON.	164
G.47	LISTE ET SOLDE DE TOUS LES FONDS EXISTANTS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LA DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2012-2013 POUR CHACUN DE CES FONDS. COPIE DES ÉTATS FINANCIERS DE 2011-2012 ET 2012-2013 POUR CHACUN DES FONDS.	165

G.1 LA COMPARAISON POUR CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, PAR POSTE BUDGÉTAIRE :

 ENTRE LES CRÉDITS DÉPOSÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN AVRIL **2012** ET CEUX PROPOSÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE **2013-2014**.

L'INFORMATION EST DISPONIBLE DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2013-2014.

G.2 L'ENSEMBLE DES COÛTS AFFÉRENTS AU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT NOTAMMENT :

-  LES COÛTS RELIÉS AU CHANGEMENT DE STRUCTURE ADMINISTRATIVE, MINISTÉRIELLE (PUBLICITÉ, AFFICHAGE. LOGO, SITE INTERNET, PANCARTE, COURRIER, ENVELOPPES, ENTÊTES, CARTES D’AFFAIRES, ETC.);
 -  LES COÛTS ADMINISTRATIFS, LES COÛTS DE TRANSITION, LES FRAIS DE COMMUNICATION;
 -  LES COÛTS RELIÉS À LA SUPPRESSION OU L’AJOUT DE TOUTE INFORMATION;
 -  LES COÛTS RELIÉS AUX PHOTOS OFFICIELLES; ET
 -  TOUT AUTRE COÛT LE CAS ÉCHÉANT.
-

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION G.42.

G.3 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 :

- LES ENDROITS ET DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;
- COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE VOYAGE OU DE MISSION;
- LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- LE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, PERSONNEL DE CABINET, FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- LA LISTE ET LE DÉTAIL DE TOUTE ENTENTE SIGNÉE OU ANNONCÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- LES RÉSULTATS CONCRETS OBTENUS ET DÉTAILLÉS POUR CHAQUE VOYAGE;
- LA COPIE DES RAPPORTS DE MISSION;
- LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

	VOYAGE	Coût
Francine Asselin (directrice),	participer et présentation au Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (forum annuel), Ottawa (Ontario), du 9 au 12 septembre 2012.	865.20 \$
Dominique Maléza (avocate),	participer à la Réunion du Groupe de travail fédéral/provincial/territorial sur les victimes d'actes criminels, Ottawa (Ontario), du 27 au 29 novembre 2012. (Toutes les dépenses inhérentes à ce déplacement sont défrayées par le ministère de la Justice du Canada).	0.00 \$
Charles Dorion,	participer à la Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobilières (Canadian Conference on Personal Property Security Law) qui constitue un lieu d'échanges privilégié entre les représentants des différents gouvernements provinciaux et territoriaux oeuvrant dans le domaine des sûretés réelles mobilières, Winnipeg (Manitoba), du 10 au 13 juin 2012.	1305.00 \$
Gilles Laporte et Dominique A Jobin (juristes),	participer au Colloque Osgoode, Ottawa (Ontario), du 3 au 6 mai 2012.	3623.00 \$
Anne Trottier (sous-ministre associée),	participer au Forum Fédéral Provincial et Territorial, Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard), du 6 au 7 juin 2012.	841.55 \$
Pierre Mérette (avocat),	participer au Comité permanent des fonctionnaires chargés des droits de la personne, Saint-Jean (Terre-Neuve), du 14 au 17 mai 2012.	2079.71 \$
Jean-Paul Dupré (directeur des affaires juridiques),	participer à la rencontre fédérale, provinciale et territoriale du Réseau intergouvernemental des avocats oeuvrant en droit de la santé (FPT Health Lawyers Network Meeting), Ottawa (Ontario), du 13 au 15 juin 2012. (Toutes les dépenses sont payées par le gouvernement fédéral).	0.00 \$
Frédérique Sabourin (juriste),	participer au CNUDCI - Groupe de travail III (Règlement des litiges en ligne) - 25e session, New-York (États-Unis), du 20 au 25 mai 2012. (Toutes les dépenses sont payées par le ministère de la Justice du gouvernement fédéral).	0.00 \$
Gilles Laporte et Dominique A. Jobin (juristes),	participer à une audition à la Cour suprême (dossier R. c. Cole - CSC 34268), Ottawa (Ontario), du 14 au 15 mai 2012.	1750.88 \$
Anne-Marie Cloutier, Nathalie Bacon (juristes),	assister au programme de formation en légistique du ministère fédéral de la Justice, Ottawa (Ontario), du 11 au 15 juin 2012.	6412.25 \$
Magdalena Kawinska (juriste),	participer en tant que représentante du ministère de la Justice du Québec au Sous-comité d'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires, Ottawa (Ontario), du 28 au 31 octobre 2012.	969.83 \$
Gilles Laporte et Caroline Renaud (juristes),	participer à la réunion fédérale/provinciale/territoriale sur les Chartes, Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), du 11 au 13 septembre 2012.	3991.22 \$
Lyse Poudrier (juriste),	participer au forum annuel d'Osgoode Professional Development, Toronto (Ontario), du 23 au 25 octobre 2012.	1086.10 \$
Brigitte Parent, André Fautoux (juristes) et Anne Trottier (sous-ministre associée),	participer à la Rencontre avec les différents intervenants des provinces dans un dossier litige, Calgary (Alberta), du 14 au 16 octobre 2012.	5174.03 \$
Hubert Noreau-Simpson (juriste),	participer au Tripartie Canada - Cris - Québec portant sur la gouvernance crie dans le territoire de la Baie James, Ottawa (Ontario), le 26 octobre 2012.	255.35 \$

VOYAGE	Coût
Pierre Mérette (avocat), participé au Comité permanent des fonctionnaires chargés des droits de la personne, Ottawa (Ontario), du 20 au 22 novembre 2012.	1018.81 \$
Frédérique Sabourin (juriste), participer au CNUDCI - Groupe de travail III (Règlement des litiges en ligne) - 26e session, Vienne (Autriche), du 2 au 11 novembre 2012. (Toutes les dépenses sont payées par le ministère de la Justice du gouvernement fédéral).	0.00 \$
Patrick Gingras (avocat), participer au colloque Cybercriminalité : Comment assurer la sécurité des personnes et des entreprises tout en respectant les libertés fondamentales, Lyon (France), du 14 au 18 novembre 2012. (Toutes les dépenses sont payées par le Barreau).	0.00 \$
Patrick Gingras (avocat), participer à la Commission spéciale de novembre 2012 sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille, du 5 au 11 novembre 2012, La Haye (Pays-Bas). (Toutes les dépenses sont payées par la Conférence de La Haye de droit international privé).	0.00 \$
Dana Percarus (juriste), participer au Colloque « Developments in thirty years of fact finding », Toronto (Ontario), du 8 au 9 novembre 2012.	858.34 \$
Isabelle Giguère et Ariel Boileau (juristes), participer à une formation en rédaction législative et en interprétation des lois, Ottawa (Ontario), du 21 au 26 octobre 2012.	5512.38 \$
Joanne Marceau (conseillère), participer à la réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la Justice et de la Sécurité publique, Toronto (Ontario), du 26 au 28 juin 2012.	896.24 \$
Denis Marsolais (sous-ministre de la Justice et sous-procureur général), participer à la réunion fédérale-provinciale-territoriale des ministres et des sous-ministres de la Justice, Toronto (Ontario), du 26 au 28 juin 2012.	1018.80 \$
Denis Marsolais (sous-ministre de la Justice et sous-procureur général), participer à la Mission exploratoire dans le cadre de l'entente France/Québec en matière de coopération dans le domaine juridique, Paris (France), du 9 au 12 juillet et 14 juillet.	
Participer à titre de président de séance dans le cadre des Journées strasbourgeoises 2012, 13 juillet 2012, Strasbourg.	3862.80 \$
Comme cette mission se déroule dans le cadre d'une coopération France/Québec, le MRI octroi un montant qui sera crédité par l'intermédiaire du système SAGIR.	
Joanne Marceau (conseillère), participer à la réunion des ministres FPT responsables de la Justice et de la Sécurité publique, Régina (Saskatchewan), du 29 octobre au 1er novembre 2012.	1665.82 \$
Nathalie G. Drouin (sous-ministre de la Justice et sous-procureure générale), participer à la réunion des ministres FPT responsable de la Justice et de Sécurité publique, Régina (Saskatchewan), du 29 octobre au 1er novembre 2012.	1777.22 \$
Nathalie G. Drouin (sous-ministre de la Justice et sous-procureure générale), participer à l'assermentation du juge Wagner à la Cour suprême du Canada, Ottawa (Ontario), le 3 décembre 2012.	602.31 \$
Hélène Mathieu, André Carrier et Patrick Michel (avocats), participer à la réunion fédérale-provinciale-territoriale (FPT) du CCHF (justice pénale) et des groupes de travail, Winnipeg (Manitoba), du 15 au 20 avril 2012.	4151.70 \$
Fabienne Bouchard (avocate), participer à la 70e réunion du Groupe consultatif sur le droit international privé et session de travail sur la Convention sur la protection des enfants, Ottawa (Ontario), du 28 mai au 1er juin 2012. (Toutes les dépenses inhérentes à ce déplacement seront défrayées par le ministère de la Justice du Canada).	0 \$
Marie-Hélène Filteau (analyse), participer à titre de représentante du ministère de la Justice du Québec à une réunion du Sous-comité de la recherche du CCHF-Justice familiale, Ottawa (Ontario), du 5 au 7 juin 2012.	1221.00 \$
Fabienne Bouchard (avocate), participer à titre de représentante du gouvernement du Québec, à la réunion annuelle de la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, pour la section civile, Whitehorse (Yukon), du 11 au 17 août 2012.	2837.20 \$
Annie Gauthier et Fabienne Bouchard (avocates), participer en tant que représentantes du ministère de la Justice du Québec, à une réunion CCHF-Justice familiale, Toronto (Ontario), du 2 au 4 octobre 2012.	3173.89 \$
Me Marcelle Beaulieu; Réunion du Conseil d'administration de l'association des administrateurs judiciaires du Canada	1 179 \$

VOYAGE MAGISTRATURE		Coût
Canadian Association of Provincial Court Judges Institut national de la magistrature Rendre justice au XXI ^e siècle Toronto, 11 au 14 septembre 2012		2 560,51 \$
Institut national de la magistrature Colloque de droit civil - Contrats, conflits et recours, une mise à jour suprême Moncton N.B., 2 au 4 mai 2012		460,00 \$
Institut national de la magistrature Atelier sur les éléments de preuve St-Johns Terre-Neuve, 29 juillet au 2 août 2012		1 620,55 \$
Les journées Strasbourgeoises 2012 La circulation des idées, des personnes, des biens et des capitaux Strasbourg, 8 au 14 juillet 2012		13705,01 \$
Institut national de la magistrature Communication Skills in the Courtroom Ontario, 10 au 14 juin 2012		1 191,99 \$
Institut national de la magistrature La gestion des affaires de violence familiale Vancouver, 29 octobre au 2 novembre 2012		0,00 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VOYAGE		Coût
À Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), du 18 au 22 juin 2012. Programme : Réunion de l'Association des régimes d'aide juridique du Canada (ALAP). Personnes rencontrées : Représentants des 9 provinces et 3 territoires du Canada. Nom du personnel : Me Yves Carrière, secrétaire.		2 125 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE		Coût
Me Paul Roy (procureur) : plaider à la Cour criminelle, Bathurst (Nouveau-Brunswick), du 12 au 13 avril 2012. Les dépenses seront payées par le Nouveau-Brunswick.		1 144,43 \$
Me Pierre Bienvenue (procureur), Me Mario Longpré (procureur en chef adjoint), Me Carole Lebeuf (procureure), Me Jean Campeau (procureur) et Me Andrej Skoko (procureur) : participer à la Conférence sur le litige en Cour suprême du Canada, Ottawa (Ontario), du 17 au 19 avril 2012.		2 298,92 \$
Me Alexandre Boucher (procureur) et Me Louis Bouthillier (procureur) : plaider à la Cour suprême, Ottawa (Ontario), les 18 et 19 avril 2012.		804,44 \$
Me Paul Roy (procureur) : plaider à la Cour criminelle, Moncton (Nouveau-Brunswick), le 25 avril 2012. Les dépenses ont été payées par le Nouveau-Brunswick.		0,00 \$
Me Geneviève Boutet (procureure) : participer à "The 15th Annual Analysis of the Constitutional Decisions", Toronto (Ontario), les 4 et 5 mai 2012.		839,17 \$
Me Paul Roy (procureur) : plaider à la Cour criminelle, Moncton (Nouveau-Brunswick), le 10 mai 2012. Les dépenses seront payées par le Nouveau-Brunswick.		609,95 \$
Me Michael Bourget (procureur) et Me Christine Gosselin (procureure) : plaider à la Cour suprême, Ottawa (Ontario), le 5 juin 2012.		2 081,94 \$
Me Sabin Ouellet (procureur en chef) et Me Sonia Paquet (procureure en chef adjointe) : participer à la conférence annuelle du "National Association Attorneys General", Anchorage (Alaska), du 18 au 23 juin 2012.		6 872,36 \$
Me Éric Laporte (procureur en chef) : participer à la réunion du regroupement des poursuivants en matière de crime économique et de fraude en valeurs mobilières, Toronto (Ontario), les 6 et 7 juin 2012.		659,10 \$
Me Éliane B. Perreault (procureure) : participer à titre d'enseignante dans le cadre des techniques de plaidoiries données par le Barreau du Québec, Moncton (Nouveau-Brunswick), du 2 au 8 juin 2012. Les dépenses ont été payées par le Barreau du Québec.		0,00 \$
Me Claude Lachapelle (directeur) et Me Pierre Lapointe (procureur en chef) : participer à la réunion PT (Provinciale et Territoriale) et FPT (Fédérale, Provinciale et Territoriale) des sous-ministres responsables de la Justice et de la Sécurité publique, Toronto (Ontario), du 26 au 28 juin 2012.		2 207,96 \$
Me Sabin Ouellet (procureur en chef) et Me Sonia Paquet (procureure en chef adjointe) : participer à la réunion générale annuelle du "National District Attorneys Association", Mystic Country (Connecticut), du 19 au 26 juillet 2012.		6 639,87 \$
Me Sébastien Bergeron-Guyard (procureur) et Me Michel Breton (procureur en chef) : participer à la Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, Whitehorse (Yukon), du 11 au 17 août 2012.		4 389,57 \$
Me Sonia Paquet (procureure en chef adjointe), Me Véronique Beauchamps (procureure) et Me Éliane Beaulieu (procureure) : participer à une formation auprès de l'École Nationale de la Magistrature (ENM), Paris et Bordeaux (France), du 1er au 29 septembre 2012.		21 686,40 \$
Me Marie-Christine Godbout (procureure), Me Isabelle Massé (procureure) et Me Geneviève Gravel (procureure), participer à la Conférence "Fire Arms", Ottawa (Ontario), du 9 au 14 septembre 2012. Les dépenses seront payées par le gouvernement du Canada.		286,65 \$
Me Carolyne Paquin (procureure) : plaider à la Cour criminelle, Fredericton (Nouveau-Brunswick) du 16 au 30 septembre 2012. Les dépenses seront payées par la Couronne de Fredericton.		1 460,49 \$
Me Sabin Ouellet (procureur en chef), faire une présentation à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) et participer à une rencontre de travail du comité exécutif de l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF), Paris (France), du 22 au 29 septembre 2012.		3 523,94 \$
Me Magalie Cimon (procureure), Me Caroline Fontaine (procureure en chef adjointe) et Me René Verret (procureur) : plaider à la Cour suprême, Ottawa (Ontario), les 4 et 5 octobre 2012.		929,67 \$
Me Claude Lachapelle (directeur) et Me Sabin Ouellet (procureur en chef) : participer à la réunion des chefs de poursuites, Winnipeg (Manitoba), du 10 au 12 octobre 2012.		3 788,29 \$
Me Éric Laporte (procureure en chef), Me Sylvain Lépine (procureure en chef) et Me François Brière (procureure en chef) : participer à la conférence interprovinciale sur le crime organisé, Saskatoon (Saskatchewan), du 16 au 18 octobre 2012.		6 132,46 \$
Me Éric Laporte (procureur en chef) et Me François Brière (procureur en chef) : participer au Sommet sur le crime organisé de 2012, Vancouver (Colombie-Britannique), du 22 au 25 octobre 2012. Une partie des dépenses seront payées par le gouvernement Fédéral.		2 935,48 \$
Me Claude Lachapelle (directeur), Me Jean-Guy Moulin (procureur en chef), Me Martin Côté (procureur en chef), Me Sabin Ouellet (procureur en chef) et Me Sonia Paquet (procureure en chef adjointe) : participer à la 17 ^e Conférence annuelle de l'Association internationale des procureurs et poursuivants et assumer la présidence de la 4 ^e Réunion annuelle de l'Association internationale des procureurs et		18 792,38 \$

Voyage	Coût
poursuivants francophones Bangkok (Thaïlande), du 24 octobre au 4 novembre 2012. Pour Me Jean-Guy Moulin, les dépenses ont été payées par l'Association de procureurs en chef aux poursuites criminelles et pénales (APCQ).	
Me Maxime Chevalier (secrétaire général et procureur en chef par intérim) : participer aux réunions provinciale-territoriale (PT) et fédérale-provinciale territoriale (FPT), Régina (Saskatchewan), du 29 octobre 2012 au 2 novembre 2012.	2 731,10 \$
Me Sabin Ouellet (procureur en chef) et Me Sonia Paquet (procureure en chef adjointe) : participer à la mise en œuvre du Plan d'action 2009-2014 de la Politique internationale du gouvernement du Québec et rencontrer le délégué du Québec à Los Angeles (Californie), du 13 au 18 novembre 2012.	4 660,35 \$
Me Ana-Marina Ionescu (procureure) et Me Mario Longpré (procureur en chef adjoint) : participer à titre de conférencier au Congrès annuel 2012 de la formation des procureurs de la Colombie-Britannique, Whistler (Colombie-Britannique), du 13 au 16 novembre 2012. Une partie des dépenses de Me Ana-Marina Ionescu ainsi que les dépenses pour Me Mario Longpré ont été payées par l'Office of Crown Counsel.	1 056,14 \$
Me Sébastien Bergeron Guyard (procureur) et Me Roxane Laporte (procureure) : participer à la conférence annuelle "The Provincial Strategy to Protect Children from Sexual Abuse and Exploitation on the Internet", Toronto (Ontario) du 18 au 22 novembre 2012.	3 270,25 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Voyage	Coût
Me Hélène de Kovachich, présidente, directrice générale et juge administratif en chef, Conférence au Social Justice Tribunals of Ontario, Toronto (ON) du 25 au 26 avril 2012. Coûts défrayés par le gouvernement ontarien.	0,00 \$
Madame Marie Charest, juge administratif, section des affaires immobilières, Congrès du Conseil des Tribunaux administratifs canadiens, Calgary (AB) du 12 au 15 mai 2012. Rencontre avec les pairs des autres provinces.	2 671,12 \$
Me Hélène de Kovachich, présidente, directrice générale et juge administratif en chef, Les journées Strasbourgeoises 2012, Strasbourg (Fr) du 7 au 14 juillet 2012. Rencontre avec les pairs des autres pays. Rencontre qui a lieu 1 fois à tous les 4 ans. Me de Kovachich a défrayé elle-même le coût de son billet d'avion.	4 206,70 \$
Me Mathieu Proulx, vice-président de la section des affaires sociales, président de la Commission d'examen des troubles mentaux et juge administratif en chef adjoint, participer à la réunion annuelle des Commissions d'examens des troubles mentaux pan canadiennes, Toronto (ON) du 6 au 8 septembre 2012, rencontre avec les pairs des autres provinces.	1 079,27 \$
Me Hélène de Kovachich, présidente, directrice générale et juge administratif en chef, Congrès annuel du ICAJ (Institut canadien d'administration de la Justice), Calgary(AB) du 9 au 12 octobre 2012. Rencontre avec les pairs des autres provinces. Coûts défrayés par l'ICAJ au montant de 1 045,48 \$.	55,80 \$

G.4 **POUR CHAQUE VOYAGE EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE FAIT AU QUÉBEC POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DES DIRIGEANTS D’ORGANISMES :**

-  L’ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
-  LES COÛTS VENTILÉS;
-  LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D’HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
-  POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	VOYAGE	Coût
Montréal – Bagotville aller et retour le 17 juillet 2012. Pour Me Lucie Dufresne, vice-présidente.		1 025 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	VOYAGE	Coût
M ^e Claude Lachapelle, directeur		
M ^e Annick Murphy, directrice adjointe		
Du 21 au 23 novembre 2012 : Bonaventure - Sept-Îles et Baie-Comeau - Québec		2 973,84 \$
M ^e Claude Lachapelle, directeur		
M ^e Annick Murphy, directrice adjointe		
Les 26 et 27 novembre 2012 : Montréal – Val-d'Or et Rouyn-Noranda - Montréal		3 278,93 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.5 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME :

- LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR L’EXERCICE FINANCIER **2012-2013** ET LES PRÉVISIONS POUR **2013-2014**;
- LE NOM DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- LE NOM DES FOURNISSEURS;
- LE MODE D’OCTROI DE CHAQUE CONTRAT;
- LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- POUR CHAQUE DÉPENSES EN COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L’ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- LE COÛT TOTAL VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

MINISTÈRE

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

NOM DU PROFESSIONNEL / FIRME	BUT VISÉ	Coût
Centre des services partagés	Appel de candidatures pour le Prix de la justice	10 181,16 \$
Québec Municipal	Diffusion par courriel – Appel de candidatures pour le Prix de la justice	454,00\$ \$
Publi Griffé	Conception et montage des visuels pour le Prix de la justice (nouvelle signature, bannière, dépliants, etc.)	9 960,00 \$
Funio	Hébergement domaine informatique pour le Prix de la justice	29,90 \$
Matteau parent	Nouveau logo pour le Prix de la justice	750,00 \$
PJJ Productions inc.	Enregistrement et segments vocaux bilingues pour la ligne téléphonique du MJQ concernant Les Rendez-vous avec la justice	335,00 \$
Funio	Hébergement domaine informatique pour Les rendez-vous avec la justice	29,90 \$
Le Barreau du Québec	Avis de sélection, concours de recrutement	4 882,00 \$
Le Barreau du Québec	Parution des avocats émérites dans Le Soleil	360,00 \$

BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC)

NOM DU PROFESSIONNEL / FIRME	BUT VISÉ	Coût
Les immigrants de la Capitale	Ligne agressions sexuelles	700 \$
Éditions Multi-Concept	Ligne agressions sexuelles	1 500 \$
Productions imprimées Richard Vézina	Dépliant ligne agressions sexuelles	595 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROFESSIONNEL / FIRME	BUT VISÉ	Coût
Barreau du Québec	Concours de recrutement des procureurs aux poursuites criminelles et pénales	350 \$
CNW Telbec	Émission d'un communiqué le 17 mai 2012 dans le cadre de l'enquête indépendante relative à l'intervention policière du 7 juin 2011 à Montréal.	13 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PREFESSIONNEL / FIRME	BUT VISÉ	Coût
Centre des services partagés du Québec	Appel de candidatures pour les membres avocats / notaires	13 481,82 \$

FOND DES REGISTRES

NOM DU PROFESSIONNEL / FIRME	BUT VISÉ	Coût
Divers fournisseurs	14 salons et expositions (comprend location des espaces et frais connexes, frais de déplacement)	20 591 \$
LithoChic	impression de dépliants d'information pour le Registre des lobbyistes	940 \$
TOTAL		21 531 \$

- G.6

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUE, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014;

LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;

S'IL Y A LIEU, PRÉCISER POUR CHAQUE CONTRAT OCTROYÉ DANS LE CADRE D'UN ÉVÉNEMENT : LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME; LE COÛ, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS; LA DATE; LE MODE D'OCTROI.
- PLQ : LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.
- MINISTÈRE
- DIRECTION DES COMMUNICATIONS
- | FOURNISSEURS | TYPE D'ÉVÈNEMENT | COÛT | BUT VISÉ |
|--|----------------------------------|------------|--|
| Asystel | Conférence de presse | 166,90 \$ | Accès à la justice en matière familiale |
| Asystel | Conférence de presse | 263,40 \$ | Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants |
| Asystel | Conférence de presse | 96,95 \$ | Poursuite contre les fabricants de produits de tabac |
| Centre des services partagés | Conférence de presse | 667,70 \$ | Office des professions du Québec |
| Asystel | Conférence de presse | 489,75 \$ | Modernisation des règles en matière d'adoption et d'autorité parentale |
| Asystel
Centre de services partagés | Conférence de presse | 672,80 \$ | Plan de réorganisation du travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales |
| Barreau du Québec
Centre des services partagés | Salon exposition | 2262,56 \$ | Congrès du Barreau |
| Centre de services partagés
Les Productions Têtes d'Affiches inc. | Salon exposition | 182,50 \$ | Salon Visez-Droit |
| Morin Relations publiques | Conférences de presse évènements | 1022,64 \$ | Repérage de lieux potentiels à Montréal |
- ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
- 12

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût	BUT VISÉ
La Tribune de la presse du Parlement du Québec	Conférence de presse concernant la 2 ^e conférence régionale de l'Amérique du Nord et des Caraïbes de l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (L'AIPPF) (23 avril 2012)	100,00 \$	Location d'une salle

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEURS	TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût	BUT VISÉ
Me Jean-Claude Hébert	Représentation médiatique	9 991,71 \$	Représenter le Tribunal administratif du Québec auprès des médias à la suite d'une décision rendue par la Commission d'examins des troubles mentaux.

G.7 LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

- ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME
LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014;
LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE
LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014;
LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ;
LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
LE NOM DES FOURNISSEURS;
LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

MINISTÈRE

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Organisé par une firme externe

FOURNISSEURS	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
Service du renseignement criminel du Québec (SRCQ)	Contrat négocié	100 \$	Médias et réseaux sociaux

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Organisé par une firme externe

FOURNISSEURS	MODE D'OCTROI	Coût	BUT VISÉ
Eventia inc. conférence Webcom Montréal	Sur invitation (2 personnes associées au projet de refonte de l'intranet du Tribunal ont participé à cette activité d'information et de sensibilisation sur la situation du Web dans l'entreprise).	790 \$	13 ^e forum international sur le Web et l'Internet. Dans le cadre de la refonte de l'intranet du Tribunal, se tenir à jour sur les enjeux du Web au sein des ministères et organismes. Les objectifs associés à cette activité étaient de discuter, d'échanger et d'apprendre dans ce domaine.
Firme Gris Vert	Contrat de gré à gré (2 personnes associées au projet de développement durable ont participé à cette formation)	1 250 \$	Formation pour la tenue d'ateliers sur le développement durable. Formation sur les méthodes d'animation d'ateliers dans le cadre du projet de développement durable au Tribunal.

- G.8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :
- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;

LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ) ;

LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENT ;

L’ÉCHÉANCIER;

LE MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;

DANS LE CAS D’OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
9110-8662 Québec Inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage des membres du jury.	24 999,00
A.C.E. Peinture (2426-3345 Québec inc.)	Peintre en bâtiment.	1 200,00
A.Y. Soucy & associé	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Agence de démenagement JMV	Service d'un manutentionnaire pour divers travaux.	4 400,00
Agence S.P. Sécurité	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage des membres du jury.	24 999,00
AHMED, DEKA	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Air Creebec inc.	Nolissement d'aéronef pour la Cour itinérante.	1 311,44
Air Creebec inc.	Nolissement d'aéronef pour la Cour itinérante.	1 211,44
Air Creebec inc.	Nolissement d'aéronef pour la Cour itinérante.	1 706,36
Air Creebec inc.	Nolissement d'aéronef pour la Cour itinérante.	2 360,38
Albertson, Landry, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00

*Dépense ou limite contractuelle.

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Anglocom	Traduction en anglais d'un fichier.	1 769,32
Antonio Pizzeria	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	24 999,00
ARGJIRI, ADRIAN	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Art Graphique Québec Inc.	Impression de documents.	1 025,00
Ashini Elizabeth	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Asystel	Confection d'affiches	1 788,34
Autobus Venise	Contrat à exécution sur demande pour des services de transport pour les jurés et les constables.	24 999,00
Awashish, Chantale	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
BA-RO Factum Inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographe.	24 999,99
Barreau du Québec	Service de la formation continue obligatoire.	4 060,75
Basic 3 Design	Réparation de mobilier.	2 950,00
Basic 3 Design	Réparation de mobilier.	3 050,00
Basic 3 Design	Réparation de mobilier.	6 680,00
Basic 3 Design	Réparation de mobilier.	4 645,00
Basic 3 Design	Réparation de mobilier.	1 150,00
Basic 3 Design	Fabrication et installation d'un paravent mural.	1 595,00
Beaudoin, Jean-Louis	Formuler des commentaires sur l'opportunité et la pertinence d'adopter de nouvelles mesures législatives.	20 000,00
Bédard, Alice	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographe.	24 999,99
Bell Canada	Inscriptions dans les pages bleues des annuaires téléphoniques du Québec.	10 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Bell Conférences inc.	Abonnements pour le service de conférence WebEx.	3 000,00
Bellefleur, Charlotte	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Benny et Cie	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	20 000,00
Berari, Orlando	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Bernier, Pelletier & associés	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Berthiaume, Jean-Pierre	Expertise médicale.	1 000,00
Berthiaume, Jean-Pierre	Expertise médicale.	1 000,00
Bienvenue Patenaude huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
BL-FM 101,5	Édition spéciale du Mini Libre "Rendez-vous avec la justice".	2 250,00
Blondin, Lorraine	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographe.	24 999,99
Boko, Irfan	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Bonin, Robert	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Boucher, Pierre	Étude économique en lien avec les résultats du rapport de recherche de juin 2011 "Regards empiriques sur les pensions alimentaires entre ex-époux".	11 000,00
Boudreau André	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographe.	7 636,80
Bouliane & Bouliane	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Bourgette Labelle Société Médecine	Expertise médicale.	6 493,41
Bourlingueur (Le)	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	10 000,00
Brisson, Pierrette	Service de médiation familiale.	9 000,00
Bruchesi, Toulouse, Brassard S.E.N.C.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Bureau Conférenciers Orizon	Conférence.	8 000,00
Café VP	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	24 999,00
Caltabanis, Constantinos	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Carlson Wagonlit	Nolisement d'aéronef pour la Cour itinérante.	1 198,69
Carolynne Denis	Soutien administratif en gestion documentaire.	1 575,00
Carrière, Lynn	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et ou traduction devant les cours de justice dans le palais de justice de Rouyn-Noranda.	24 999,00
CASTRO-GARCIA, ERNESTO	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
CBCI Telecom	Contrat de maintenance pour des videoconférences Tandberg.	1 120,00
CEDROM SNI	Abonnement au service.	8 640,03
Centre d'Amitié Autochtone de Montréal	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Centre de la communauté sourde du Montréal Métropo	Contrat à exécution sur demande pour des services de traduction et ou d'interprétation devant les cours de justice.	24 999,00
Chamberland, Angéline	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Charles Lessard, graphiste	Service de graphisme pour le rapport annuel 2011.	2 710,00
Chevrier, Jean	Évaluer des emplois d'encadrement avec support conseil et analyse de structure organisationnelle pour la période du 1er avril 2012 au 31 mars 2013.	10 000,00
Clairmont, Suzanne (médiateur)	Séances sur la parentalité après la rupture dans le cadre d'un projet pilote.	9 000,00
Claude Gélinas	Services d'expertise.	8 500,00
Clinique d'Orthopédie Saint-Urbain	Expertise médicale.	1 000,00
Club Voyages Inter	Billets d'avion pour des travaux d'aménagement dans le nord du Québec.	3 036,72
Club Voyages Inter	Billets d'avion pour des travaux d'aménagement dans le nord du Québec.	2 816,83

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Club Voyages Inter	Billets d'avion pour des travaux d'aménagement dans le nord du Québec.	3 556,27
Club Voyages Plamondon	Billet d'avion (magistrature).	1 553,89
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse écrite.	6 729,71
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse écrite.	6 646,01
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse écrite.	5 390,10
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse électronique.	1 396,30
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse électronique.	1 514,79
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse électronique.	1 249,05
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse électronique.	1 181,26
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse écrite.	4 593,70
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse écrite.	6 071,25
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse écrite.	6 928,79
Communication Démo inc. / CSPQ	Services de revue de presse écrite.	6 928,79
Communication Publi Griffé INC.	Services de graphisme et d'imprimerie dans le cadre de la relance du Prix de la justice du Québec.	9 960,00
CompuCom	Contrat de support pour les licences Adobe Acrobat Standard 2012-2013.	1 517,68
CompuCom	Contrat de soutien pour les licences Adobe Robohelp, Web Premium et Flash professionnel 2012-2013.	1 206,03
Compugen inc.	Contrat de soutien du logiciel Double -Take Availability	1 035,00
Compugen inc.	Soutien pour le logiciel anti-virus TrendMicro Offic Scan.	1 140,00
Coon-Come, Demeaice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district du Nord-du-Québec.	24 999,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Coulombe Roy, Huissiers de justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Couturier, Christian (médiateur)	Séances sur la parentalité après la rupture dans le cadre du projet pilote.	9 000,00
CPAC	Formation à l'intention d'une équipe de travail.	5 000,00
Crédil	Traduction de la langue népalie devant la cour de justice.	24 999,00
Da Franco	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	10 000,00
D'Abate, Dominic	Séances sur la parentalité après la rupture dans le cadre du projet pilote pour la période du 1 ^{er} avril 2012 au 31 mars 2013.	9 000,00
Daoust Diane	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Darveau & Associé huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Decimal inc	Outil de prix de revient.	7 500,00
Delisle, Eric	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Delle Donne & Zuccaro	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Demers, Guy	Assurer l'interprétation des échanges lors des rencontres du Groupe de travail sur l'adoption coutumière autochtone	6 000,00
Demers, Hélène	Révision linguistique de différents documents.	15 000,00
Descôteaux & associés	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Désormeaux & Brouillard huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Desterres, Philomène	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Diane Garneau	Prise de note et transcription des interrogatoires de deux défendeurs.	1 366,80
Donald J. Bradley hussier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
DSC inc	Conférence.	3 225,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
DSC inc	Conférence.	2 040,00
Édition MFB	Expertise médicale.	13 485,00
Éditions de Villers	Impression de cartes.	1 651,40
El-Cholak, Maria	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Enveloppe Concept	Impression d'enveloppes pour la Cour supérieure.	1 277,04
Enveloppe Montréal Inc.	Impression d'enveloppes.	2 306,30
Enveloppe Montréal Inc.	Impression d'enveloppes.	2 306,30
Éric Latraverse, huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Eriksson, Erika	Confection de toge pour la magistrature.	1 500,00
Eriksson, Erika	Confection de toge pour la magistrature.	1 500,00
ESI Technologies	Formation sur le logiciel CheckPoint.	2 995,00
Étude André Lessard	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Bernard Lévesque	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Bernard Michel	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Derepentigny	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude d'huissiers Martimbault	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Gaétan Bélanger	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Gaétan Roy	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Gaston Roy	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Étude Germain Bastien	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Guindon Pilon, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Étude Guy Truchon, huissiers de Justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Étude J.F. Bouchard	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Étude Jacinthe Bertrand	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Jacques Vien	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Jean-Marc Claveau huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Lise Proulx	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Louis Gagnon	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Étude Louise Leblanc	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Mario Brunet	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Pascal Gaumond	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Patrick St-Michel	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Pierre Michaud	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude René Bertrand	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Reynald Flageol	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Robert Trépanier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Stéphane Carpentier huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Étude Steve Pinard	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Evaluation Personnel Sélection International	Fournir une trousse d'examen, effectuer la correction et effectuer le transfert des résultats pour des examens de cadre.	2 715,00
F4 Solutions inc	Implémentation du module ASM.	17 100,00
Facilité informatique inc	Intégration de Sharepoint avec Site Minder.	6 750,00
Favreau, Micheline	Expertise médicale.	5 500,00
Favreau, Micheline	Expertise médicale.	2 500,00
Foisy Labrecque, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Ford, Wayne	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Form plus	Impression de formulaires	2 373,00
Formules B.C.H.	Impression de SJ-021 Demande de reproduction des débats judiciaires.	1 986,25
Fortier, Tourigny	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
François Le Blanc, huissier de justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Gagnon & Gagnon	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Gariépy, Hélène	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Gauthier Montpetit S.E.N.C.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Gauthier, Lévy, Associés inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Gauthier, Yvan (Dr)	Expertise médicale.	1 500,00
Gendron, Maurice	Contrat a exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Gervais, Denise	Analyser les mémoires et commentaires reçus par la commission parlementaire lors de la consultation publique sur l'avant projet de loi sur l'adoption.	22 500,00
Gestion le drugstore du Vieux-Montréal inc.	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	10 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Gilles Ancil & Lyne Pariseau, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Global Knowledge Network Canada	Formation en informatique.	3 295,00
Goupil, Linda Me	Séances sur la parentalité après la rupture dans le cadre du projet pilote pour la période du 1er avril 2012 au 31 mars 2013.	9 000,00
Grand-Mère Délia, boulangerie artisanale	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	20 000,00
Graphiscan	Impression de feuillets "Testament".	1 759,07
Groupe de Sécurité Garda inc.	Surveillance des membres du jury.	24 999,00
Guiebre, Yacouba	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Gumboc, Maria Gracia	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Gunner, François	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district du Nord-du-Québec.	24 999,00
Henri A. Lafortune inc.	Confection du mémoire et des annexes.	1 153,35
Henri A. Lafortune inc.	Confection d'un mémoire en Cour suprême et d'un recueil de sources.	5 300,00
Henri A. Lafortune inc.	Confection de mémoire et de cahier de sources.	4 704,46
Henri A. Lafortune inc.	Services pour parfaire la réponse, les annexes, la signification ainsi que le transfert des documents pour production au greffe de la Cour suprême.	2 348,18
Henri A. Lafortune inc.	Services pour parfaire la réponse, les annexes, la signification ainsi que le transfert des documents pour production au greffe de la Cour suprême.	1 944,87
Henri A. Lafortune inc.	Confection de mémoire en Cour suprême et d'un recueil de sources.	3 300,00
HOLIDAY INN MONTRÉAL LONGUEUIL	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	24 999,00
Hôtel le Montagnais	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	2 348,03
Hôtel Plaza Valleyfield	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	24 999,00
Hôtel Sandman Montréal/Longueuil	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	24 999,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Hôtel Super 8	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	10 000,00
IC Formation	Formation : Donner l'heure juste par rétroaction.	3 250,00
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Impression de 100 exemplaires "RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2011-2012" .	2 352,00
Institut national de la magistrature	Colloque à l'intention des juges en chef et juges en chef adjoints.	2 500,00
Inter Action Santé	Services d'expert-conseil en matière de santé et bien-être au travail.	20 000,00
Irosoft Inc.	Entretien et mise à jour de logiciel Tera Text.	13 600,00
Itégrations inc	Définition des processus ITPAM.	9 800,00
J.B. Deschamps inc.	Impression de 500 brochures: Cour du Québec.	1 356,00
J.B. Deschamps inc.	Impression du Rapport public 2011 (1000 exemplaires).	2 753,00
J.B. Deschamps inc.	Impression d'exemplaires - Papillon "Les parents en situation de rupture" .	3 757,00
J.B. Deschamps inc.	Impressions de 5 Pochettes : Séance d'information gratuite sur la parentalité après rupture.	3 349,00
Jacques Méthot huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
JB Deschamps	Impression de dépliants.	2 064,00
JB Deschamps	Impression de dépliants.	3 323,00
JB Deschamps	Impression de dépliants pour la région de Lanaudière et Centre-du-Québec.	1 030,00
JB Deschamps	Impression de dépliants pour la région de Montréal.	1 472,00
Jean Carbonneau, huissiers inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Josée Fortin, Huissier de Justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Joseph Clermont inc.	Impression de papier à jugement.	20 911,50

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Joseph Clermont inc.	Impression de formulaire.	1 540,00
Joseph Odman	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
K2 Impressions	Impression de dépliants.	2 055,00
K2 Impressions	Impression de dépliants pour la région de la Côte-Nord, Mauricie, Montérégie et Québec.	1 996,00
Kaal, Steven	Assurer l'interprétation des échanges lors des rencontres du Groupe de travail sur l'adoption coutumière autochtone.	6 000,00
Kabak, Lidia (interprète)	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Kanani, Shiraz	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Karlozian, Hagop	Service d'interprétation et ou de traduction devant les cours de justice de la région de St-Hyacinthe.	24 999,00
Kogik Informatique	Services d'hébergement et de maintenance du système Web pour le domaine 'Nation-Action.com' .	1 324,88
Korem logiciels et données géospatiaux inc	Abonnement à Google Maps API Premier.	10 000,00
Kozma, Kornelia	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Kubacki, Alexandre	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Lachance Charles	Expertise médicale.	5 250,00
Laperrière, Karine	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Larivière, Sylvie	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de l'Abitibi-Témiscamingue.	24 999,00
L'Assommoir	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	10 000,00
Le Bel, Michel (Me)	Procéder à la révision des termes juridiques prévus au lexique juridique cri et confirmer l'exactitude des définitions anglaises.	5 000,00
Le Bergerac Traiteur Inc.	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	24 999,00
Le Club Touriste	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	24 999,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Le Devoir	Publications dans le journal.	1 593,48
Leahey Lucie	Séances sur la parentalité après la rupture.	9 000,00
Leclair, Sécurité Corporative	Travaux de vérification des faits énoncés dans les candidatures relatives aux actes de civisme posés en 2011.	24 800,00
Lee Junio, Mira Joan	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Les Dompteurs de Souris	Conception graphique pour le nouveau kiosque d'exposition de la DRC.	2 000,00
Les formations de l'Hêtre	Formation pour les intervenants.	6 250,00
Levesque, Denis	Conseiller professionnel senior pour le compte de la Direction du soutien à la gestion.	16 400,00
L'Imprévu	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	20 000,00
Lord Communication managériale	Conférence.	3 300,00
Lorraine Filion	Séances sur la parentalité après la rupture.	9 000,00
MAB Profil	Montage et installation de mobilier intégré à Québec.	2 108,00
MAB Profil	Montage et installation de mobilier intégré à Québec.	3 689,00
Marché Daoust Inc.	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement et le gardiennage des jurés.	24 999,00
Marie Roberge, sténographe officielle	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographe.	1 504,80
Marie Roberge, sténographe officielle	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographe.	1 014,10
Marie Roberge, sténographe officielle	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographe.	1 173,20
Masutti, Livia	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Mc Cann Josette	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
McConomy, Richard	Séances sur la parentalité après la rupture dans le cadre d'un projet pilote.	9 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Médias Transcontinental	Inscription à la conférence sur les acquisitions.	1 285,00
Ménard, André	Effectuer des analyses, recherches et autres travaux à caractère juridique.	20 000,00
Michel Gaucher, huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Micro Focus	Support pour les produits logiciels TestPartner et QA Director.	17 380,27
Milord & Associée huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Mongeau, José	Séances sur la parentalité après la rupture.	9 000,00
Monique C. Dubé huissier	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Morin relations publiques	Repérage de lieux potentiels à Montréal.	1 022,64
Morissette, Louis	Expertise médicale.	1 200,00
Mouvement québécois de la qualité	Formation : Planter une vraie démarche qualité.	1 200,00
Nammour, Rafic	Rédiger des textes ou des discours à partir de notes sur les sujets.	24 000,00
Natrix Technologies inc.	Contrat de support pour le logiciel Barracuda Web Filter.	10 490,28
Newashish, Maggie	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Nguyen Thi Xuan Mai	Services d'interprétation et/ou la traduction devant les cours de justice.	24 999,99
Numérix média	Impression de dépliants.	1 485,00
Okiok Data Ltd	Analyse de sécurité des infrastructures et des environnements technologiques.	24 500,00
Olivier, Jacques	Médiateur familial.	9 000,00
Olivier, Michel	Services de sténographe afin d'effectuer la prise et/ou la transcription des débats judiciaires.	9 500,00
Pépin, Jocelyne (médiateur)	Séances sur la parentalité après la rupture dans le cadre d'un projet pilote.	9 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Pépin, Maude	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Pépin, Maude	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Philippe & associés	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
PIERO GENDUSO	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Pierre Blier, Huissier de Justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Plexo inc.	Expertise médicale.	1 015,00
Plexo inc.	Expertise médicale.	1 015,00
Poulin & Piuze inc.	Entretien pour le climatiseur de la salle informatique à Québec.	1 809,65
Propair inc.	Nolisement d'aéronef pour la Cour itinérante.	1 988,18
Propair inc.	Nolisement d'aéronef pour la Cour itinérante.	6 268,76
Propair inc.	Nolisement d'aéronef pour la Cour itinérante.	1 212,29
Proteau, Guylaine	Expertise médicale.	1 375,00
Proteau, Guylaine	Expertise médicale.	1 750,00
Publications Québec	Traduction de différents documents.	1 410,68
Publications Québec	Traduction de l'anglais vers le français.	15 716,80
PVB Huissiers inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
QTMG, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Quest Software	Support pour le logiciel Quest Foglight et Spotlight.	14 930,00
Quintin & associé, huissiers de Justice SENC	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Racine, Jean-François	Coordination de divers mandats sur la lutte contre l'homophobie.	12 000,00
Rajachandra Easwary	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Rassi, Mirna	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Reed, Jean	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Regain	Formation sur le travail d'équipe	4 205,00
Regain	Agir à titre de consultant en management auprès de la magistrature.	3 500,00
Regain	Session de perfectionnement.	3 045,00
Reinhardt, André Me	Formation sur la séance de parentalité après la rupture dans le cadre du projet pilote.	9 000,00
Relais Gouverneur Saint-Jean-sur-Richelieu	Contrat à exécution sur demande pour l'hébergement le gardiennage des jurés.	24 999,00
Réseau D.O.F. Inc.	Animer un atelier d'échanges entre les participants du Forum des gestionnaires 2012 et une conférence sous le thème de l'engagement au quotidien.	3 000,00
Réseau internet Québec (RIQ) inc.	Modification et programmation pour les sites des Tribunaux.	1 900,00
Réso Formation	Formation sur les nouveautés de la langue française.	1 115,72
Restaurant des Gouverneurs	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	10 000,00
Ricci Teasdale inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Richard Gauthier, Huissier de Justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Rivard, Suzanne	Réaliser une démarche au sein du ministère de la Justice portant sur l'organisation administrative.	24 500,00
Riverin, Marie-Marthe	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
RJR Innovations Inc.	Support pour le logiciel BMC SDE suite Magic.	17 956,00
Roberge, Kalyna	Présentation de conférences.	1 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Rôtisserie Salaberry	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	24 999,00
S.R.I.L.	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Saint-Jean Pizzéria inc.	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	20 000,00
Savary Paul	Expertise médicale.	1 000,00
Scallen, Jennifer	Contrats à exécutions sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction.	24 999,99
Schanfield, Frances	Médiation familiale.	9 000,00
Schwartz, Annabel	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Sécurité Pro-Est	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage des jurés dans le cadre des assises criminelles pour le palais de justice de Saint-Joseph de Beauce.	24 999,00
Sécurité Pro-Est	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage des jurés dans le cadre des assises criminelles pour le palais de justice de Thetford Mines.	24 999,00
Sécurité Pro-Est	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage des jurés dans le cadre des assises criminelles pour le palais de justice de Montmagny.	24 999,00
Sécurité Pro-Est	Contrat à exécution sur demande pour des services de gardiennage pour les jurés.	1 798,20
Service interprétation visuelle tactile - SIVET	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,99
Service interprétation visuelle tactile - SIVET	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Service régional d'interprétariat de l'Est du Qc	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprète et/ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
SINISA ANDREÏ, SÉCULIN	Contrat à exécution sur demande pour services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
SIVET - Service d'interpr. visuelle et tactile	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et /ou de traduction devant les cours de justice du district de Montréal.	24 999,00
Skyjet	Nolissement d'avion pour la Cour itinérante.	4 508,00
Skyjet	Nolissement d'avion pour la Cour itinérante.	5 840,00
Softchoice Corporation	Contrat de support du logiciel Library.	2 224,47

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Solmar/La Sauvagine	Contrat à exécution sur demande pour le gardiennage des jurés.	10 000,00
Solotech Québec inc.	Conférence.	1 500,00
Sténo Fac inc. sténographe officiel	Contrat à exécution sur demande des services de sténographe.	1 500,50
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	1 875,60
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	3 534,50
Supremex inc.	Impression d'enveloppes à fenêtre.	2 273,60
Supremex inc.	Impression d'enveloppes "BIA-677"	1 493,40
Supremex inc.	Impression d'enveloppes "BIA-802"	3 766,21
Supremex inc.	Impression d'enveloppes "BIA-804"	1 236,47
Supremex inc.	Impression d'enveloppes "BIA-800"	6 443,55
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	1 142,00
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	1 723,65
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	2 964,40
Supremex inc.	Impression d'enveloppes.	1 105,80
Sylvain Poissant, huissier de justice	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Taiga Vision Inc.	Perspective visant à accroître la réussite et le bon fonctionnement des structures de justice communautaire.	15 000,00
Technologies Metafore inc.	Contrat de soutien des licences IBM WebSphere	23 151,56
Technologies Metafore inc.	Contrat de soutien pour les licences Active PDF Toolkit Professional.	2 150,15
Technologies Metafore inc.	Contrat de soutien pour les licences Proofpoint.	18 176,50

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Thémis Multifactum inc.	Confection d'un mémoire en Cour suprême et d'un recueil de sources.	1 257,80
Timmermans, Harry	Formation sur la séance sur la parentalité après la rupture dans le cadre d'un projet pilote.	9 000,00
Traductions Waterhouse inc.	Traduction de divers documents.	6 552,24
Traductions Waterhouse inc.	Contrat à exécution sur demande pour des services de traduction de différents documents du français vers l'anglais.	10 000,00
Traynor, Sandra	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et / ou de traduction devant les cours de justice.	24 999,00
Tremblay Raiffaud, huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	20 000,00
Tremblay, Miville (médiateur)	Séances sur la parentalité après la rupture.	9 000,00
Trimax Sécurité inc.	Contrat à exécution sur demande pour les services de surveillance des membres du jury au palais de justice de Valleyfield.	24 999,00
Trudel, Favreau huissiers	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00
Turcotte, Jean-Robert (Dr)	Expertise médicale.	2 000,00
Université de Montréal	Présentation d'une expertise concernant les habitudes sur l'âge de la retraite des Québécois.	6 000,00
Université Laval	Préparation d'un projet de monographie sur l'histoire de la Cour du Québec.	21 158,00
Univoc inc.	Support et entretien de logiciels.	21 720,24
Vallières, Céline Me	Agir à titre d'intervenante, suite à un signalement ou une plainte de harcèlement psychologique.	24 000,00
Versacom	Procéder à la traduction de différents documents du français vers l'anglais.	12 305,00
Vidéotron s.e.n.c.	Service internet fixe 100Mbps.	24 210,00
Vinzant inc.	Support de Global Event Control Server.	7 265,52
Voyages Abitibi inc. (Cour itinérante)	Billet d'avion.	3 754,34
W.N. Poulin & Associés	Contrat à exécution sur demande pour des services d'huissier.	24 000,00

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL *
Waterhouse, Benjamin	Traduction de différents documents.	20 000,00
Wilson & Lafleur Ltée	Abonnement aux mises à jour des Codes civils du Québec et Codes de procédure civile du Québec.	2 205,00
Wise, Audrey	Médiation familiale.	9 000,00

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Amérique Traductions (contrat de 2 000 \$)	À la demande du Conseil, effectuer la traduction du français vers l'anglais de divers documents.	1 239,30 \$
Barma, Serge (Me), avocat	Contrat de services juridiques autorisé par le ministère de la Justice pour représenter le Conseil de la justice administrative dans le cadre des procédures judiciaires intentées dans 1 dossier du Conseil.	6 499,03 \$
CSPQ	Entreposage pour la conservation de documents semi-actifs.	59,28 \$
Imprimerie Héon & Nadeau ltée	Graphisme et impression du Rapport annuel de gestion 2011-2012 du Conseil de la justice administrative.	2 352,00 \$
Iron Mountain	Destruction de documents confidentiels.	100,00 \$
L'Heureux inc. (contrat de 500 \$)	Eau embouteillée et nettoyage de la fontaine.	54,00 \$
Olivier, Michel, sténographe (contrat de 9 500 \$)	Effectuer la transcription des enregistrements sonores d'audience tenues par les tribunaux administratifs soumis à l'autorité du Conseil et autres enregistrements ainsi qu'agir comme sténographe pour la prise de notes et la transcription d'audiences de comités d'enquête constitués par le Conseil.	0,00 \$
Ricoh	Location d'un appareil multifonctions pour une durée de 5 ans à 219,00 \$ par mois.	13 140,00 \$
Société immobilière du Québec	Sécurité des locaux.	401,40 \$
Sténo Fac Inc. (contrat de 3 000 \$)	Effectuer la transcription des enregistrements sonores d'audiences tenues par les tribunaux administratifs soumis à l'autorité du Conseil.	0,00 \$
TOTAL		23 945,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Bettina Karpel	Traduction de textes juridiques.	2 486 \$
Claude Boily	Vérification des états financiers du régime d'assurance collective et rapport.	1 350 \$
BudgetCar Inc.	Location de voiture.	59 \$
Louis-Marie Chabot, avocat	Honoraires pour consultation sur la justice en milieu autochtone.	6 052 \$
Conférence Dialogue	Service de conférence téléphonique.	331 \$
Decor Vert	Entretien des plantes pour les locaux	884 \$
Desjardins Gestion Immobilière	Installation d'un bouton "panic" dans un bureau.	922 \$
Desjardins Gestion Immobilière	Travaux de démolition et de reconstruction de murets pour locaux.	3 548 \$
Desjardins Gestion Immobilière	Entretien général des locaux.	4 704 \$
Dicom Express	Service de messagerie.	1 377 \$
DL LASER SERVICE	Réparation d'équipement informatique.	557 \$
Gérard Pinaud Traiteur	Traiteur (réunions administratives).	2 113 \$
Gestar Inc.	Soutien annuel logiciel e-Documentik.	1 889 \$
GFI Solutions PME Inc.	Support pour logiciel Accpac.	65 \$
Gilles Pascal-Valette	Infographie du rapport annuel 2011/2012.	2 500 \$
Gilles Pascal-Valette	Conception visuelle et graphique pour affiches.	230 \$
Globex Courrier International	Service de messagerie.	92 \$
Imprimerie Lanctôt	Impression de bon de commandes.	363 \$
Iron Mountain Canada Corporation	Déchetage de documents.	253 \$
Lithographie André Lachance Inc.	Impression de chèques laser.	2 548 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Me Jean-Marie Lavoie	Arbitrage de différends entre employeurs et syndicats.	3 662 \$
Loranger Marcoux s.e.n.c.	Consultations relatives aux relations de travail et à l'équité salariale.	10 497 \$
4541499 Canada Inc.	Service de traiteurs.	639 \$
Stein Monast S.E.N.C.R.L. Avocats	Honoraires professionnels relatifs au tarif de la pratique privée applicable aux méga procès du Chapitre III.	3 401 \$
Déménagement Montréal Express Inc.	Manutention de mobilier.	1 404 \$
OPENFACE	Télécommunications, Internet.	10 350 \$
Services graphiques Deux-Montagnes	Impression du rapport annuel.	5 505 \$
Me Gérard Soulière	Honoraires professionnels relatifs au tarif de la pratique privée applicable aux méga procès du Chapitre III.	4 287 \$
Trans-Graphique Imprimeur	Impression des calendriers 2013.	3 144 \$
Vidéotron	Télécommunications.	354 \$
Xin Wan	Service d'interprétation (comité de révision).	250 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
9162-6192 Québec inc.	Sténographie	1 287,60 \$
9190-2320 Québec inc.	Service de traiteur dans le cadre d'une réunion de gestion	2 124,62 \$
Académie linguistique internationale inc.	Formation	1 602,00 \$
Agora Communication inc.	Formation	1 095,00 \$
Air Canada	Billet d'avion	1 210,97 \$
Air Creebec	Billet d'avion	1 673,32 \$
Air Creebec	Billet d'avion	3 918,89 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Air Creebec	Billet d'avion	1 745,72 \$
Air Creebec	Billet d'avion	2 452,67 \$
Air Creebec	Billet d'avion	1 311,44 \$
Air Creebec	Billet d'avion	1 977,81 \$
Air Creebec	Billet d'avion	4 720,76 \$
Air Creebec	Billet d'avion	3 421,55 \$
Air Creebec	Billet d'avion	4 078,72 \$
Air Creebec	Billet d'avion	3 899,80 \$
Air Creebec	Billet d'avion	2 956,36 \$
Air Creebec	Billet d'avion	3 557,62 \$
Air Creebec	Billet d'avion	3 156,73 \$
Air Creebec	Billet d'avion	3 496,97 \$
Anglocom inc.	Traduction	2 787,21 \$
Archives Iron Mountain (Iron Mountain Canada Corporation)	Destruction de dossiers	4 669,01 \$
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	Formation	1 435,00 \$
Asselin, France (sténographe)	Sténographie	1 365,16 \$
Bell Canada	Développement d'applications informatiques	10 000,00 \$
Bijouterie Paul A. Langlois	Médaille commémorative d'un haut dirigeant (Association des procureurs en chef aux poursuites criminelles et pénales du Québec - APCPCPQ)	962,50 \$
Black, Lucie (sténographe)	Sténographie	5 000,00 \$
Caméléon Designer inc.	Article de reconnaissance pour les deux premiers dirigeants du Directeur des poursuites criminelles et pénales	1 126,00 \$
Canadian Institute, The	Formation	1 895,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Cardiologie Michel White inc.	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	4 106,25 \$
Cedrom-Sni inc.	Abonnement au service Eureka	1 854,00 \$
Château Joliette inc.	Location de salle, service de traiteur et d'hébergement pour la tenue d'une réunion	7 961,92 \$
Chef Chez Soi Traiteur Inc.	Service de traiteur pour la tenue d'une réunion	2 084,32 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	5 539,56 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	4 932,67 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	4 932,67 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	3 024,72 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	4 963,18 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	5 202,01 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	1 274,23 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	3 024,72 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	3 294,06 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	5 533,55 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	5 735,12 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	1 965,95 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	1 967,06 \$
Club voyage Plamondon	Billet d'avion	1 779,41 \$
Club voyages Rimouski	Billet d'avion	1 212,66 \$
Club voyages Tourbec	Billet d'avion	1 078,51 \$
Club voyages Tournesol	Billet d'avion	1 188,70 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Club voyages Tournesol	Billet d'avion	2 157,56 \$
Communication Demo inc.	Revue de presse	2 560,28 \$
Conférences dialogue inc.	Vidéo témoignage	1 410,00 \$
Démarcation point	Installation de câblages	3 759,82 \$
Dre France Proulx psychiatrie légale inc.	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	2 854,18 \$
Enveloppe Concept inc.	Service d'impression et de reprographie	1 858,19 \$
Étude Derепentigny	Huissiers	1 582,85 \$
Étude Drolet, huissiers de justice	Huissiers	1 029,53 \$
E-Video	Location et enregistrement de matériels audiovisuels pour le Programme d'accueil des nouveaux procureurs	4 500,00 \$
Factums Instanter, S.E.N.C., Les	Confection de mémoires	1 451,25 \$
Factums Instanter, S.E.N.C., Les	Confection de mémoires	1 204,50 \$
Factums Instanter, S.E.N.C., Les	Confection de mémoires	1 270,25 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	4 048,93 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	2 051,02 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	3 369,81 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	5 654,91 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	4 448,60 \$
Filion Desjardins huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	Huissiers	2 128,05 \$
Groupe Germain inc.	Location de salle, service de traiteur et d'hébergement pour la tenue d'une réunion	9 917,32 \$
Groupe Germain inc.	Location de salle, service de traiteur et d'hébergement pour la tenue d'une réunion	4 932,15 \$
Groupe Hay limitée, Le	Formation	1 400,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Groupe Nexio inc.	Hébergement du site du Directeur des poursuites criminelles et pénales	10 000,00 \$
Hainault Gravel huissiers de justice inc.	Huissiers	4 582,26 \$
Hôtel Château Laurier Québec	Hébergement lors de la tenue du Congrès du Barreau 2012 - Formation	5 754,96 \$
Hôtel Château Laurier Québec	Location de salle, service de traiteur et d'hébergement pour la tenue d'une réunion	1 337,80 \$
Hôtel Classique (9102-8001 Québec inc.)	Location de salle, service de traiteur et d'hébergement pour la tenue d'une réunion	9 903,63 \$
Hôtel Opus	Location de salle et service de traiteur pour la tenue d'une réunion	3 000,00 \$
Impressions Bourgroyal inc., Les	Service d'impression et reprographie	3 300,00 \$
Infynia.Com	Installation d'un système d'alarme	6 500,00 \$
Infynia.Com	Installation d'un système d'alarme	1 490,55 \$
J. B. Deschamps inc.	Confection de pochettes	1 445,00 \$
Jaja La Pizz	Service de traiteur pour la tenue d'une formation	1 144,85 \$
Joseph Clermont inc.	Confection de chemises codifiées	1 618,40 \$
Joseph Clermont inc.	Confection de chemises codifiées	6 047,13 \$
La Bête Steakhouse	Service de restauration pour la tenue d'une réunion	1 137,00 \$
Labbé, Jean (médecin)	Formation « abus sexuel » dans le cadre de l'École des poursuivants	2 168,56 \$
Lafortune, Henri A. inc.	Confection de mémoires	3 056,72 \$
Lafortune, Henri A. inc.	Confection de mémoires	5 777,93 \$
Loews Le Concorde (1330-8713 Québec inc.)	Location de salle, service de traiteur pour la tenue d'une réunion de l'évènement de Québec en collaboration avec l'Association internationale des procureurs et poursuivants (AIPP) et l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF)	4 848,64 \$
Manuri Formation inc.	Formation	1 800,00 \$
Mercier, Jean	Consultation en ressources humaines	4 780,96 \$
Mesa, Anne-Marie (traductrice)	Traduction de l'anglais au français	2 135,56 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Musée National des Beaux-Arts du Québec	Location de salle, service de traiteur pour la tenue d'une réunion de l'évènement de Québec en collaboration avec l'Association internationale des procureurs et poursuivants et l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones	2 820,03 \$
Onset Technology Inc.	Maintenance des appareils Blackberry	1 200,00 \$
OSE Design inc.	Création et production graphisme du rapport annuel de gestion du Directeur des poursuites criminelles et pénales	6 600,00 \$
OSE Design inc.	Création et production de documents corporatifs du Directeur des poursuites criminelles et pénales	4 500,00 \$
Paquette & associés, huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	Huissiers	10 143,71 \$
Postes Canada	Courrier messagerie	1 094,49 \$
Propair inc.	Billet d'avion	3 916,06 \$
Propair inc.	Billet d'avion	2 692,55 \$
Propair inc.	Billet d'avion	3 545,03 \$
Propair inc.	Billet d'avion	3 373,60 \$
Propair inc.	Billet d'avion	3 926,37 \$
Propair inc.	Billet d'avion	2 374,58 \$
Propair inc.	Billet d'avion	5 481,05 \$
Propair inc.	Billet d'avion	5 347,25 \$
Propair inc.	Billet d'avion	3 377,86 \$
Propair inc.	Billet d'avion	5 523,53 \$
Prud'Homme, Fontaine, Dolan S.E.N.C.	Expertise en droit patrimoniaux, rapport et témoignage à la Cour	2 073,06 \$
Ravart, Marc	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	1 015,00 \$
Reliance Protection inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	2 646,95 \$
Reliance Protection inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	3 556,95 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	4 454,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	5 131,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	6 881,20 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	5 417,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	5 022,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	5 011,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	6 221,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	4 871,45 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	2 131,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	3 221,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	4 634,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	1 506,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	2 427,00 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	5 032,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	5 645,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	3 300,95 \$
Reliance Protectron inc.	Installation d'un système d'alarme pour des mesures de sécurité pour les procureurs	2 388,95 \$
Riôtel Matane (134736 Canada inc.)	Location de salle, service de traiteur et d'hébergement pour la tenue d'une réunion	5 981,10 \$
RTComm	Formation	1 700,00 \$
Services Inter Bureaux plus	Manutention de mobilier	1 241,25 \$
Services Inter Bureaux plus	Manutention de mobilier	1 039,50 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Skyjet	Billet d'avion	1 460,10 \$
Skyjet	Billet d'avion	1 288,00 \$
Société des médecins de l'université de Sherbrooke S.E.N.C.R.L.	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	1 875,00 \$
Solutions de rangement Prisma inc., Les	Installation d'étagères	2 435,20 \$
Sténographie Paulette Houde	Sténographie	1 860,40 \$
Sténographie Paulette Houde	Sténographie	3 207,20 \$
Sténographie Paulette Houde	Sténographie	1 288,20 \$
Sténographie Paulette Houde	Sténographie	1 327,80 \$
Supremex inc.	Services d'impressions d'enveloppes	1 248,00 \$
Telus Communications inc.	Vidéo témoignage	1 205,00 \$
Telus Communications inc.	Vidéo témoignage	1 380,00 \$
Telus Communications inc.	Vidéo témoignage	1 322,00 \$
Telus Communications inc.	Vidéo témoignage	2 000,00 \$
Telus Communications inc.	Vidéo témoignage	1 940,00 \$
Telus Communications inc.	Vidéo témoignage	1 360,00 \$
Thémis Multifactum inc.	Confection de mémoires pour le Bureau de lutte au crime organisé	9 507,05 \$
Thémis Multifactum inc.	Confection de mémoires pour la région du Sud du Québec	3 766,45 \$
Traductions Guy Demers inc.	Traduction du français à l'anglais	1 821,12 \$
Traiteur Clermont	Service de traiteur	1 104,00 \$
Trudel, Favreau huissiers de justice	Huissiers	1 636,25 \$
Tsimiklis, Catherine	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	2 328,75 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Voyage Paradis	Billet d'avion	1 030,92 \$
Voyage Paradis	Billet d'avion	1 325,80 \$
Voyage Paradis	Billet d'avion	3 271,36 \$
Voyage Paradis	Billet d'avion	1 515,81 \$
Voyage Paradis	Billet d'avion	1 316,86 \$
Voyage Paradis	Billet d'avion	3 510,10 \$
Voyage Paradis	Billet d'avion	1 579,22 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 812,08 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 088,04 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	4 373,57 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 979,79 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	2 903,64 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	2 903,64 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 760,77 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 604,05 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	2 903,64 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	4 373,57 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 630,09 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 796,46 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 436,71 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 436,71 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	4 481,79 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 011,86 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	2 955,74 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 809,46 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 809,46 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	2 480,80 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 011,86 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 011,86 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	5 291,41 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 200,24 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 796,46 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 754,34 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	6 023,15 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 011,86 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 011,86 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	5 493,81 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 129,64 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 011,86 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 011,86 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	3 011,86 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	4 481,79 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 613,06 \$
Voyages Abitibi inc.	Billet d'avion	1 813,40 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion	1 159,12 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion	1 364,57 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion	1 348,30 \$
Voyages CAA-Québec	Billet d'avion	1 376,26 \$
Voyages Évasion	Billet d'avion	1 239,06 \$
Voyages Optimum	Billet d'avion	1 316,93 \$
Voyages Routair	Billet d'avion	1 008,05 \$
Voyages Sears	Billet d'avion	1 948,43 \$
Voyages Tour monde	Billet d'avion	1 026,91 \$
Watts, Joel	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	6 125,00 \$
Zibo Québec Restaurant/Bar	Service de restauration pour la tenue d'une réunion	1 263,00 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
-------------	-------	-------

ME YOLAND COUTU	DOSSIER YELENA MARKUS et REEBOCK CANADDA	3 000 \$
ME YOLAND COUTU	DOSSIER HANDICAP-VIE c. RÉSIDENCE ST-CHARLES-BORROMÉE	1 000 \$
ME YOLAND COUTU	OPTION CONSOMMATEURS C. COMPAGNIE D'ASSURANCE ING CANADA	6 000 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Fournisseur	Objet	Total
AGENCE LE MONDE	Service d'interprètes	5 000,00 \$
ALFID SERVICE	Aménagement et entretien des locaux	7 248,05 \$
ALFID SERVICE	Service de sécurité	2 204,02 \$
AMERIQUE TRADUCTIONS	Traduction de décisions	3 326,00 \$
APICIUS GOURMET	Traiteur	2 069,00 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	Déchiquetage	4 061,93 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	Entreposage sous voûte	4 687,43 \$
ASSELIN MICHELINE	Support administratif	1 782,00 \$
ASSOCIATION SUR L'ACCES ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	Congrès	1 267,00 \$
AUBERGE DU DRAVEUR	Location de salle	1 500,00 \$
AUBERGE ESCAPADE INN	Location de salle	1 095,00 \$
B.C.L. ENR	Entretien	1 290,00 \$
BARREAU DU QUEBEC	Accréditation de cours	1 423,75 \$
BAZIN INC.	Service professionnel	1 825,00 \$
BELL CANADA	Téléphonie	2 375,28 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L')	Location de salle	6 117,25 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	Location de salle	1 300,00 \$
CASACOM	Service professionnel	1 250,00 \$
CHATEAU JOLIETTE INC.	Location de salle	3 600,00 \$
COMFORT INN & SUITES SAINT-JEROME	Location de salle	1 450,00 \$
COMMUNICATION WRITETOUGH	Traduction et adaptation de texte	1 585,40 \$
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE (CGI)	Support administratif	2 077,03 \$
COPIBEC	Mise à jour des licences de production	4 291,65 \$
COURRIER PUROLATOR LTEE	Service de messagerie	4 573,33 \$
CREALOGIK INC.	Renouvellement de licence	6 297,00 \$
CULTURE POUR TOUS	Service professionnel	2 500,00 \$
DEUX GOURMANDES UN FOURNEAU INC.	Traiteur	1 834,55 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	Abonnement	9 365,88 \$
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Service professionnel	10 000,00 \$
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Service professionnel	2 587,50 \$
ENTREPRISES INFORMATIQUES TECHLAN INC. (LES)	Renouvellement de licence	6 212,00 \$
EVIDIAN SYSTEMS INC.	Renouvellement de licence	4 319,00 \$
EXPOSEIMAGE.COM	Service professionnel	1 877,00 \$
GAGNON SENECHAL COULOMBE & ASSOCIES	Services juridiques	1 310,84 \$
GARTNER CANADA	Service professionnel technologique	15 800,00 \$
GRISVERT INC.	Formation	1 250,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
GROUPE RENAUD & ASSOCIES INC.	Aide aux employés	4 882,50 \$
GOURMAISON TRAITEUR	Traiteur	1 125,42 \$
HOTEL ET SUITES LE DAUPHIN DRUMMONDVILLE	Location de salle et services hôteliers	1 577,91 \$
HOTEL MOTEL LE MONTAGNAIS	Location de salle	1 340,00 \$
HOTEL PLAZA VALLEYFIELD	Location de salle	7 350,75 \$
IMMOBILIERE MFQ INC.	Aménagement et entretien des locaux	9 475,92 \$
INSTITUT CANADIEN D'ÉTUDES JURIDIQUES SUPÉRIEURES	Formation	3 850,00 \$
LANGLOIS CHANTAL	Support administratif	2 483,19 \$
LANGLOIS CHANTAL	Support administratif	12 819,87 \$
LANGLOIS CHANTAL	Support administratif	3 134,97 \$
LE GROUPE SYNC (2636-2772 QUÉBEC INC.)	Service professionnel	1 135,00 \$
LEBRUN-BOIVIN MELANIE	Support administratif	2 284,29 \$
LEFEBVRE GERARD	Service de greffier	7 308,00 \$
LES ENTREPRISES LOU BROUSSEAU ENR.	Service de nettoyage	6 000,00 \$
LES ENTREPRISES UNE AFFAIRE D'ANGLAIS INC.	Formation linguistique	1 650,00 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	Abonnement	2 339,35 \$
LEXISNEXIS CANADA (QUICKLAW) INC.	Renouvellement de licence	9 336,00 \$
LGT ENTREPRENEURS	Entretien de la climatisation	11 289,44 \$
L'ORANGE BLEUE	Conception d'une plateforme visuelle	6 849,00 \$
LORANGER MARCOUX senci	Services juridiques	10 212,40 \$

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
L'URBANIA HOTEL-RESTO-LOUNGE	Location de salle	1 205,10 \$
MAÎTRES SERRURIERS P. AUBUT INC.	Service de réparation	1 275,50 \$
MESSAGERIE DU GRAND MONTREAL	Service de messagerie	2 234,08 \$
MTS ALLSTREAM Inc.	Service de maintenance	16 623,00 \$
MTS ALLSTREAM Inc.	Service de maintenance	1 023,00 \$
OPEN STORAGE SOLUTIONS INC.	Renouvellement de licence	3 757,00 \$
ORACLE CORPORATION CANADA	Renouvellement de licence	6 113,21 \$
OUMIET GÉRARD	Service professionnel	2 000,00 \$
PAQUET CAROLE	Service de révision linguistique	1 125,00 \$
PERIS SUTTON ST-LAURENT AVOCATS	Services juridiques	18 499,77 \$
PLANTECA	Entretien des plantes	1 880,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTEE	Abonnement	15 559,74 \$
QUALITY INN & SUITES MATANE	location de salle	2 525,00 \$
REP SOLUTION INTERACTIVE INC.	Service de support	3 950,00 \$
RESEAU ACTION TI, QUEBEC	Formation	1 230,00 \$
RIENDEAU DONALD	Service professionnel	2 601,25 \$
RJR INNOVATIONS INC.	Service de maintenance	2 110,00 \$
ROBERT MICHEL	Service professionnel	1 000,00 \$
ROBITAILLE, YVON	Service de greffier	7 446,00 \$
ROGERS	Appareils électroniques	1 250,46 \$
ROGERS	Téléphonie	11 912,92 \$

Fournisseur	Objet	Total
Soucy, Hélène	Support administratif	1 693,71 \$
Soucy, Hélène	Support administratif	13 228,38 \$
Soucy, Hélène	Support administratif	2 877,93 \$
Société des experts en évaluation médico-légale du Québec	Formation	1 950,00 \$
Technologies Métafore	Renouvellement de licence	1 560,00 \$
Technologies Métafore	Service de maintenance	1 200,00 \$
Thomson Reuters	Abonnement	19 805,85 \$
Turcotte Victoire	Support administratif	4 334,00 \$
Université du Québec à Trois- Rivières	Location de salle	1 130,00 \$
Up to Date	Renouvellement de licence	5 558,66 \$
Van GijsegheM Hubert	Service professionnel	1 650,00 \$
Verdon Lise	Support administratif	12 316,33 \$
VideoTron	Communications informatiques	1 628,95 \$
Vitrierie Laberge	Entretien et maintenance	12 977,00 \$
Wilson & Lafleur Ltee	Abonnement	8 269,95 \$

- G.9

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :
- LE NOMBRE D’AUTORISATIONS;

LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);

LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;

LE MONTANT ACCORDÉ;

LES MOTIFS DE LA DEMANDE;

TOUT RAPPORT D’ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D’ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

MINISTÈRE

Fournisseur	Motif de la demande	Montant accordé
Le nom du fournisseur ainsi que le motif de cette demande ne sont pas dévoilés puisque ce contrat est de nature confidentielle et a été attribué de gré à gré en vertu de l'article 13 (3) de la LCOP dans le cadre d'un litige.		
		50 000 \$

Organismes

Conseil de la justice administrative

Aucun.

Commission des services juridiques

Aucun.

Directeur des poursuites criminelles et pénales

Aucun.

Fonds d'aide aux recours collectifs

Aucun.

Tribunal administratif du Québec

Aucun.

G.10

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUSSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 EN INDIQUANT :

LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;

LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;

LE MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);

LE COÛT;

L’ÉCHÉANCIER;

DANS LE CAS D’OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	OBJET	TOTAL
M ^{ME} MANON LACASSE	PRÉPARER LES DIFFÉRENTES DEMANDES DU DÉPUTÉ DE CHAMBLY DANS LE CADRE DU PROGRAMME SUPPORT À L’ACTION BÉNÉVOLE.	2 000,0 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Aucun.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

54

G.11 LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, INDIQUER :

- LE NOM DU PROJET;
- LA NATURE DU PROJET;
- L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;
- LE COÛT INITIAL PRÉVU POUR LA RÉALISATION DU PROJET;
- LES PLUS RÉCENTES ESTIMATIONS DU COÛT DU PROJET;
- LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉES FINANCIÈRES;
- L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET (INCLUANT LES SOUS-TRAITANTS), LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR.

MINISTÈRE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	FIRME OU OBSL	MODE D'OCTROI	% DE RÉALISATION
Optimisation des appels dans les greffes locaux	Développement de système informatique	Montant prévu du dossier d'affaires 31 200\$	31 200 \$	31 200 \$	Allithis	Appel d'offres public	100% (dossier d'affaires)
Mitigation plateforme centrale	Développement de système informatique	Montant prévu du dossier d'affaires 380 000 \$	380 000 \$	10 000 \$	S/O	S/O	5% (dossier d'affaires)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	FIRME OU OBSL	MODE D'OCTROI	% DE RÉALISATION
Plateforme de collaboration et d'échange	Infrastructure technologique	2 977 300 \$	2 977 300 \$	51 000 \$			0 %
Infrastructure réseautique et de communications (DPCP)	Développement et adaptation de logiciels	3 350 400 \$	3 350 400 \$	42 000 \$			0 %

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	FIRME OU OBSL	MODE D'OCTROI	% DE RÉALISATION
Mise à jour des salles de serveurs et infrastructure réseau	Ce projet consiste principalement à mettre à niveau les salles des serveurs de Québec et de Montréal. En 2010-2011, la salle de Québec a fait l'objet de la mise à niveau. La majorité des investissements requis en matériel sont complétés et les travaux à finaliser nécessiteront principalement des efforts internes. Ce qui explique la progression du projet.	899,2 K \$	913,2 K \$	616,5 K \$			52
PVÉ - Procès verbal électronique	Ce projet vise à permettre aux juges et leurs adjointes de saisir les informations des procès verbaux et ainsi éviter les multiples saisies. Une première étape consistera à la conception d'un prototype pour les secteurs CETM (Commission d'examen des troubles mentaux) et Conciliation. La portée du projet est étendue aux autres procès verbaux aux autres instances (ex : audience, conférence de gestion, conférence préparatoire, appel au rôle et lien avec le système de mission). Ce qui explique l'augmentation de l'estimation des coûts	351,0 K \$	640,3 K \$	271,4 K \$			29

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	FIRME OU OBSL	MODE D'OCTROI	% DE RÉALISATION
	et la réduction du pourcentage de réalisation sur le projet global par rapport à l'évaluation de l'an dernier.						
GDN – Gestion du dossier numérique	Ce projet est préparatoire à la mise en œuvre du dossier numérique au TAQ. Les principaux travaux consistent à identifier les opportunités ou pistes de solutions pouvant permettre l'utilisation du dossier en version électronique dans nos activités quotidiennes. Réalisation d'un projet pilote avec le CETM.	1 207,5 K\$	1 217,9 K \$	667,3 K \$			55
État de situation et suivi des dossiers	Ce projet cible l'uniformisation des informations destinées aux divers intervenants et la production de divers rapports de gestion pour soutenir les opérations du TAQ.	196,1 K \$	204,7 K \$	200,9 K \$			87
Révision TAQ-I-Mètre et information de gestion	Ce projet permet une révision du TAQ-I-Mètre du TAQ (tableau de bord opérationnel) ainsi que de l'information de gestion utile à la haute direction pour planifier ses opérations quotidiennes.	158,4 K \$	156,0 K \$	47,5 K \$			16
Modernisation des TI	En relation avec la loi cadre 133 : Ce projet cible la modernisation des systèmes au TAQ. Un nombre important d'opérations sont actuellement réalisées manuellement et nécessiteront l'utilisation des technologies de l'information pour assurer la pérennité du service. Étude d'opportunité d'arrimage avec SISTA terminée.	5 844,7 K \$	7 556,7 K \$	485,0 K \$			6
Sécurité de l'information - Plan d'action	En relation avec la loi cadre 133 : Compte tenu des travaux à réaliser dans les divers projets, le Tribunal doit mettre en place les éléments structurants pour soutenir la gouvernance en matière de sécurité de l'information.	940,0 K \$	940,0 K \$	113,5 K \$			26
Mise en place du Bureau de projets	En relation avec la loi cadre 133 : Mettre en place les fonctions d'un bureau de projets en considérant la	237,0 K \$	172,4 K \$	130,5 K \$			69

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	FIRME OU OBSL	MODE D'OCTROI	% DE RÉALISATION
	nature des projets du TAQ, des compétences du personnel informatique et de sa clientèle ainsi que de la vision technologique des charges administratives et opérationnelles que le Service des technologies de l'information (STI) devra considérer au cours des prochaines années.						
Architecture d'entreprise	En relation avec la loi cadre 133 : Ce projet vise à doter le TAQ d'une architecture d'entreprise.	293,9 K \$	446,3 K \$	153,5 K \$			31

FONDS DES REGISTRES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	ESTIMÉ COÛT	TOTAL À CE JOUR	FIRME OU OBSL	MODE D'OCTROI	% DE RÉALISATION
Gestion de la Relation Clientèle	Bonification de la GRC et intégration au système téléphonique	593 000 \$	593 000 \$	32 082 \$	CGI : fournisseur technologique retenu par appel d'offres	Forfaitaire (par mandat)	35 % des travaux de bonification de la GRC
Retour des extraits	Développement d'une prestation électronique pour la livraison numérique des extraits du Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM)	844 800 \$	844 800 \$	19 200 \$	CGI : fournisseur technologique retenu par appel d'offres	Forfaitaire (par mandat)	1 %

Les coûts mentionnés dans le tableau ci-dessus représentent les coûts TI uniquement.

G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, LE MONTANT, POUR L’ANNÉE 2012-2013, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- LA PHOTOCOPIE;
- LE MOBILIER DE BUREAU;
- L’AMEUBLEMENT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D’HÉBERGEMENT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D’ALCOOL ET DE FÊTES;
- L’ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

- A. AU QUÉBEC
- B. À L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

PLQ :

- LES DISTRIBUTEURS D’EAU DE SOURCE;
- LOCATION ET ENTRETIEN DES PLANTES INCLUANT LES PLANTES ARTIFICIELLES;
- LOCATION ET ENTRETIEN DE LA MACHINE À CAFÉ;
- LOCATION OU ACHAT D’ENCADREMENT.

	MJQ	FARC	CSJ	TAQ	BAVAC	CJA	FDR	DPCP
PHOTOCOPIE	673 389,94 \$	1 392 \$	144 \$	5 292,62 \$	992 \$	890,39\$	3 838 \$	68 262 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	279 179,94 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 360 \$	282,75 \$	40 880 \$	144 552 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	16 804,01 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	54 \$	2 167 \$	7 110 \$
PLANTES	14 335,96 \$	0 \$	16 \$	230 \$	0 \$	0 \$	1 134 \$	96 \$
MACHINE À CAFÉ	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
ENCADREMENT	0 \$	0 \$	0 \$	634,37 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	1 014 502,20 \$	563,49 \$	7 053 \$	13 006,90 \$	3 412 \$	3 943,34 \$	28 526 \$	1 065 816 \$
FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES	0 \$	0 \$	0 \$	5 928,80 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 380 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	134 634,12 \$	126,47 \$	1 092 \$	5 586,31 \$	52 \$	718,97 \$	30 861 \$	393 362 \$
TOTAL	2 132 846,17 \$	2 081,96 \$	8 305 \$	30 679 \$	5 816 \$	5 889,45 \$	107 406 \$	1 684 578 \$

G.14 **POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L’AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L’ANNÉE 2012-2013, DE CHACUNE DES DÉPENSES RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :**

- 📶 LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS UTILISÉS;
- 📱 LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES);
- 📶 LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;
- 📶 LES COÛTS D’ACQUISITION DES APPAREILS;
- 📶 LE COÛT D’UTILISATION DES APPAREILS;
- 📶 LE NOM DES FOURNISSEURS;
- 📶 LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- 📶 LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES.

PLQ :

- 📶 LES COÛTS DE RÉLIIATION;
- 📶 LES ORDINATEURS PORTABLES.

	MJQ	FARC	CSJ	TAQ	BAVAC	CJA	FDR	DPCP
LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS	404	1	3	29	0	2	38	276
LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES, D'IPAD ET OU D'AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE	154	2	0	8	0	3	22 portables 3 tablettes	517
LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS	306	0	0	10	0	0	0	21
LE NOM DES FOURNISSEURS	Worldlynx, Rogers, B-Tel inc.,Communications Méga-Sat inc.	Bell	CSPQ	Rogers	0	Téléphones :Worldlynx Portables : min. Justice	Bell Mobilité/ Rogers	Rogers et Bell
LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	193 209 \$	0 \$	0 \$	2 629,96 \$	0 \$	90,89 \$	3 449,18 \$	123 189 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	52 781 \$	417,72 \$	283 \$	13 776,02 \$	0 \$	3,80 \$	(452,49) \$*	12 300 \$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	209 120 \$	0 \$	912 \$	Inclus dans le coût d'utilisation des appareils	0 \$	326,84 \$	13 563,81 \$	Information transmise par le MJQ *
LES COÛTS DE RÉSILIATION	0 \$	0 \$	0 \$	- \$	0 \$	0,00 \$	0 \$	Information transmise par le MJQ *
TOTAL	455 110 \$	417,72 \$	1 195 \$	16 405,98 \$	0 \$	421,53 \$	16 560,50 \$	133 489 \$

*Le coût d'utilisation des appareils est négatif suite à un crédit de Bell Mobilité pour une surfacturation en 2011-2012
Note : coûts totaux du 1^{er} avril au 30 novembre 2012

G.15 **CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :**

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); **35 ANS ET PLUS**
- B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); **35 ANS ET MOINS**
- C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
- D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;
- E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;
- F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
- G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;
- H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
- I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION;
- J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS);
- K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
- L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
- M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE ET RÉGIONS);
- N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

MINISTÈRE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans	5	0	5	2	0,1 %	3	0,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	136	0	136	80	4,0 %	56	7,3 %	3	1,6 %	1	2,9 %	0	0,0 %	1	2,9 %
Total	141	0	141	82	4,1 %	59	7,7 %	3	1,6 %	1	2,9 %	0	0,0 %	1	2,9 %
Personnel professionnel et juridique :															

Moins de 35 ans	113	141	254	7,4 %	169	6,4 %	85	11,0 %	8	4,3 %	1	2,9 %	1	7,1 %	2	5,9 %
35 ans et plus	482	31	513	15,0 %	300	11,3 %	213	27,7 %	23	12,3 %	4	11,8 %	3	21,4 %	4	11,8 %
Total	595	172	767	22,4 %	469	17,7 %	298	38,7 %	31	16,6 %	5	14,7 %	4	28,6 %	6	17,6 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	187	446	633	18,5 %	534	20,2 %	99	12,7 %	47	25,1 %	4	11,8 %	2	14,3 %	7	20,6 %
35 ans et plus	942	930	1 876	54,9 %	1 564	59,1 %	308	40,0 %	106	56,7 %	23	67,7 %	8	57,1 %	20	58,8 %
Total	1 129	1 376	2 505	73,3 %	2 098	79,2 %	407	52,9 %	153	81,8 %	27	79,4 %	10	71,4 %	27	79,4 %
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0%	0	0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	1	5	6	0,2 %	0	0 %	6	0,8 %	0	0,0 %	1	2,9 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	1	5	6	0,2 %	0	0 %	6	0,8 %	0	0,0 %	1	2,9 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total par GROUPE D'AGE:																
Moins de 35 ans	305	587	892	26,1 %	705	26,6 %	187	24,3 %	55	29,4 %	5	14,7 %	3	21,4 %	9	26,5 %
35 ans et plus	1 561	966	2 527	73,9 %	1 944	73,4 %	583	75,7 %	132	70,6 %	29	85,3 %	11	78,6 %	25	73,5 %
Total	1 866	1 553	3 419	100,0 %	2 649	100,0 %	770	100,0 %	187	100,0 %	34	100,0 %	14	100,0 %	34	100,0 %

Source: IGRH, données au 30 novembre 2012, Service du soutien à l'administration

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2012-2013
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	199,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	2 853,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	8 006,5
PERSONNEL OUVRIER	6,0
TOTAL	11 065,00

Source : SAGIP, 30 novembre 2012

D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2012-2013

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	164,5	4,0	168,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE	8 389,4	3 265,4	11 654,8
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	28 566,9	8 871,7	37 438,6
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0
TOTAL	37 120,8	12 141,1	49 261,9

Source : SAGIP, 30 novembre 2012

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	90,0	195,5	217,5	815,5	1 042,0	91,0	96,0	52,0	-	-	-	-	2 599,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL ET JURIDIQUE	556,5	533,5	964,0	2 887,5	4 245,5	642,0	512,5	377,5	-	-	-	-	10 719,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 347,5	1 630,5	2 771,5	8 030,5	11 191,0	1 926,0	1 561,0	1 031,5	-	-	-	-	29 489,5
PERSONNEL OUVRIER	2,0	2,0	5,5	5,5	12,5	-	8,0	-	-	-	-	-	35,5
TOTAL	1 996,0	2 361,5	3 958,5	11 739,0	16 491,0	2 659,0	2 177,5	1 461,0	-	-	-	-	42 843,5

Source : SAGIP, 30 novembre 2012

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, **nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès**. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la loi sur l'accès.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs permanents au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	3	11	17	0	33
Saguenav-Lac-Saint-Jean	3	3	11	21	0	38
CAPITALE-NATIONALE	68	387	137	174	0	766
MAURICIE	3	3	11	26	0	43
ESTRIE	3	3	9	20	0	35
MONTREAL	33	158	134	229	1	555
OUTAOUAIS	2	2	10	29	0	43
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	4	2	18	22	0	46
CÔTE-NORD	2	0	6	7	0	15
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE- ÎLES-DE- LA-MADELEINE	2	1	7	11	0	21
CHAUDIÈRE- APPALACHES	2	1	5	13	0	21
LAVAL	3	2	7	19	0	31
LANAUDIÈRE	2	3	10	25	0	40
LAURENTIDES	4	4	19	44	0	71
MONTÉRÉGIE	10	9	39	92	0	150
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	2	7	12	0	22
TOTAL	144	583	442	761	1	1 931

Source: IGRH, données à la dernière période de paie de l'année financière 2010-2011, Service du soutien à la gouverne.

État des effectifs permanents au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	3	9	17	0	31
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	3	11	19	0	35
CAPITALE-NATIONALE	68	388	142	179	0	777
MAURICIE	3	2	11	26	0	42
ESTRIE	2	3	11	20	0	36
MONTRÉAL	32	151	135	213	1	532
OUTAOUAIS	1	3	8	27	0	39
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	4	1	15	23	0	43
CÔTE-NORD	2	0	5	9	0	16
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE- ÎLES-DE- LA-MADELEINE	2	1	6	10	0	19
CHAUDIÈRE- APPALACHES	2	1	5	12	0	20
LAVAL	2	2	6	15	0	25
LANAUDIÈRE	2	3	11	22	0	38
LAURENTIDES	5	5	18	41	0	69
MONTÉRÉGIE	10	9	39	85	0	143
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	1	6	10	0	18
TOTAL	140	576	438	728	1	1 883

Source: IGRH, données à la dernière période de paie de l'année financière 2011-2012, Service du soutien à la gouverne

État des effectifs réguliers au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	4	13	14	0	33
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	9	19	0	34
CAPITALE-NATIONALE	63	404	147	163	0	777
MAURICIE	3	1	10	25	0	39
ESTRIE	2	4	12	20	0	38
MONTREAL	32	153	135	206	1	527
OUTAOUAIS	3	3	9	26	0	41
ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	24	1	15	23	0	43
CÔTE-NORD	02	1	6	8	0	17
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE- LA-MADELEINE	2	1	5	11	0	19
CHAUDIÈRE- APPALACHES	2	1	5	12	0	20
LAVAL	3	2	6	14	0	25
LANAUDIÈRE	3	3	10	20	0	36
LAURENTIDES	4	5	17	37	0	63
MONTÉRÉGIE	12	8	35	79	0	134
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	1	6	11	0	19
TOTAL	141	595	441	688	1	1 866

Source: IGRH, données au 30 novembre 2012, Service du soutien à l'administration

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2010 – 2011	2011 - 2012	2012-2013
EXPERT	72	67	71
ÉMÉRITE	0	1	1

Source : SAGIR, suivi des effectifs ECS 2012-11-30

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2010 – 2011	2011 - 2012	2012-2013
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	11 employés	18 employés	22 employés

Source : SAGIP, 30 novembre 2012

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	3	12	47	0	64
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	14	58	0	78
CAPITALE-NATIONALE	68	454	171	336	0	1029
MAURICIE	3	3	15	58	1	80
ESTRIE	3	4	14	63	0	84
MONTREAL	33	213	183	642	1	1072
OUTAOUAIS	2	3	10	75	0	90
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	22	73	2	103
CÔTE-NORD	2	1	6	33	0	42
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	5	0	6
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	2	9	30	0	43
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	1	5	29	0	37
LAVAL	3	2	7	53	1	66
LANAUDIÈRE	2	3	12	52	0	69
LAURENTIDES	4	4	21	94	0	123
MONTÉRÉGIE	10	11	47	237	1	306
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	3	7	26	0	37
TOTAL	144	712	556	1 911	6	3329

Nombre de postes au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	3	10	45	0	60
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	3	14	58	0	77
CAPITALE-NATIONALE	68	469	173	336	0	1 046
MAURICIE	3	3	13	63	1	83
ESTRIE	2	4	17	63	0	86
MONTREAL	32	213	181	639	1	1 066
OUTAOUAIS	1	4	8	74	0	87
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	17	69	2	93
CÔTE-NORD	2	1	5	33	0	41
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	6	0	6
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	2	8	30	0	42
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	0	5	30	0	38
LAVAL	2	2	6	49	1	60
LANAUDIÈRE	2	3	12	53	0	70
LAURENTIDES	5	5	19	94	0	123
MONTÉRÉGIE	10	12	46	250	1	322
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	2	6	27	0	36
TOTAL	140	728	543	1 919	6	3 336

Nombre de postes au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	4	15	45	0	66
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	13	62	0	81
CAPITALE-NATIONALE	63	498	186	327	0	1 074
MAURICIE	3	3	11	67	1	85
ESTRIE	2	4	17	66	0	89
MONTREAL	32	221	180	658	1	1 092
OUTAOUAIS	3	4	10	71	0	88
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	19	65	2	92
CÔTE-NORD	2	1	6	32	0	41
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	7	0	8
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	2	7	35	0	46
CHAUDIÈRE-APPALACHES	2	1	5	30	0	38
LAVAL	3	2	6	56	1	68
LANAUDIÈRE	3	3	10	55	0	71
LAURENTIDES	4	5	19	92	0	120
MONTÉRÉGIE	12	12	49	247	1	321
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	2	6	30	0	39
TOTAL	141	767	560	1 945	6	3 419

Source: IGRH, données au 30 novembre 2012, Service du soutien à l'administration

Note : Équivalent à l'ensemble des employés assujettis à la Loi sur la fonction publique du ministère de la Justice incluant le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels et le Fonds des registres. Un poste par employé, mais un poste peut avoir plusieurs employés (temps partiel, paie variable, sur appel, etc.). Pour quelques catégories d'emplois (greffier-audencier, huissier-audencier, etc.), on peut avoir besoin de plusieurs employés à temps partiel sur appel pour l'exécution d'une même tâche.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

ORGANISME

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

RÉPARTITION DU PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans	0		0		0.0 %	0	0.0 %		%		%				%
De 35 à 54 ans	42		42	26	3.0 %	16	1.8 %		%		%				%
55 ans et plus	22		22	6	0.7 %	16	1.8 %		%		%				%
Total	64		64	32	3.7 %	32	3.6 %		%		%				%
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	91	1	92	67	7.7 %	25	2.9 %		%		%				%
De 35 à 54 ans	162		162	109	12.6 %	53	6.0 %		%		%				%
55 ans et plus	52		52	16	1.8 %	36	4.2 %		%		%				%
Total	305	1	306	192	22.10 %	114	13.1 %		%		%				%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	58	1	59	57	6.6 %	2	0.2 %		%		%				%
De 35 à 54 ans	322		322	310	35.6 %	12	1.4 %		%		%				%
55 ans et plus	119		119	114	13.1 %	5	0.6 %		%		%				%
Total	499	1	500	481	55.3 %	19	2.2 %		%		%				%
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans					%		%		%		%				%
De 35 à 54 ans					%		%		%		%				%

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	191
PERSONNEL PROFESSIONNEL	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	201
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	577
PERSONNEL OUVRIER	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	0
TOTAL	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	968

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la loi sur l'accès.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS);

État des effectifs réguliers au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	PERSONNEL DE BUREAU/ TECHNICIENS ET ASSIMILÉ	TOTAL
CCJ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS-ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	4	22	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	4	27	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS-FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC-ST-JEAN	3	13	21	37
CSJ	6	6	42	54
TOTAL	64	305	499	868

État des effectifs réguliers au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS ET ASSIMILÉ	TOTAL
CCJ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS-ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	3	23	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	3	28	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS-FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC-ST- JEAN	3	13	22	38
CSJ	7	5	41	53
TOTAL	63	306	499	868

État des effectifs réguliers au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS ET ASSIMILÉ	TOTAL
CCJ ABITIBI - TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS-ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	3	23	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	3	28	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS- FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC-ST- JEAN	3	13	22	38
CSJ	7	5	41	53
TOTAL	63	306	499	868

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;

Aucun.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;

Aucun.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS);

Nombre de postes au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	PERSONNEL DE BUREAU/ TECHNICIENS ET ASSIMILÉ	TOTAL
CCJ ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS-ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	4	22	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	4	27	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS- FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC- ST-JEAN	3	13	21	37
CSJ	6	6	42	54
TOTAL	64	305	499	868

Nombre de postes au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS ET ASSIMILÉ	TOTAL
CCJ ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS-ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	3	23	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	3	28	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS- FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC- ST-JEAN	3	13	22	38
CSJ	7	5	41	53
TOTAL	63	306	499	868

Nombre de postes au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS ET ASSIMILÉ	TOTAL
CCJ ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	3	12	17	32
CCJ BAS-ST-LAURENT GASPÉSIE	4	15	28	47
CCJ CÔTE-NORD	2	7	12	21
CCJ ESTRIE	3	23	34	60
CCJ LAURENTIDES LANAUDIÈRE	3	28	42	73
CCJ MAURICIE-BOIS- FRANC	4	19	29	52
CCJ MONTRÉAL	15	95	141	251
CCJ OUTAOUAIS	4	22	34	60
CCJ QUÉBEC	7	32	48	87
CCJ RIVE SUD	8	35	51	94
CCJ SAGUENAY LAC- ST-JEAN	3	13	22	38
CSJ	7	5	41	53
TOTAL	63	306	499	868

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	%
Encadrement supérieur et juridique : Moins de 35 ans															
De 35 à 54 ans				%		%		%		%		%			%
55 ans et plus				%		%		%		%		%			%
Total				%		%		%		%		%			%
Personnel professionnel : Moins de 35 ans															
De 35 à 54 ans	2		2	66,66 %	2	66,66 %		%		%		%			%
55 ans et plus				%		%		%		%		%			%
Total	2		2	66,66 %	2	66,66 %		%		%		%			%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés : Moins de 35 ans															
De 35 à 54 ans				%		%		%		%		%			%
55 ans et plus	1		1	33,33 %	1	33,33 %		%		%		%			%
Total	1		1	33,33 %	1	33,33 %		%		%		%			%
Personnel ouvrier : Moins de 35 ans															
De 35 à 54 ans				%		%		%		%		%			%
55 ans et plus				%		%		%		%		%			%
Total				%		%		%		%		%			%
Total par GROUPE D'AGE:															
				%		%		%		%		%			%
	2		2	66,66 %	2	66,66 %		%		%		%			%

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la loi sur l'accès.

J. L’ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
QUÉBEC		2		1	3
TOTAL		2		1	3

État des effectifs réguliers au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
QUÉBEC		2		1	3
TOTAL		2		1	3

État des effectifs réguliers au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
QUÉBEC		2		1	3
TOTAL		2		1	3

K. L’ÉVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D’UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

Aucun.

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

Aucun.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
QUÉBEC		2		1	3
TOTAL		2		1	3

Nombre de postes au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
QUÉBEC		2		1	3
TOTAL		2		1	3

Nombre de postes au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
QUÉBEC		2		1	3
TOTAL		2		1	3

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Procureur en chef, procureur en chef adjoint et procureur: Moins de 35 ans	173	96	269	188	69,89 %	81	30,11 %	14	5,20 %	0	0 %	0	0 %	5	1,86 %
	296	12	308	190	61,69 %	118	38,31 %	7	2,27 %	0	0 %	1	0,32 %	5	1,62 %
	54	1	55	13	23,64 %	42	76,36 %	2	3,64 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	523	109	632	391	61,87 %	241	38,13 %	23	3,64 %	0	0 %	1	0,16 %	10	1,58 %
Encadrement supérieur et juridique : Moins de 35 ans	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	9	0	9	4	44,44 %	5	55,56 %	2	22,22 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	4	0	4	3	75,00 %	1	25,00 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	13	0	13	7	53,85 %	6	46,15 %	2	15,38 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel professionnel : Moins de 35 ans	6	1	7	5	71,43 %	2	28,57 %	3	42,86 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	20	0	20	16	80,00 %	4	20,00 %	1	5,00 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	3	0	3	0	0 %	3	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	29	1	30	21	70,00 %	9	30 %	4	13,33 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés : Moins de 35 ans	34	17	51	44	86,27 %	7	13,73 %	9	17,65 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
	145	23	168	156	92,86 %	12	7,14 %	15	8,93 %	1	0,60 %	2	1,19 %	0	0 %
	49	9	58	55	94,83 %	3	5,17 %	3	5,17 %	3	5,17 %	3	5,17 %	3	5,17 %
	228	49	277	255	92,06 %	22	7,94 %	27	9,75 %	4	1,44 %	5	1,81 %	3	1,08 %

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

1ER AVRIL AU 30 NOVEMBRE 2012 (2012-2013)

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	13 203,61	9 884,40	23 088,01
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,00	0,00	0,00
PERSONNEL PROFESSIONNEL	461,72	351,18	812,90
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	3 333,67	912,63	4 246,30
PERSONNEL OUVRIER	0,00	0,00	0,00
TOTAL	16 999,00	11 148,21	28 147,21

Source: SAG IP en date du 30 novembre 2012

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	477,0	479,0	580,5	2 296,0	4 005,5	472,5	385,5	294,0	N/A	N/A	N/A	N/A	8 990,0
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	6,0	2,0	26,0	26,5	47,5	28,0	9,0	11,5	N/A	N/A	N/A	N/A	156,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	22,0	9,5	52,5	70,0	227,0	58,5	14,0	4,0	N/A	N/A	N/A	N/A	457,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	189,5	161,0	296,0	1 159,0	1 543,0	278,0	158,0	103,0	N/A	N/A	N/A	N/A	3 888,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	N/A	N/A	N/A	N/A	0,0
TOTAL	694,5	651,5	955,0	3 551,5	5 823,0	837,0	567,0	412,5	N/A	N/A	N/A	N/A	13 492,0

Source: SAG IP en date du 30 novembre 2012

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la loi sur l'accès.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 1^{er} avril 2010

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
DIRECTEUR	2	1	5		1	5	1
BAESD		1	3		5	3	1
BAP		3	8	1		2	
BACJ		2	7		1		4
BOSP		1	2				1
BSA		1			5	4	4
QUÉBEC							
Thetford-Mines			1				1
Alma		1	1		1		1
Saguenay			6				4
Roberval			4				2
St-Joseph-de-Beauce			3				2
Québec		5	26			2	11
Montmagny			1				1
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau			3				2
Matane			2				1
New-Carlisle			2				2
Percé			2				1
Rivière-du-Loup			4				2
Rimouski		1	3				2
Sept-Îles			4				2
Ste-Anne des Monts							1
Carleton Place		1				1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			3				2
Joliette		1	11				5
Shawinigan			3		1		1
Trois-Rivières		2	11				4
La Tuque							1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			4				3
Sherbrooke		1	11			1	5
Drummondville			2				2
Saint-Jean			4				2
Sorel			3				2
Saint-Hyacinthe		1	4				2
Longueuil		4	25			1	11
MONTREAL							
Montréal		9	97			6	26
Laval		1	10				4
Saint-Jérôme		2	15			1	7
OUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		2	18			1	7
Maniwaki							1
Mont-Laurier			3				2
Valleyfield		1	9				4
NORD DU QUÉBEC							
Val-d'Or		1	4				2
Rouyn-Noranda		1	4			1	2
Amos		1	9				3
Kuujuuaq			1				1
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ (BLPC)		2	8	1	1	1	1
Montréal		1	2			2	2
Québec							
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	14			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
Montréal		3	18		2	1	2
Québec		1	6				2
BUREAU DE LA JEUNESSE							
Montréal		2	14			1	5
TOTAL	2	55	401	2	16	34	160

Total :	670
---------	-----

État des effectifs réguliers au 1^{er} avril 2011

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
DIRECTEUR	2	1	5		2	4	1
BAESD		1	3		6	2	1
BAP		3	8	1		2	2
BACJ		2	7		1	1	4
BQSP		1	2			1	1
BSA		1			5	3	3
QUÉBEC							
Thetford-Mines			1				1
Alma		1	1				1
Saguenay			6				4
Roberval			4				2
St-Joseph-de-Beauce			3				2
Québec		5	26			4	8
Montmagny			1				1
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau			3				2
Matane			2				1
New-Carlisle			2				2
Percé			2				1
Rivière-du-Loup			4				2
Rimouski		1	3				2
Sept-Îles			4				2
Ste-Anne des Monts							1
Carleton		1				1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville		1	3				2
Joliette			11				5
Shawinigan			3				1
Trois-Rivières		2	11		1		4
La Tuque							1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			4				3
Sherbrooke		1				1	5
Drummondville		2	11				2
Saint-Jean			4				2
Sorel			3				2
Saint-Hyacinthe		1					2
Longueuil		4	25			1	10
MONTREAL							
Montréal		9	97			6	29
Laval		1	10				4
Saint-Jérôme		2	15			1	7
OUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		2	18			2	5
Maniwaki							1
Mont-Laurier			3				2
Valleyfield		1	9				4
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or		1	4				2
Rouyn-Noranda		1	4			1	2
Amos		1	9				3
Kuujuuaq			1				1
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ (BLPC)							
Montréal		2	8		1	1	1
Québec		1	2	1		2	2
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	14			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
Montréal		3	18		3		2
Québec		2	5				2
BUREAU DE LA JEUNESSE							
Montréal		2	14			1	5
TOTAL	2	56	400	2	19	35	155
Total :		669					

État des effectifs réguliers au 1^{er} avril 2012

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
DIRECTEUR	2	3	4		2	4	1
BAESD		2	4		6	2	2
BAP		7	6	1		2	2
BAJEP		3	11		2	3	3
BSA		2			7	5	4
QUÉBEC							
Thetford-Mines			2				2
Alma			2				2
Saguenay		1	8				5
Roberval			5				3
St-Joseph-de-Beauce			4				3
Québec		5	28			3	9
Montmagny			2				2
La Malbaie			1				1
EST DU QUÉBEC							
Baie-Comeau		1	4				3
Matane			3				2
New-Carlisle		1	3				2
Percé			3				2
Rivière-du-Loup			5				3
Rimouski		1	4				2
Sept-Îles			6				3
Ste-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
CENTRE-DU-QUÉBEC							
Victoriaville			5				3
Joliette		1	15				7
Shawinigan		3	5				1
Trois-Rivières			13		1	1	6
La Tuque			1				1
SUD DU QUÉBEC							
Granby			5				2
Sherbrooke		1	12			1	6
Drummondville			3				3
Saint-Jean		1	5				3
Sorel			3				2
Saint-Hyacinthe		1	5				4
Longueuil		5	29			2	13
MONTREAL							
Montréal		11	105			5	32
Laval		1	10			1	4
Saint-Jérôme		1	16			1	9
OUEST DU QUÉBEC							
Gatineau		3	19			2	6
Maniwaki							1
Mont-Laurier			3				2
Valleyfield		1	11				5
NORD-DU-QUÉBEC							
Val-d'Or			5				3
Rouyn-Noranda		1	5			1	2
Amos		2	10				6
Kuujuuaq			1				1
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ (BLPC)							
Montréal		2	11			1	2
Québec		1	2	1	2	2	1
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BSC		2	15			1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)							
Montréal		4	37		2	1	4
Québec		1	7		1		2
BUREAU DE LUTTE A LA CORRUPTION ET A LA MALVERSATION (BLCM)							
Montréal		3	10		1	2	1
Québec			1		1	1	
BUREAU DE LA JEUNESSE							
Montréal		8	22				4
TOTAL	2	79	497	2	26	42	193

Total :	841
---------	-----

État des effectifs réguliers au 30 novembre 2012

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU
DIRECTEUR (Québec)	2	5	3		3	5	2
DIRECTEUR (Montréal)			1				
BASD		2	4		3	1	2
BAP (Québec)		5	8	1	1	3	4
BAP (Longueuil)		1					
BAP (Montréal)		3					
BAP (Shawinigan)		3	10		3	3	4
BAJEP (Québec)		1				1	
BAJEP (Montréal)		4		1	1,7	7	8
DGA (Québec)						1	
DGA (Montréal)							
QUÉBEC							
Thetford Mines			2				1
Shawinigan			7			1	5
Granby		1	4				3
Roberval							3
St-Joseph-de-Beauce		5	27			7	1,2
Québec			2				2
Montréal			1				1
La Malbaie							
QUÉBEC							
Bellefleur		1	4			1	3
Bellefleur			3				2
Matane			2				2
New-Carlisle		1	3				2
Perce			3				2
Rivière-du-Loup		1	4		1	1	3
Rimouski		2	8				3
Shawinigan			3				3
St-Anne des Monts			1				1
Carleton						1	
QUÉBEC							
Centre-du-Québec							
Victoriaville			4				2
Joliette		1	15			1	7
Shawinigan							1
Thetford Mines		4	12		1	3	6
La Tuque			1				1
Laval		1	10			1	4
Saint-Jérôme		1	16		1	3	8
QUÉBEC							
Granby			5				2
Shawinigan		1	4			2	
Longueuil							
St-Jovite			4				3
Saint-Jean		1					
Sorel			3				2
Saint-Hyacinthe		1	5				4
Longueuil		5	25		1	6	1,4
MONTRÉAL							
Montréal		1,1	10,1		1	1,1	3,3
QUÉBEC							
Centre-du-Québec							
Gatineau		4	19			3	9
Maniwaki							1
Mont-Laurier			3				2
Valleyfield		1	10		1	1	6
QUÉBEC							
Val-d'Or-Québec							
Nord-du-Québec			5				3
Rouyn-Noranda		1	5			1	2
Amos		3	8			1	5
Kuujuuaq			1				1
MONTRÉAL							
Montréal		2	1,1			1	1
Québec		1	2	1	1	2	2
QUÉBEC							
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL							
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ (BLACO)		1	15			1	
Granby			2				
Montréal		4	33		2	5	3
Québec		1	7		1		2
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION (BLGCM)							
Montréal		2	1,3		1	1	2
Québec							
QUÉBEC							
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE							
Gatineau		1					
Granby			2				
Joliette			1				
Longueuil			3				
Longueuil		1	4				
Montréal		4	1,4		1		5
Québec		1	3			1	
Rimouski			2				
Rouyn-Noranda			2				
Shawinigan			3				
Shedbrook			1				
Trois-Rivières			1				
Valleyfield			2				
TOTAL	2	86	494	3	4,1	80	208
Total :		91,4					

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2010 - 2011	2011 - 2012	2012-2013
EXPERT	4	5	8
ÉMÉRITE	0	3	2

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2010 - 2011	2011 - 2012	2012-2013
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0	1	1

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Pour cette question, se référer à J.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique : Moins de 35 ans															
					%				%						%
					%				%						%
					%				%						%
De 35 à 54 ans					%				%						%
55 ans et plus					%				%						%
Total					%				%						%
Personnel professionnel : Moins de 35 ans															
					%				%						%
					%				%						%
					%				%						%
De 35 à 54 ans					%				%						%
55 ans et plus	1		1	1	100 %	1	100 %	1	100 %						%
Total	1		1	1	100 %	1	100 %	1	100 %						%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés : Moins de 35 ans															
					%				%						%
					%				%						%
					%				%						%
De 35 à 54 ans	2		2	1	50 %	1	50 %	2	100 %						%
55 ans et plus					%				%						%
Total	2		2	1	50 %	1	50 %	2	100 %						%
Personnel ouvrier : Moins de 35 ans															
					%				%						%
					%				%						%
					%				%						%
De 35 à 54 ans					%				%						%
55 ans et plus					%				%						%
Total					%				%						%
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans					%				%						%
De 35 à 54 ans	2		2	1	33,3 %	1	33,3 %	2	66,7 %						%
55 ans et plus	1		1	1	33,3 %	1	33,3 %	1	33,3 %						%
Total	3		3	2	66,7 %	1	33,3 %	3	100 %						%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI *	2012-2013
TOTAL	16

* Compte tenu qu'il s'agit d'un petit organisme, les données sont compilées de sorte de protéger les renseignements nominatifs en vertu de la Loi sur l'accès.

D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2012-2013

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL			
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0
PERSONNEL OUVRIER			
TOTAL	0	0	0

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
TOTAL	1	1	1	1	10	21	0	0	0	0	0	0	34

* Compte tenu qu'il s'agit d'un petit organisme, les données sont compilées de sorte de protéger les renseignements nominatifs en vertu de la Loi sur l'accès.

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la loi sur l'accès.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Aucun.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

Aucun.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

Aucun.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0 %			0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	5	0	5	5	55.56 %			0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
55 ans et plus	4	0	4	2	44.44 %			0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	9	0	9	7	100 %	2	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	5	2	7	4	20.59 %			1	25 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	19	2	21	12	61.76 %			3	75 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
55 ans et plus	6	0	6	4	17.65 %			0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	30	4	34	20	100 %	10	100 %	4	100 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	18	8	26	14	20.16 %			4	16.67 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	59	11	70	46	54.26 %			18	78.26 %	0	0 %	0	0 %	1	100 %
55 ans et plus	30	3	33	23	25.58 %			1	4.35 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	107	22	129	83	100 %	24	100 %	23	100 %	0	0 %	0	0 %	1	100 %
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0 %			0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	0	0	0	0	0 %			0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
55 ans et plus	0	0	0	0	0 %			0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	0	0	0	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	23	10	33	18	16.36 %			5	13.88 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
De 35 à 54 ans	83	13	96	63	57.27 %			21	77.78 %	0	0 %	0	0 %	1	100 %
55 ans et plus	40	3	43	29	26.37 %			1	3.70 %	0	0 %	0	0 %	0	0 %
Total	146	26	172	110	100 %	36	100 %	27	100 %	0	0 %	0	0 %	1	100 %

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL MUTATION

CATÉGORIE D'EMPLOI	2012-2013
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	18,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	170,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	760,5
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	949,0

D. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE CONGÉ DE MALADIE EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

2012-2013

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	479,82	293,91	773,73
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1058,51	161,03	1219,54
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0
TOTAL	1538,33	454,94	1993,27

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	9,0	12,0	5,0	46,0	51,5	40,0	22,0	10,0					195,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	7,5	16,0	25,0	161,5	126,0	65,0	26,5	9,0					436,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	92,0	109,5	188,0	467,5	659,5	241,5	110,5	63,0					1931,5
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0					0
TOTAL	108,5	137,5	218,0	675,0	837,0	346,5	159,0	82,0					2563,5

G. LE NOMBRE TOTAL ET LA VENTILATION DU NOMBRE DE JOURS DE VACANCES EN RÉSERVE POUR LE PERSONNEL ET LEUR VALEUR ESTIMÉ;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la loi sur l'accès.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	4	7	23	35	69
QUÉBEC	5	16	20	25	66
TOTAL	9	23	43	60	135

État des effectifs réguliers au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	4	11	24	34	73
QUÉBEC	6	19	24	20	69
TOTAL	10	30	48	54	142

État des effectifs réguliers au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS / PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	4	10	28	32	74
QUÉBEC	5	20	25	22	72
TOTAL	9	30	53	54	146

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2010 - 2011	2011 - 2012	2012-2013
EXPERT	1	2	2
ÉMÉRITE	0	0	0

L. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE

	2010 – 2011	2011 - 2012	2012-2013
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	4	5	5

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2011

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	4	6	22	37	69
QUÉBEC	5	16	20	23	64
TOTAL	9	22	42	60	133

Nombre de postes au 31 mars 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	4	11	23	49	87
QUÉBEC	6	23	27	23	79
TOTAL	10	34	50	72	166

Nombre de postes au 30 novembre 2012

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS / TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
MONTRÉAL	4	12	28	41	85
QUÉBEC	6	22	31	25	84
TOTAL	10	34	59	66	169

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

-  **NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2012-2013 (PLQ : LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES);**
-  **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
-  **NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015 (PLQ : LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES);**
-  **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

MINISTÈRE

• **DÉPARTS À LA RETRAITE**

CATÉGORIES	NOMBRE	INDEMNITÉS VERSÉES
RÉGULIER	81	ND
OCCASIONNEL	4	ND
TOTAL	85	ND

Source : SAGIP, 30 novembre 2012

• **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Le ministère de la Justice a un taux modulé de renouvellement de l'effectif de 50 % en vertu des règles affectant le niveau d'effectif régulier et total autorisé à la suite des départs à la retraite survenus en 2012-2013 adopté par le Conseil du trésor. Par conséquent, le nombre de remplacements effectués en application du Plan de réduction de la taille de l'État est d'un remplacement sur deux (50 %) des départs à la retraite de l'exercice financier 2012-2013.

Source : Service de la planification, de l'analyse et du suivi budgétaire

• **NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015**

NOMBRE DE DÉPART 2013-2014 : 102
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2013-2014 : ND
NOMBRE DE DÉPART 2014-2015 : 87
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : ND

• **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012**

Nombre de retraités : **36**

Source : H:\INFORMATION DE GESTION SICG\INFORMATION DE GESTION SICG 2012-2013\Base de données MJQ 2012-2013

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- DÉPARTS À LA RETRAITE - DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012

AUCUN.

- NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

NOMBRE DE REMPLACEMENT : AUCUN.

- NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015

NOMBRE DE DÉPART 2013-2014 : 1

INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2013-2014 : 0 \$

NOMBRE DE DÉPART 2014-2015 : 0

INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : 0 \$

- NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012 :

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- DÉPARTS À LA RETRAITE

CATÉGORIE	NOMBRE	INDEMNITÉS VERSÉES
RÉGULIER	11	N/D
OCCASIONNEL	0	—
TOTAL	11	—

- NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le taux de remplacement des départs à la retraite du Directeur des poursuites criminelles et pénales est fixé à 100 % pour l'exercice financier 2012-2013.

- NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015

NOMBRE DE DÉPARTS 2013-2014 : 8 départs à la retraite sont confirmés par une entente signée.

INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2013-2014 : Information non disponible.

NOMBRE DE DÉPARTS 2014-2015 : 8 départs à la retraite sont confirmés par une entente signée.

INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : Information non disponible.

- NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012

Au total, le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats au DPCP s'élève à 4.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

DÉPARTS À LA RETRAITE

CATÉGORIES	NOMBRE	INDEMNITÉS VERSÉES
RÉGULIER	2	0 \$
OCCASIONNEL	0	0 \$
TOTAL	2	0 \$

NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT
PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le Tribunal administratif du Québec a un taux de renouvellement de l'effectif de 100 % en vertu des règles affectant le niveau d'effectif régulier et total autorisé à la suite des départs à la retraite, adopté par le Conseil du Trésor. Par conséquent, le Tribunal administratif du Québec a remplacé 2 départs à la retraite.

NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015

NOMBRE DE DÉPART 2013-2014 : 4
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2013-2014 : N/A
NOMBRE DE DÉPART 2014-2015 : 1
INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : N/A

NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET
CE, EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012

7 retraités engagés pour un ou des contrats.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DÉPARTS À LA RETRAITE

CATÉGORIES	NOMBRE	INDEMNITÉS VERSÉES
RÉGULIER	17	\$
OCCASIONNEL	Aucun	\$
TOTAL	17	\$

NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT
PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Nombre de remplacement : 17

NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2013-2014 ET 2014-2015

NOMBRE DE DÉPART 2013-2014 :
Régulier : maximum 63 (projection à l'aide des années de services et l'âge du personnel)

INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2013-2014 :

NOMBRE DE DÉPART 2014-2015 :
Régulier : maximum 62 (projection à l'aide des années de services et l'âge du personnel)

INDEMNITÉS À ÊTRE VERSÉES EN 2014-2015 : Indéterminé

NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET
CE, EN DATE DU 30 NOVEMBRE 2012 :

UN.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D’EUX :

- 🚩 L’EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- 🚩 LE COÛT DE LA LOCATION;
- 🚩 LE COÛT DE LA LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- 🚩 LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL;
- 🚩 LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- 🚩 LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- 🚩 LE PROPRIÉTAIRE DE L’ESPACE LOUÉ;
- 🚩 LA DURÉE DU BAIL;
- 🚩 LES COÛTS D’AMÉNAGEMENT OU DE RÉNOVATION RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012.

PLQ :

- 🚩 LE NOM DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
725, boul. Harvey Ouest, Alma	515 532,65 \$	3 051,59	599 441,03 \$	Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
891, 3e Rue Ouest, Amos	642 788,16 \$	2 903,89		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
261, 1ère avenue Ouest, Amos	26 627,88 \$	405,06		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
29, boul. St-Benoit Ouest, Amqui	113 070,60 \$	545,67		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
71, avenue Mance, Baie-Comeau	440 476,44 \$	2 656,76		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
30, rue John, Campbell's Bay	213 628,68 \$	865,06		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
17, rue Lacroix, Carleton-sur-mer	45 272,76 \$	264,41		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
2028, Avenue Bourgogne, Chambly	23 923,92 \$	97,55		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
860, 3e Rue, Chibougamau	110 936,76 \$	717,79		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
227, rue Racine Est, Chicoutimi	1 482 379,32 \$	5 709,03		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
920, rue Principale, Cowansville	1 134 297,24 \$	1 722,22		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1420, boul. Walberg, Dolbeau-Mistassini	76 156,92 \$	531,08		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1680, boul. Saint-Joseph, Drummondville	344 897,52 \$	2 142,65		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
134, Route 138 Est, Forestville	87 180,84 \$	210,31		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
11, rue de la Cathédrale, Gaspé	52 373,76 \$	242,07		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
170, rue Hôtel-de-ville = 17 rue Laurier, Gatineau	2 507 342,40 \$	9 640,50	358 398,50 \$	Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
77, rue Principale, Granby	615 239,88 \$	4 623,32		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
200, rue Saint-Marc, Joliette	1 550 330,76 \$	6 250,14		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
450, rue Saint-Louis, Joliette	43 770,96 \$	375,18		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
604, Siuralikuut Street, Kuujjuaq	228 360,24 \$	349,40		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1123, Imirtavik Road, Kuujjuaq	45 627,00 \$	109,95		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
1125, Henri Jamet Avenue, Kuujjuarapik	70 319,64 \$	383,14		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
30, chemin de La Vallée, La Malbaie	266 206,80 \$	1 061,78		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
655, 2e Rue Est, La Sarre	73 157,76 \$	407,59		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
290, rue Saint-Joseph, La Tuque	67 416,48 \$	477,55		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
505, rue Bethany, Lachute	34 744,32 \$	215,47		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
5527, rue Frontenac, Lac-Mégantic	111 523,56 \$	636,49		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
2800, boul. Saint-Martin Ouest, Laval	2 382 877,20 \$	8 620,86		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
405, Chemin d'En Haut, L'Île du Havre-Aubert	239 199,96 \$	412,95		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
2555, Boul. Roland-Therrien, Longueuil	2 258 777,28 \$	10 973,56	14 467,08 \$	Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
7, rue Principale Est, Magog	10 544,64 \$	276,60		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
266, rue Notre-Dame, Maniwaki	114 521,04 \$	679,77		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
382, rue St-Jérôme, Matane	109 836,60 \$	689,26		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
40, rue de l'Hôtel-de-Ville, Mont-Joli	27 236,16 \$	358,72		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
645, rue de La Madone, Mont-Laurier	1 696 824,72 \$	3 521,54		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
25, rue du Palais de Justice, Montmagny	128 149,68 \$	1 107,17		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
85, rue Notre-Dame Est, Montréal	51 101,64 \$	682,74		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
450, boul. Gouin Ouest, Montréal	1 396 750,68 \$	3 001,85		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	18 170 025,30 \$	79 945,48	1 360 581,44 \$	Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
750, Boul. Marcel-Laurin, Montréal	35 446,32 \$	155,80		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
100, rue Notre-Dame Est, Montréal - CA	5 774 643,24 \$	14 462,55		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
410, rue de Bellechasse Est, Montréal - CJ	3 431 202,96 \$	12 866,74		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1, rue Notre-Dame Est, Montréal - FARC	58 932,36 \$	275,43		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
87, boul. Gérard-D.-Lévesque, New Carlisle	494 107,56 \$	2 327,18		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
460, boul. Louis-Fréchette, Nicolet	4 612,08 \$	30,16		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
124, Route 132, Percé	459 476,04 \$	1 887,74		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
route Puvirnituk, Puvirnituk	65 517,48 \$	307,98		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
300, boul. Jean-Lesage, Québec	7 349 639,04 \$	31 982,72		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1665, boul. Wilfrid-Hamel Ouest, Québec	9 899,16 \$	150,75		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
2875, boul. Laurier, Québec	99 436,32 \$	462,07		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1200, Route de l'Église, Québec-1200	2 582 286,12 \$	16 089,87	13 725,55 \$	Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
1, Montée des Arsenaux, Repentigny	10 155,96 \$	100,00		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
183, ave De La Cathédrale, Rimouski	295 170,96 \$	2 550,15		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
70, rue Saint-Germain Est, Rimouski	10 478,64 \$	56,76		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
33, rue de La Cour, Rivière-du-Loup	956 762,04 \$	4 286,41		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
750, boul. Saint-Joseph, Roberval	196 171,92 \$	1 352,89		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
755, boul. Saint-Joseph, Roberval	6 313,68 \$	37,27		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
2, ave du Palais, Rouyn-Noranda	383 339,64 \$	1 817,33		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
85, rue St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts	62 399,64 \$	314,00		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
10, boul. Ste-Anne Ouest, Sainte-Anne-des-Monts	83 840,16 \$	515,77		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1550, rue Dessaulles, Saint-Hyacinthe	539 100,72 \$	3 345,69		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
6625 boulevard Choquette, Saint-Hyacinthe	99 471,60 \$	636,70	161 182,52 \$	Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
109, rue Saint-Charles, Saint-Jean-sur-Richelieu	1 216 730,76 \$	5 132,67		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
25, rue de Martigny Ouest, Saint-Jérôme	2 509 746,84 \$	10 030,23		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
85, rue de Martigny Ouest, Saint-Jérôme	624 261,48 \$	3 304,96		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
795, ave du Palais, Saint-Joseph-de-Beauce	953 221,80 \$	4 249,58		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
74 rue Académie, Salaberry-de-Valleyfield	2 761 581,00 \$	4 619,49		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
63a, rue Champlain, Salaberry-de-Valleyfield	60 752,76 \$	303,02		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
8, avenue des Cèdres, Senneterre	34 579,32 \$	358,46		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
425, boul. Laure, Sept-Îles	566 579,52 \$	1 854,54		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
212, 6ème Rue, Shawinigan	646 198,08 \$	2 720,26		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
375, rue King Ouest, Sherbrooke	1 414 745,88 \$	7 184,96		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
1040, boul. Queen Victoria, Porte 200, Sherbrooke	23 065,08 \$	299,97		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
46, rue Charlotte, Sorel-Tracy	488 272,44 \$	2 639,11		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
693, rue St-Alphonse Nord, Thetford Mines	577 875,96 \$	1 875,83		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
2900, rue Bellefeuille, Trois-Rivières	65 082,36 \$	645,00		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
878, rue de Tonnancour, Trois-Rivières	109 550,16 \$	628,29		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
850, rue Hart, Trois-Rivières	2 367 346,32 \$	7 372,08		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
900, 7e Rue, Val D'Or	1 686 962,04 \$	2 666,39		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
800, boul. Bois-Francis Sud, Victoriaville	277 759,80 \$	1 893,28		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ
8, rue St-Gabriel Nord, Ville-Marie	188 433,60 \$	1 326,87		Information fournie par la SIQ	Information fournie par la SIQ

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION		Coût total	Superficie	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2012	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
Total:		77 090 576,99 \$	311 983,10	2 508 428,36 \$		

Lieu	Le nom des sous-locataires				2012-2013 Estimation	
PJ Rimouski	Remboursement du loyer - Espaces de stationnement par Télus 2012-2013 (1500-0005)				(2 400,00 \$)	
PJ Ville-Marie	Remboursement du loyer - Location à la Société d'histoire du Témiscamingue 2012-2013 (1500-0002)				(3 000,00 \$)	
PJ Longueuil	Remboursement du loyer - Barreau de Longueuil 2012-2013 (1500-0029)				(3 454,00 \$)	
PJ Joliette	Remboursement du loyer - Concessionnaire alimentaire 2012-2013 (1500-0034)				(3 684,00 \$)	
PJ Gatineau	Remboursement du loyer - Barreau de Gatineau 2012-2013 (1500-0033)				(8 472,36 \$)	
PJ Rouyn-Noranda	Remboursement du loyer – Autres MO - Espaces de stationnement 2012-2013 (1500-0031)				(13 680,00 \$)	
PJ Laval	Remboursement du loyer - Concessionnaire alimentaire 2012-2013 (1500-0003)				(18 905,00 \$)	
PJ Québec	Remboursement du loyer - Concessionnaire alimentaire 2012-2013 (1500-0019)				(51 355,00 \$)	
PJ Montréal	Remboursement du loyer - Barreau de Montréal 2012-2013 (1500-0032)				(64 150,00 \$)	
PJ Montréal	Remboursement du loyer - Concessionnaire alimentaire 2012-2013 (1500-0004)				(163 000,00 \$)	
PJ Montréal	Remboursement du loyer – FARC				(30 000 \$)	
Glob _Global	Remboursement du loyer - Bibliothèques CAIJ 2012-2013 (1500-0024)				(325 000,00 \$)	

Glob _Global	Remboursement du loyer - CAVAC 2012-2013 (1500-0023)	(183 476,25 \$)
--------------	--	-----------------

Total : (865 176,61 \$)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

<u>L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION</u>	Coût TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE 575, RUE SAINT-AMABLE, BUREAU RC-01 QUÉBEC (QUÉBEC) G1R 2G4	71 120.04 \$	226.56 MÈTRES CARRÉS	0 \$	1 ^{ER} AVRIL 2012 AU 31 MARS 2013	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE M.F.Q.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

<u>L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION</u>	Coût TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
Montréal	543 129.01 \$	1460.71 m2	7 318 \$	3 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	31 261.75 \$	197.7 m2	0	3 ans	Société Immobilière du Québec
Kuujuuaq	42 571.10 \$	105 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Chibougamau	13 963.02 \$	91.66 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Ville-Marie	16 528.75 \$	120.9 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
La Sarre	16 968.24 \$	133.75 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Kuujuuaq	19 697.18 \$	66.04 m2	0	6 ans	Société Immobilière du Québec
Amos	60 059.20 \$	365.57 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Kuujuuaq	26 048.25 \$	84.18 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Rouyn-Noranda	41 631.07 \$	216.75 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Val-d'Or	61 707.53 \$	348.3 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Matane	31 744.81 \$	222.6 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Sainte-Anne-des-Monts	12 376.15 \$	119.02 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Gaspé	32 670.25 \$	165.46 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
Cap-aux-Meules	20 121.03 \$	103.47 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Chandler	36 987.86 \$	180.42 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Témiscouata-sur-le-Lac	18 423.19 \$	109.98 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Rimouski	99 310.73 \$	672.04 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Rimouski	3 446.44 \$	30.26 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
New Richmond	31 236.18 \$	188.13 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Rivière-du-Loup	39 367.76 \$	388.81 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Rivière-du-Loup	936.23 \$	10.02 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Amqui	19 808.36 \$	131.11 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Forestville	21 572.39 \$	175 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Sept-Îles	44 564.18 \$	387.78 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Sept-Îles	2 073.13 \$	41.51 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Baie-Comeau	45 913.97 \$	343.45 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Coaticook	13 916.21 \$	71 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Windsor	1 981.91 \$	19.71 m2	0	2 ans	Société Immobilière du Québec
Stanstead	2 443.00 \$	27.44 m2	0	2 ans	Société Immobilière du Québec
Terrebonne	23 425.09 \$	111.27 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Sainte-Thérèse	40 878.69 \$	222.58 m2	0	2 ans	Société Immobilière du Québec
Repentigny	42 983.23 \$	224.45 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Sainte-Agathe-des-Monts	23 056.08 \$	98.82 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Saint-Eustache	30 140.53 \$	225.46 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Saint-Jérôme	133 455.40 \$	601.55 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Lachute	19 936.79 \$	149.42 m2	0	4 ans	Société Immobilière du Québec
Saint-Jérôme	59 023.62 \$	344.99 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Saint-Jérôme	4 349.84 \$	50.84 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Mont-Laurier	41 683.07 \$	270.78 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Joliette	97 782.27 \$	559.64 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Joliette	2 065.11 \$	23.64 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Victoriaville	43 000.69 \$	309.92 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Trois-Rivières	160 934.77 \$	898.84 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Drummondville	55 552.36 \$	334.52 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
La Tuque	12 053.93 \$	80.16 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Shawinigan	39 873.60 \$	308.75 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Louiseville	13 367.72 \$	93 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	123 885.63 \$	670.48 m2	0	13 ans	Société Immobilière du Québec
Laval	124 892.51 \$	716.19 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	252 477.35 \$	1034.2 m2	0	20 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	15 083.53 \$	123.42 m2	0	15 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	130 316.91 \$	509.52 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	143 711.68 \$	620.41 m2	0	16 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal-Nord	110 963.80 \$	601.06 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	155 650.48 \$	783.45 m2	0	12 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	463 761.41 \$	1666.86 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	9 352.39 \$	80.71 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Verdun	155 914.76 \$	618.52 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	148 188.61 \$	567.01 m2	0	6 ans	Société Immobilière du Québec
Montréal	101 088.68 \$	450.96 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Québec	94 156.19 \$	506.3 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
La Malbaie	21 632.37 \$	140.64 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Lévis	52 051.92 \$	328.58 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Saint-Georges	37 858.10 \$	242.87 m2	0	10 ans	Société Immobilière du Québec
Montmagny	30 460.14 \$	212.11 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Québec	74 989.77 \$	535.05 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Québec	49 963.34 \$	336.77 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Québec	2 931.66 \$	44.82 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Saint-Joseph-de-Beauce	28 218.64 \$	228.44 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Québec	208 251.91 \$	1104.63 m2	0	7 ans	Société Immobilière du Québec
Cowansville	20 581.30 \$	142.93 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Longueuil	134 816.72 \$	549.05 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Châteauguay	32 097.09 \$	205.6 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Granby	36 936.09 \$	269.28 m2	0	7 ans	Société Immobilière du Québec
Longueuil	90 410.55 \$	322.09 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
Vaudreuil-Dorion	21 838.83 \$	92.79 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Sorel- Tracy	45 321.44 \$	267.86 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Saint-Hyacinthe	55 726.10 \$	251.92 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Salaberry-de-Valleyfield	42 579.11 \$	296.31 m2	0	1 an	Société Immobilière du Québec
Saint-Jean-sur-Richelieu	37 584.03 \$	227.7 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Saint-Jean-sur-Richelieu	3 160.89 \$	19.15 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Brossard	65 324.88 \$	292.65 m2	0	6 ans	Société Immobilière du Québec
Longueuil	81 683.70 \$	403.43 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Jonquière	45 384.10 \$	318.93 m2	0	6 ans	Société Immobilière du Québec
Dolbeau-Mistassini	21 819.61 \$	127.13 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Alma	42 897.85 \$	255.49 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Chicoutimi	89 793.04 \$	537.45 m2	60 775.00 \$	5 ans	Société Immobilière du Québec
La Baie	23 388.35 \$	100.83 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Roberval	26 603.61 \$	155.18 m2	0	5 ans	Société Immobilière du Québec
Sherbrooke	190 629.00 \$	1130,22 m2	0	10 ans	Gilles Boisvert Inc.
Sherbrooke	77 384.00 \$	534,192 m2	0	10 ans	Gilles Boisvert Inc.
Thetford Mines	42 633.00 \$	311,18 m2	0	5 ans	Polyclinique médicale
Asbestos	29 852.00 \$	151,42 m2	0	10 ans	M.R.C. Asbestos
Lac Mégantic	15 432.00 \$	102,19 m2	0	10 ans	Gestion Doris Roy
Magog	42 005.00 \$	257 m2	0	10 ans	Opto Gestion Inc.
Richmond	2 400.00 \$	16,5 m2	0	2 ans	Les confortis de l'est inc.
Disraeli	2 080.00 \$	18 m2	0	2 ans	C.L.S.C. Frontenac
Gatineau	81 180.00 \$	419,0 m2	0	5 ans	146 786 Canada Inc.
Gatineau	102 000.00 \$	546.3 m2	0	5 ans	135 933 Canada Inc.
Gatineau	40 528.00 \$	221.5 m2	0	5 ans	6611923 Canada Inc.
Campbell's Bay	15 000.00 \$	142,6 m2	0	5 ans	M. Denis Larivière et Sharon O'Malley
Maniwaki	13 200.00 \$	111,5 m2	0	5 ans	Les immeubles Feeney
Buckingham	45 936.00 \$	237 m2	0	5 ans	Marquis Lafleur Inc. et Éric Robillard
Gatineau	50 660.00 \$	307,8 m2	0	5 ans	Les immeubles Tassé
Aylmer	30 550.00 \$	140,8 m2	0	5 ans	Aylmer Street Investments Inc.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, rue Harvey Ouest, Alma	19 424,42 \$	196,90 M²	802,80 \$		SIQ
891, 3e Rue Ouest, Amos	136 893,84 \$	485,63 M²	700,22 \$		SIQ
27, boul. Saint-Benoit Ouest, Amqui	3 277,84 \$	23,51 M²		10 ans	Municipalité régionale de comté de la Matapédia
71, avenue Mance, Baie-Comeau	24 813,04 \$	195,75 M²	971,17 \$		SIQ
30, rue John, Campbell's Bay	9 178,40 \$	55,75 M²			SIQ
17, rue Lacroix, Carleton-sur-Mer	6 711,92 \$	58,80 M²		24 ans	Immeubles Vigie Carleton inc.
860, 3e Rue, Chibougamau	1 606,32 \$	15,59 M²		15 ans	Les immeubles du Nord
1680, boul. Saint-Joseph, Drummondville	32 123,92 \$	269,82 M²			SIQ
134, Route 138 Est, Forestville	1 282,56 \$	11,34 M²			SIQ
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	246 580,27 \$	1 432,65 M²	219 120,17 \$		SIQ
77, rue Principale, Granby	44 721,44 \$	504,15 M²			SIQ
450, rue Saint-Louis, Joliette	171 852,00 \$	792,31 M²	361,86 \$		SIQ
604, Siuralituuk Street, Kuujjuaq (Bureau)	13 669,84 \$	68,42 M²		11 ans	Administration régionale Kativik
660, Makiuk Street, Kuujjuaq (Logement)	13 482,40 \$	66,68 M²		5 ans	Administration régionale Kativik
631, Akianut Street, Kuujjuaq (Maison)	28 778,40 \$	109,95 M²		5 ans	Administration régionale Kativik
30, chemin de la Vallée, La Malbaie	68 381,28 \$	157,17 M²			SIQ
655, 2e Rue Est, La Sarre	1 382,00 \$	11,55 M²		19 ans	Les immeubles Norbi inc.
290, rue Saint-Joseph, La Tuque	4 359,44 \$	46,32 M²		17 ans + reconduction annuelle depuis 2009	Société en commandite Carrefour La Tuque
2800, boul. Saint-Martin Ouest, Laval	131 929,76 \$	713,70 M²	197,78 \$		SIQ
2555, boul. Roland-Therrien, Longueuil	179 680,40 \$	1 419,41 M²			SIQ
266, rue Notre-Dame, Maniwaki	8 277,92 \$	77,59 M²			SIQ
382, avenue Saint-Jérôme, Matane	16 885,92 \$	151,95 M²	1 053,68 \$		SIQ
40, avenue de l'Hôtel-de-Ville, Mont-Joli	1 805,92 \$	35,68 M²		31 ans	Corporation municipale de Mont-Joli
645, rue de la Madone, Mont-Laurier	68 691,60 \$	272,38 M²			SIQ
25, rue du Palais de Justice, Montmagny	9 216,56 \$	115,40 M²			SIQ
410, rue de Bellechasse, Montréal	260 769,52 \$	1 550,84 M²	54,58 \$		SIQ
380, Saint-Antoine Ouest, Montréal	145 888,64 \$	575,19 M²	1 388,59 \$	10 ans	Ivanhoé Cambridge (Caisse de dépôt et placement du

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012		DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	
450, boul. Gouin Ouest, Montréal	232 959,12 \$	711,03 M²				Québec)	
2050, rue de Bleury, Montréal	514 817,88 \$	2 714,73 M²	809,40 \$		5 ans	SIQ	
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	872 880,64 \$	5 685,11 M²	947,59 \$			Les Gestions Château d'Or Liée	
87, boul. Gérard-D.-Lèvesque, New Carlisle	35 354,96 \$	235,28 M²				SIQ	
124, Route 132, Percé	30 839,36 \$	179,63 M²				SIQ	
2828, boul. Laurier, Québec	840 431,10 \$	3 767,32 M²	5 238,72 \$		10 ans	Cominar inc.	
300, boul. Jean-Lesage, Québec	437 469,68 \$	2 646,35 M²	22 556,54 \$			SIQ	
2, rue St-Germain Est, Rimouski	27 028,00 \$	215,54 M²			5 ans	Immeubles Régime II inc.	
183, avenue de la Cathédrale, Rimouski	6 857,52 \$	100,02 M²				SIQ	
33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup	59 752,72 \$	397,58 M²				SIQ	
750, boul. Saint-Joseph, Roberval	29 738,96 \$	142,75 M²				SIQ	
53, boul. de l'Anse, Roberval	94 926,80 \$	394,44 M²	472 384,88 \$		5 ans	Gestion Caron et Grenier Inc.	
2, avenue du Palais, Rouyn-Noranda	45 856,16 \$	338,57 M²				SIQ	
227, rue Racine Est, Saguenay	105 208,32 \$	586,48 M²				SIQ	
10, boul. Sainte-Anne Ouest, Sainte-Anne-des-Monts	9 486,64 \$	87,54 M²			10 ans	Dominique Michaud	
1550, rue Dessaulles, Saint-Hyacinthe	40 621,52 \$	365,38 M²				SIQ	
109, rue Saint-Charles, Saint-Jean-sur-Richelieu	74 911,68 \$	458,18 M²				SIQ	
85, rue de Martigny Ouest, Saint-Jérôme	120 798,40 \$	1 059,09 M²	935,00 \$			SIQ	
795, avenue du Palais, Saint-Joseph-de-Beauce	48 774,40 \$	308,07 M²				SIQ	
74, rue académie, Salaberry-de-Valleyfield	57 394,24 \$	626,04 M²				SIQ	
425, boul. Laure, Sept-Îles	35 419,12 \$	176,48 M²				SIQ	
212, 6e Rue, Shawinigan	33 424,56 \$	203,93 M²				SIQ	
375, rue King Ouest, Sherbrooke	78 347,92 \$	593,59 M²				SIQ	
46, rue Charlotte, Sorel-Tracy	21 260,56 \$	172,37 M²				SIQ	
693, rue Saint-Alphonse Nord, Thetford-Mines	25 659,36 \$	130,28 M²			5 ans	SIQ	
850, rue Hart, Trois-Rivières	122 494,48 \$	671,79 M²				SIQ	
878, rue de Tonnancour, Trois-Rivières	37 454,32 \$	231,86 M²	56 186,46 \$			SIQ	
900, 7e Rue, Val-d'Or	104 135,20 \$	334,27 M²				SIQ	
800, boul. Bois-Francis Sud, Victoriaville	24 364,24 \$	243,67 M²				SIQ	
8, rue Saint-Gabriel Nord, Ville-Marie	5 372,88 \$	56,75 M²				SIQ	

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE SAINT-AMABLE, QUÉBEC	1 193 866,40 \$	5 249,77 (M.C)	121 197,77 \$	01-03-1999 AU 31-03-2014	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC.
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	14 175,20 \$	88,18 (M.C)		01-04-2001 AU 31-03-2014	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, ST-JÉRÔME	13 385,36 \$	74,98 (M.C)		01-08-2001 AU 31-03-2014	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	11 200,72 \$	84,86 (M.C)		01-08-2008 AU 31-03-2014	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC
530, RUE NOTRE-DAME, JOLIETTE	4 369,84 \$	42,49 (M.C)		11-12-2007 AU 31-03-2014	2973-2369 QUÉBEC INC.
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	1 658 820,16 \$	6 251,82 (M.C)	37 827,87 \$	01-04-2008 AU 30-04-2016	ALFID SERVICES IMMOBILIERS LTÉE.

FONDS DES REGISTRES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2012	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	819 068,16 \$	3 858,05 M²	0 \$	S/O (ENTENTE D'OCCUPATION	SIQ
1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	80 439,72 \$	565,85 M²	0 \$	S/O (ENTENTE D'OCCUPATION	SIQ
LE COÛT TOTAL REPRÉSENTE LE LOYER POUR 12 MOIS	\$				

MINISTÈRE

ENDROIT	RAISON	Coût
1200, route de l'Église, Québec	Analyse acoustique, salle de conférence 9.44	1 967,76 \$
1200, route de l'Église, Québec	Installation un système de visioconférence pour salle de conférence 9.44	18 816,00 \$
1, Notre-Dame est, Montréal	Installer un câble réseau	475,13 \$

G.19 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE **2012-2013** EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION;
- LE TITRE DE LA FONCTION;
- L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
- LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
- LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
- LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
- LA DESCRIPTION DES TÂCHES;
- LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012;
- LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
- LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES **2010-2011**, **2011-2012** ET **2012-2013**;
- LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
- S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : **DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE ET CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.**

LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Cabinet Fournier		
Bureau, Céline	Conseillère politique (2010-08-12 au 2012-11-17)	Québec
Couturier, David	Attaché de presse (2010-09-21 au 2012-11-17)	Québec
Gaudry, Danielle	Conseillère politique (2010-08-12 au 2012-11-17)	Québec
Hobeika, Daria	Conseillère politique (2011-08-31 au 2012-07-06) et Directrice du cabinet (2012-07-09 au 2012-11-17)	Montréal
Lemay, Louise	Conseillère politique (2011-01-17 au 2012-11-17)	Montréal
Marino, Sabrina	Conseillère politique 2010-09-13 au 2012-11-17)	Québec
Ménard, Hélène	Directrice du cabinet 2010-08-13 au 2012-04-04)	Québec
Simard, Émilie	Conseillère politique 2012-04-12 au 2012-10-18)	Québec
Tran, Jean-François	Conseiller politique (2010-10-04 au 2012-04-04)	Québec
Veillette, Christian	Conseiller politique (2012-08-12 au 2012-04-04) et Directeur du cabinet (2012-04-05 au 2012-07-09)	Québec
Cabinet St-Arnaud		
Bilodeau, Annie	Attachée politique (2012-10-15)	Québec
Chaussé, Valérie	Attachée politique (2012-10-29)	Québec
Côté, Martin-Philippe	Directeur du cabinet (2012-10-01)	Québec
De Brouwer, Daniel	Directeur bureau de circonscription (2012-10-01)	Chambly
Descroix, Nicolas	Conseiller politique (2012-10-09)	Montréal
Godin, Diane	Attachée politique (2012-10-01)	Chambly
Koussa, Nadine	Conseillère politique (2012-10-09)	Montréal
Lavoie, Lise	Attachée politique (2012-10-09)	Chambly
Magnan, Sarah	Attachée de presse (2012-09-07)	Québec
Mayrand, Diane	Adjointe au ministre (2012-10-17)	Québec
Ross, Marc-André	Conseiller politique (2012-10-09)	Montréal

DESCRIPTION DES TÂCHES :

La description des tâches des membres du personnel de cabinet est conforme à la directive 4-83 concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et autres descriptions de travail du personnel des cabinets de ministre (réf : Recueil des politiques de gestion du conseil du trésor Vol. 1 Ch. 3 Suj. 4 Pce 2).

MASSE SALARIALE TOTALE (DÉPENSE TOTALE) :

Cabinet Fournier (1 ^{er} avril 2012 au 18 novembre 2012)	452 712 \$
Cabinet St-Arnaud (20 septembre 2012 au 31 mars 2013)	351 630 \$

- G.20** LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN **2012-2013** À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE ET DU MINISTÈRE EN INDIQUANT :
- LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
 - LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
 - LE MONTANT ATTRIBUÉ;
 - LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR L'ORGANISME;
 - LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

PÉRIODE BUDGÉTAIRE DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012

Nombre de subventions accordées : 65

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
Accalmie : Accompagnement et hébergement pour personnes suicidaires	500,00
Al. des com. cult. pour l'égalité dans la santé et serv. sociaux au Québec	1 000,00
Ass. coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon (ACEF)	250,00
Association des crétois de Montréal	500,00
Association Henri-Capitant- section québécoise	5 000,00
Association Internationale des Études Québécoises (AIEQ)	500,00
Association jamaïcaine de Montréal inc.	500,00
Association pour l'intégration communautaire de l'Outaouais	1 000,00
Barreau de Laval	1 000,00
C.A.D.O. Centre Artisanal pour la Déficience-Intellectuelle de l'Outaouais	500,00
Club l'Espoir jeunesse	1 000,00
Club optimiste St-Eustache Est inc.	100,00
Comité canadien des réfugiés de la mer	1 000,00
Commission scolaire de Montréal (CS de Montréal)	1 000,00
Communauté Sépharade unifiée du Québec	2 000,00
Communauté vietnamienne au Canada région Montréal	2 000,00
Concours de musique du Canada	250,00
Concours musical international de Montréal	1 000,00
Corporation du Moot scout 2013	1 000,00
Coupe internationale les enfants jouent pour les enfants, La	5 000,00
Cour du Québec	3 500,00
Défi-SM	500,00
Femmes Autochtones du Québec inc.	1 000,00
Festiblues international de Montréal	5 000,00
Fierté Montréal	15 000,00
Fondation de la Tolérance, La	500,00
Fondation du Centre de Réadaptation Ubalde-Villeneuve	500,00
Fondation du Collège François-de-Laval	500,00
Fondation Ekuus	500,00
Fondation Garnierkids.Com inc.	500,00
Fondation internat. des cultures à partager - Secteur Montrérégie	250,00
Fondation Le Grand Chemin	1 000,00
Fondation Liette-Turner	300,00
Fondation Madeli-aide	1 000,00
Fondation québécoise du Cancer	500,00
Fondation Robert Piché inc.	2 500,00
Info-Secte	1 000,00
Institut de recherches cliniques de Montréal	1 000,00
Institut universitaire de gériatrie de Montréal	1 000,00
Jeunesse au soleil incorporée (inactif)	1 000,00

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
Jeunesse Lambda	1 000,00
Loups de l'école Curé-Antoine-Labelle, Les	500,00
Maison des familles de Granby et région	500,00
Maison du Bouleau Blanc inc., La	500,00
Méridienne 1990, La	1 000,00
Municipalité de Saint-Ambroise	500,00
Municipalité de Saint-Chrysostome	200,00
Prix du duc d'Édinbourg au Canada [division du Québec], Le	500,00
Productions mondial danse inc., Les	1 000,00
Pro-Gam inc.	500,00
P'tite école de Lac-Édouard, La	1 000,00
Quasar quatuor de saxophones	1 000,00
Régates de Valleyfield inc., Les	500,00
Réseau d'accueil des agents et agentes de la paix [La Vigile]	1 000,00
Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec	500,00
Services d'aide en prévention de la criminalité	500,00
Société alzheimer de Montréal inc.	250,00
Société canadienne du cancer	200,00
Société de Criminologie du Québec (SCQ)	1 000,00
Tour cycliste de l'Abitibi inc., Le	500,00
Traversée Internationale du Lac Memphrémagog [2003] inc., La	250,00
TOTAL DES SUBVENTIONS ACCORDÉES	75 050,00 \$

- G.21** LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :
-  LE POSTE INITIAL;
 -  LE SALAIRE;
 -  LE POSTE ACTUEL, S’IL Y A LIEU;
 -  LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
 -  LES PRÉVISIONS **2013-2014**.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.22 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2011-2012.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.23 NOMBRE DE FONCTIONNAIRES ET/OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, INCLUANT LE CAS ÉCHÉANT LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2011-2012, 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS 2013-2014.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.24** LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :
-  LE NOM DE LA PERSONNE;
 -  LE POSTE OCCUPÉ;
 -  LE SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL (S'IL Y A LIEU);
 -  L'ASSIGNATION INITIALE;
 -  LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 -  LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).

MINISTÈRE

NOM DE LA PERSONNE :	Pierre Nadeau
POSTE OCCUPÉ :	Juriste à la Direction des orientations et politiques
SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL :	123 194 \$
ASSIGNATION INITIALE	Président d'organisme au ministère des Transports
DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE:	2008-04-01
DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU :	Aucune
NOM DE LA PERSONNE :	Richard Bellemarre
POSTE OCCUPÉ :	Conseiller-cadre au Bureau de la sous-ministre associée de la Direction générale des services à l'organisation
SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL :	135 369 \$
ASSIGNATION INITIALE	Directeur général du Bureau des infractions et amendes
DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE:	2009-08-31
DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU :	Aucune
NOM DE LA PERSONNE :	Nicole Bouthot
POSTE OCCUPÉ :	Conseillère-cadre à la Direction générale adjointe des services judiciaires de la Capitale Nationale et des régions
SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL :	70 047 \$
ASSIGNATION INITIALE	Directrice du palais de justice de Shawinigan
DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE:	2012-11-12
DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU :	Aucune
NOM DE LA PERSONNE :	Michel Rouleau
POSTE OCCUPÉ :	Conseiller-cadre au palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield
SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL :	52 535 \$
ASSIGNATION INITIALE	Directeur du service des greffes civil, pénal et jeunesse du palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield
DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE:	2010-12-02
DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU :	Aucune

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Aucun.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Aucun.

- G.25** LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :
- LE NOM DE LA PERSONNE;
 - LE POSTE OCCUPÉ;
 - LE SALAIRE DE BASE ET ADDITIONNEL (S’IL Y A LIEU);
 - L’ASSIGNATION INITIALE;
 - LA DATE DE L’ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - LA DATE DE LA FIN DE L’ASSIGNATION (S’IL Y A LIEU).

MINISTÈRE

NOM DE LA PERSONNE : Pelletier, Danielle

ASSIGNATION INITIALE : Ministère de la justice, Avocate

ASSIGNATION ACTUELLE : Office de la protection du consommateur, Avocate

SALAIRE : 114 360 \$ annuel

DATE DE LA FIN DE L’ASSIGNATION, S’IL Y A LIEU : 2013-05-01

NOM DE LA PERSONNE : Partridge, Linda-Marie

ASSIGNATION INITIALE : Ministère de la justice, Avocate

ASSIGNATION ACTUELLE : Commissaire à la déontologie policière, Avocate

SALAIRE : 96 568 \$ annuel (32H/sem)

DATE DE LA FIN DE L’ASSIGNATION, S’IL Y A LIEU : 2015-01-30

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Aucun.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Aucun.

- G.26** LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU CABINET, DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN :
- LES CLUBS PRIVÉS OU AUTRES;
 - LES BILLETS DE SAISON, LES LOGES;
 - AUX JOURNAUX, REVUES MENSUELLES, PUBLICATIONS PAPIER ET EN FORMAT ÉLECTRONIQUE, ETC;
 - SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA ETC.).

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
6388558 Canada inc. (Les Cafés Vienne Presse inc.)	600,48 \$	Abonnements à des journaux
9196-7901 Québec inc.	32,21 \$	Abonnement
Affaires, Les	79,95 \$	Abonnements à des journaux
Banque Nationale du Canada	92,00 \$	Abonnement à la revue Premium et à l'Institut d'administration publique du Canada
Biblairie G.G.C.	104,95 \$	Volumes de droit
Blackburn Tétrault & associés	119,85 \$	Ouvrage de référence
Alphabet enr., L'	50,00 \$	Abonnement
Café Vienne (9134-6247 Québec inc.)	2 523,94 \$	Abonnements à des journaux
Canadian Human Rights Reporter	130,00 \$	Abonnement relatif à des livres de droits, mises à jour, recueil de jurisprudence et analyses annotées traitant de causes juridiques au Canada
Canvasback Publishing	890,00 \$	Revue juridiques
Carswell, une division de Thomson Canada limitée	233 347,69 \$	Abonnement relatif à des livres de droits, mises à jour, recueil de jurisprudence et analyses annotées traitant de causes juridiques au Canada
Centre d'accès à l'information juridique	5 940,00 \$	Abonnements relatifs à des livres de droits, revues etc.
Continuing Legal Education, The	5 372,85 \$	Information juridique
Corporate Express Canada, Inc.	114,61 \$	Ouvrage de référence
CSPQ – Publications du Québec, Les	806,20 \$	Abonnements aux publications du Québec
Desmarais et Robitaille Limitée	1 117,80 \$	Abonnement
Devoir inc., Le	2 558,24 \$	Abonnement à des journaux
Éditions Juridiques FD inc., Les	10 387,40 \$	Abonnement juridique
Éditions SR [1995] inc., Les	5 427,40 \$	Abonnement
Éditions Thémis inc.	249,50 \$	Revue juridiques
Éditions Yvon Blais inc., Les	62 644,66 \$	Abonnement, publications, brochures, livres
Étoile du Lac	451,60 \$	Abonnement annuel
Études/Inuit/Studies	200,00 \$	Ouvrage de référence
Fédération professionnelle des journalistes du Québec	13,04 \$	Magazine
Imprimerie Héon & Nadeau Itée	650,00 \$	Abonnement
Institut canadien des Comptables agréés	119,00 \$	Renouvellement manuel de l'ICCA - Comptabilité et certification
Journal de Québec, Le	2 456,88 \$	Abonnement annuel
Jurismédia inc.	757,50 \$	Abonnement
Lac St-Jean Journal, Le	218,10 \$	Abonnement annuel
Lexisnexis Canada inc.	78 239,02 \$	Abonnement (banque de jurisprudence du Canada, États-Unis et France)
Librairie Daigneault 1991 inc.	19,95 \$	Ouvrage de référence en droit
Librairie Renaud-Bray inc.	1 223,15 \$	Publications imprimées
Lyréco Canada inc.	124,31 \$	Ouvrage de référence en droit

Médias transcontinental inc. (Hebdo Journal)	585,72 \$	Abonnement annuel
Médias Transcontinental S.E.N.C.	540,00 \$	Abonnement
Presse, Itée, La	2 142,34 \$	Abonnement annuel
Procure Ecclésiastique inc.	118,95 \$	Achats de volumes
Publications CCH Itée	94 927,47 \$	Abonnement à des volumes de référence en matières fiscale, code de la sécurité routière
Publications gouvernementales, Les	102,80 \$	Abonnement
Presses universitaires de Strasbourg	45,00 \$	Abonnements relatifs à des livres de droits
Receveur général du Canada (Éditions et Services de Dépôt)	411,35 \$	Abonnement aux arrêts promulgués par la Cour suprême du Canda
Réseau internet Québec inc.	3 927,16 \$	Abonnement électronique
Revue de Droit de McGill, La (The McGill Law Journal)	75,00 \$	Volume de droit
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	34 897,94 \$	Abonnement à la bibliothèque juridique SOQUIJ, jurisprudence express
Tribune, La	1 124,29 \$	Abonnement annuel
Université de Sherbrooke (Revue de Droit)	144,00 \$	Informations juridiques
University of Toronto Press inc.	205,00 \$	Ouvrage de référence
Wilson & Lafleur, limitée (Librairie)	179 060,31 \$	Abonnement magazines
Zone université Laval (Coopérative de l'Université Laval)	45,00 \$	Ouvrage de référence en droit
TOTAL	735 414,13 \$	

FONDS DES REGISTRES

Fournisseur	Coût (\$)	Description
Bell Canada	482,09 \$	1 abonnement - internet
Bell Mobilité inc	840,60 \$	3 abonnements - internet
Bell Conférence	1 119,20 \$	2 abonnements - internet
Vidéotron	919,20 \$	2 abonnements - internet
CSPQ – DGACQ	500,00 \$	1 abonnement - internet
CEDROM SNI (revue de presse électronique)	618,00 \$	1 abonnement - internet
Chambre des notaires du Qc	320,00 \$	1 abonnement - internet
Fonds d'information foncière	927,00 \$	1 abonnement - internet
Carswell	2 576,91 \$	1 abonnement - publications
Les Éditions Yvon Blais (Loi annotée)	105,90 \$	1 abonnement - publications
TOTAL		8 408,90 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	Description
Carswell	4 288 \$	Banques de données juridiques
Les Éditions Yvon Blais	10 000 \$	Banques de données juridiques
GRICS	290 \$	Banques de données juridiques
Lexis-Nexis	7 135 \$	Banques de données juridiques
Soquij	47 648 \$	Banques de données juridiques
LexisNexis - Butterworths	4 459 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Carswell	27 600 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Éditions Yvon Blais	1 957 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Éditions Juridiques FD	414 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Éditions Thémis	48 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Fédération Québécoise des municipalités	295 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
La Fondation du Barreau canadien	145 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Centre d'accès à l'information juridique	76 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Bibliothèque du Barreau du Québec	15 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Publications CCH	2 977 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Publications du Québec	1 002 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Publications Gouvernementales	190 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Receveur Général du Canada (Éditions et Services de dépôt)	96 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Revue de Droit	18 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Tribunal administratif du Québec	5 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Wilson Lafleur	1 076 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Tabatière Cabry	466 \$	Journaux quotidiens
AADM	130 \$	Cotisation annuelle
Association des avocats et avocates en droit de la famille	78 \$	Cotisation annuelle
AAPI	195 \$	Cotisation annuelle
TOTAL		110 603 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
Les Éditions Yvon Blais	1 385,00 \$	Frais pour services en ligne
	76,90 \$	Mise à jour de volumes à feuilles mobiles
Les Publications du Québec	76,67 \$	Abonnement Internet Gazette officielle du Québec, Partie 2 (avril à juillet)
Journaux	\$	
La Presse	174,20 \$	
Le Soleil	180,96 \$	
Clubs privés ou autres	\$	
Barreau du Québec	1 624,70 \$	Cotisation au Barreau
Conseil des tribunaux administratifs canadiens	85,00 \$	Adhésion
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	195,00 \$	Adhésion
	\$	
Soquij	315,20 \$	
	\$	
Publicaitons CCH	750,00 \$	Mise à jour de volumes à feuilles mobiles
	\$	
Thomson Reuters - Carswell	62,10 \$	Mise à jour
	\$	
Wilson & Lafleur	95,00 \$	Mise à jour de volumes à feuilles mobiles
	60,00 \$	
	126,00 \$	

TOTAL 5 206,73 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
Carswell, une Division de Thomson Canada	218 482 \$	Abonnement et livres
Cedrom-Sni inc.	1 854 \$	Abonnement
Chambre des notaires du Québec	25 \$	Abonnement
Centre de services partagés du Québec	5 615 \$	Abonnement et livres
Communication Demo inc.	1 612 \$	Abonnement électronique
Éditions juridiques FD inc., Les	363 \$	Abonnement et livres
Éditions SR (1995) inc., Les	1 240 \$	Abonnement et livres
Éditions Yvon Blais inc., Les	58 837 \$	Abonnement et livres
JLR Recherche immobilière	20 000 \$	Abonnement
Journal Le Monde	114 \$	Abonnement électronique
Journal New York Time	90 \$	Abonnement électronique
Journal La Presse et Le Soleil	235 \$	Abonnement électronique
LexisNexis Canada inc.	49 736 \$	Abonnement
Librairie service scolaire de Rouyn inc.	144 \$	Livres
Messageries Dynamiques	197 \$	Abonnement
Publications CCH Itée	11 354 \$	Abonnement et livres
Publications Gouvernementales, Les	38 \$	Livres
Thomson Canada Itée	3 289 \$	Abonnement et livres
Wilson & Lafleur Itée	3 942 \$	Abonnement et livres

TOTAL 377 167 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
Wilson & Lafleur	113,00 \$	Annuaire judiciaire
Wilson & Lafleur	300,00 \$	Code civil annoté
Les publications du Québec	90,70 \$	Recueils des politiques
Wilson & Lafleur	120,00 \$	Code civil & procédure civil
Protégez-vous	40,00 \$	Revues de référence
TOTAL		663,70 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
Association des pharmaciens du Canada	156,36 \$	Volume
Canadian red book	115,00 \$	Volume
Coopsco F-X Garneau	232,85 \$	Volume, volume juridique et abonnement juridique
Coopsco Ste-Foy	474,75 \$	Volume et volume juridique
Corporate Express	230,79 \$	Volume
Éditions S.R. Inc. (Les)	58,00 \$	Abonnement juridique
Éditions Yvon Blais (Les)	9 365,88 \$	Abonnement juridique et volume juridique
Global media	176,23 \$	Volume et volume juridique
Insight information	249,00 \$	Abonnement et abonnement juridique
La Presse Limitée	174,20 \$	Journal quotidien
Le Soleil	180,96 \$	Journal quotidien
Les éditions La Liberté	380,80 \$	Volume et volume juridique
Lexisnexis Canada (Butterworths) Inc.	2 339,35 \$	Abonnement juridique
Lexisnexis Canada (Quicklaw) Inc.	9 336,00 \$	Abonnement juridique
Librairie Coop Ahuntsic	382,70 \$	Volume et volume juridique
Librairie Renaud-Bray	953,45 \$	Volume et volume juridique
Librairie Vaugois Inc.	107,95 \$	Volume
L'Institut canadien des comptables agréés	335,50 \$	Abonnement autre
Lyreco	142,25 \$	Volume
Marshall & Swift	947,99 \$	Abonnement juridique et volume
Mc Gill Bookstore	557,90 \$	Volume et volumes juridiques
Premium	69,00 \$	Abonnement autre
Publications CCH Ltée	15 559,74 \$	Abonnement juridique et autre
Publications du Québec (Les)	5 421,85 \$	Abonnement juridique, abonnement autre et volume
Thomson reuters	19 805,85 \$	Abonnement juridique
Vidéotron Ltée	1 628,95 \$	Abonnement autre
Wilson & Lafleur Ltée	8 269,95 \$	Abonnement juridique, volume et volume juridique
Zone Coopérative Université Laval	404,70 \$	Volume juridique
TOTAL		78 057,95 \$

- G.27** POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :
- LE NOM DU SITE WEB;
 - LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
 - LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
 - LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
 - LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DE CHANGEMENT);
 - LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HIT »);
 - LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR.

MINISTÈRE

BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES

ADRESSE DU SITE INTERNET : https://www.amendes.qc.ca/RPVirtuel/Page_accueil_bia.asp	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	- Parallèle Communication – design pour les maquettes du site; - DMR Conseil, une division de Fujitsu Conseil (Canada) inc. pour la construction du site.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	- Pour Parallèle Communication – design : 34 800 \$ pour la mise en page et les maquettes du site; - Pour DMR Conseil, une division de Fujitsu Conseil (Canada) inc. : les coûts de construction du site étaient inclus dans le coût global de 13 455 700 \$ du contrat octroyé pour le développement, la mise en œuvre et l'entretien du système de gestion des infractions et de perception des amendes (SGIPA) pour la période du 2 avril 2001 au 31 mars 2009.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	- Les coûts d'entretien et de mise à jour sont inclus dans le contrat octroyé pour le développement, la mise en œuvre et l'entretien du SGIPA. Un premier contrat avait été octroyé à DMR Conseil, une division de Fujitsu Conseil (Canada) inc. pour la période du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2012. - Un nouveau contrat a été octroyé à CGI inc. en décembre 2011 et ce contrat est valide pour la période du 9 janvier 2012 au 30 novembre 2016.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	- Le site n'a jamais été refait depuis sa conception.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	- Selon les besoins de l'organisation.

DIRECTION DES COMMUNICATIONS

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site Internet du ministère de la Justice a été créé en 1995 par des employés travaillant à l'interne.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	0 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	590 \$ (mise à jour à l'interne)
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Aucun (fait à l'interne)
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	quotidien

COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DE CHANGEMENT.	En 2000-2001, le ministère a entrepris une refonte totale du site pour améliorer sa convivialité, ajouter de nombreux contenus et se conformer au Programme d'identification visuelle gouvernementale. Cette refonte s'est poursuivie en 2001-2002. Les firmes Marcotte multimédia et Gemlen inc. ont contribué à la création de ce site de deuxième génération.
	En 2005-2006, comme suite aux orientations gouvernementales visant à rapprocher l'état des citoyens, le ministère procède à la refonte de la page d'accueil du site pour en faire un portail où seront intégrés tous les organismes relevant du ministre de la Justice. La firme Bleu outremer est retenue pour la conception graphique tandis que Marcotte multimédia obtient le mandat de la réalisation technique. Le coût total de ces travaux est de 13 030 \$.
	En 2008-2009, un contrat a été octroyé à la firme MultiForce pour une étude d'opportunité en vue d'une refonte, contrat qui s'est échelonné jusqu'en 2009-2010 au coût total de 34 160 \$. Ensuite, le ministère a, par l'entremise du Centre de services partagés du Québec, donné le mandat à Cossette communications (fournisseur pré-qualifié) pour une analyse communicationnelle. Le coût total du contrat au 31 mars 2010 a totalisé 38 200 \$.
	En 2010-2011, les efforts ont principalement porté sur l'élaboration du dossier d'affaires en vue de préparer un appel d'offres pour la refonte du site Internet initialement prévue pour la fin mars 2012.
	En 2012-2013, le dossier est toujours en attente d'approbation.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.rendezvousjustice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Interne
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	0 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR :	29,90 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Au besoin
COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT? QUEL A ÉTÉ LE COÛT? QUELS SONT LES FACTEURS QUI ONT JUSTIFIÉ LE CHANGEMENT?	0 \$

FONDS DES REGISTRES

SERVICE DE CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.infocles.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Année de mise en production: 2001 - DRC (Communications et développement des affaires - ressources internes) - Groupe LGS inc. (firme informatique) pour la version 1 - Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la version 2
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	839 420 \$ (informationnel et 100% du transactionnel)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Les sites web sont hébergés à même les locaux de la DRC. Par conséquent, le coût d'hébergement du site informationnel représente une fraction des coûts d'exploitation d'où la difficulté de les dissocier des coûts du volet transactionnel. En 2012-2013 : 69 009 \$ pour la réalisation des mandats du site informationnel (migration des outils Entrust "True Pass 8.1, Security manager 8.1", entretien applicatif).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Version 2 (2006) Coût: 16 600 \$ Objectifs: migration des outils technologiques pour l'ensemble de la clientèle de l'ICPG, nécessité de fournir de l'information mieux segmentée pour chaque groupe (ministères et organismes, abonnés, agents de vérification de l'identité, etc.)

QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Site informationnel : mise à jour selon les besoins; au cours de 2012-2013, il y a eu 5 migrations qui ont permis d'ajuster 56 éléments. Site transactionnel : trimestrielle.
---	---

REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.rdprm.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Année de mise en production : 1997 - Groupe LGS inc. (firme informatique) - DRC (Communications et développement des affaires – ressources internes) pour la version 1, 2 et 3 -Bleu Outremer : version 4 - aspects graphiques pour se conformer au Programme d'identification visuelle du gouvernement - Conseillers en gestion et informatique CGI inc.: versions 5 et 6
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	748 440 \$ (informationnel et une petite partie du transactionnel)
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Les sites web sont hébergés à même les locaux de la DRC. Par conséquent, le coût d'hébergement du site informationnel représente une fraction des coûts d'exploitation, d'où la difficulté des les dissocier des coûts du volet transactionnel. En 2012-2013 : 545 951 \$ pour la réalisation de mandats du site internet volets informationnel et transactionnel: compatibilité avec les derniers fureteurs internet, comptoir libre-service "Gérer mon dossier", début des travaux concernant les standards d'accessibilité de web, entretien applicatif.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	<u>Portion informationnelle seulement</u>, les coûts relatifs à la portion transactionnelle sont inclus dans l'item "Les coûts de l'entretien et de la mise à jour". Version 2 (1998) Coût: 50 000 \$ Objectif: offrir de l'information additionnelle concernant les services électroniques du RDPRM (inscription et consultation) Version 3 (2000) Coût: 80 000 \$ Objectif: présenter à la clientèle une image de marque du RDPRM Version 4 (2002) Coût: 101 400 \$ Objectif: se conformer au programme d'identification visuelle du gouvernement et simplifier le message et la navigation Version 5 (2008) Coût: 78 702 \$ Objectif: Ergonomie du site. Améliorations apportées à la page d'accueil et ajout de capsules d'information. Version 6 (2010) Coût: 156 864 \$ Objectif: Nouvelle consultation, ergonomie du site et vulgarisation des termes.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Site informationnel : mise à jour selon les besoins; au cours de 2012-2013, il y a eu 14 migrations qui ont permis notamment la mise à jour des tarifs, des évènements de communiqués, nos heures d'ouverture, les configurations recommandées. Site transactionnel : trimestrielle.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.lobby.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Année de mise en production: 2002 - Groupe LGS inc. (firme informatique) - DRC (Communications et développement des affaires - ressources internes) - Spoutnik créativité marketing inc.: graphisme de chacune des pages - Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (version 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	774 206 \$ (informationnel et 100% du transactionnel)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Les sites web sont hébergés à même les locaux de la DRC. Par conséquent, le coût d'hébergement du site informationnel représente une fraction des coûts d'exploitation, d'où la difficulté de les dissocier du volet transactionnel. En 2012-2013 : 174 454\$ pour la réalisation de mandats du site informationnel: sélection plus facile des institutions à l'inscription, outil de vérification de la configuration requise pour l'expédition électronique des formulaires, automatisation d'un système de rappels (ex. : déclaration ou avis non reçu 30 jours après l'acceptation d'un projet), mécanisation des processus de vigie et normalisation des institutions, entretien applicatif
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Volet informationnel seulement Version 2 (2008) Coût: 161 005 \$ Objectif: Ergonomie du site, simplification de la navigation, améliorations des fonctionnalités de recherche pour la consultation, ajout de capsules d'information.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Site informationnel : mise à jour selon les besoins; au cours de 2012-2013, il y a eu 8 migrations qui ont permis la mise à jour de 73 éléments. Site transactionnel : trimestrielle.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.assermentation.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Année de mise en production: 2008 - DRC (Communications et développement des affaires - ressources internes) - Conseillers en gestion et informatique CGI inc.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	577 697 \$ (informationnel et 100% du transactionnel)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Les sites web sont hébergés à même les locaux de la DRC. Par conséquent, le coût d'hébergement du site informationnel représente une fraction des coûts d'exploitation, d'où la difficulté de les dissocier du volet transactionnel. En 2012-2013 : 53 661.52 \$ (entretien applicatif).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Volet informationnel seulement Version 2 (2009) Coût: 18 592 \$ Objectif: Amélioration de la facture graphique et simplification de la navigation.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Site informationnel : mise à jour selon les besoins; au cours de 2012-2013, il y a eu 6 migrations qui ont permis d'ajuster 111 éléments. Site transactionnel : trimestrielle.

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.lettresfoncieres.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Année de mise en production: 2010 - Conseillers en gestion et informatique CGI inc.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 787 \$ (informationnel)
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Les sites web sont hébergés à même les locaux de la DRC. Par conséquent, le coût d'hébergement du site informationnel représente une fraction des coûts d'exploitation, d'où la difficulté de les dissocier du volet transactionnel. En 2012-2013 : 3 109 \$ pour l'ajout de lettres patentes foncières pour des fins de consultation à partir du site.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Site informationnel : mise à jour selon les besoins; au cours de 2012-2013, il y a eu 8 migrations qui ont permis notamment la mise à jour des tarifs, des événements de communiqués, nos heures d'ouverture, les configurations recommandées.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.cja.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Graphiscan
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	4 075.00 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	0 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Le site a été refait en mars 2002, au coût de 9 350,00 \$ notamment pour se conformer au Programme d'identification visuelle du Gouvernement du Québec (PIV) entré en vigueur en 2001. Il a de nouveau été mis à jour en mars 2009 (ajout de pages) au coût de 2 550,00 \$ notamment en vue de se conformer aux exigences du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels. Des travaux d'entretien (programmation) ont été effectués en février 2010 au site Internet du Conseil au coût de 12 100 \$ afin d'améliorer l'apparence et la convivialité du site pour faciliter la navigation et le recherche d'information. Les coûts ont été assumés par le ministère de la Justice.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Trimestrielle

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.csj.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Le site a été créé en 2000 par des ressources internes et par M. Jean-François Bourret, consultant. Il a été complètement restauré en 2007 par des ressources internes.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 775 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	17 897 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Le service des Communications
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Bi mensuelle et trimestrielle ainsi que lors de besoins ponctuels
	N/A

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : http://www.dpcp.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Centre de développement Nexio inc. (Fusepoint Services d'Infogérance inc.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	44 175 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	4 075 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	2 fois par semaine

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.aippfquebec2012.com	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Bell Canada
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	8 640 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	5 148 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Ponctuelle

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.aippf.org	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Centre de développement Nexio inc. (Fusepoint Service d'infogérance inc.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 920 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	100 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	1 fois aux 2 mois

ADRESSE DU SITE INTERNET : https://divulgation.gouv.qc.ca/	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Vortex Solution (M2P inc.)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	Le site Internet a été initialement conçu pour la Sûreté du Québec; aucuns frais de construction n'ont été assumés par le DPCP.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	34 020 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Ponctuelle

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.farc.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	GB SENS INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	0 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ADRESSE DU SITE INTERNET : http://www.taq.gouv.qc.ca/	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Personnel des technologies de l'information
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	24 525 \$ (Estimation de 100 jours)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	Environ 5 000 \$ par année, soit en moyenne 6 jours par année, plus le coût d'hébergement au CSPQ.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE	Le site a été refait une fois en 2003 au coût de 24 525 \$. L'objectif était de rendre le site plus convivial (meilleure conception graphique, respect des normes en vigueur et ajouts d'information). Une refonte du site Internet a été amorcée en mai 2009 et la livraison finale a eu lieu en septembre 2010. L'objectif de cette refonte était de l'enrichir en le faisant évoluer d'un mode informatif vers un mode interactif. Le projet comportait trois volets. Un premier volet administratif ayant trait à la simplification et à l'enrichissement des contenus a été confié à la firme Éducaloi pour un montant forfaitaire de 25 000 \$ afin d'adapter et de vulgariser les contenus du site en langage simple et clair, et ce, dans un souci de faciliter les services offerts à la population. Le second volet, d'ordre technologique, a été attribué à la firme Egzakt pour un montant forfaitaire de 24 822,12 \$. Un troisième volet a été ajouté pour cette firme concernant la production d'une vidéo adaptée pour les malentendants pour un montant de 2 406 \$.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	La fréquence moyenne de mise à jour est 2 fois par année.

- G.28

NOMINATION, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS OU AUTRES :
- LA LISTE;

LES MANDATS;

LES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;

LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;

LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;

LES SOMMES IMPLIQUÉES.

MINISTÈRE

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
Berthiaume, Jean-Pierre	Expertise psychiatrique dans des dossiers judiciaires – IVAC	2 000 \$
Proteau, Guylaine (psychiatre)	Expertise psychiatrique dans un dossier judiciaire – IVAC	1 375 \$
Docteure Guylaine Proteau inc	Expertise psychiatrique dans un dossier judiciaire – IVAC	1 750 \$
Éditions MFB inc.	Expertise en déontologie journalistique dans un dossier judiciaire	13 485 \$
Expertises orthopédiques Saint-Urbain	Expertise orthopédique dans un dossier judiciaire – IVAC	1 000 \$
Favreau, Micheline (002)	Expertise neuropsychologique dans un dossier judiciaire – IVAC	8 000 \$
Gauthier, Yvan (003)	Expertise psychiatrique dans un dossier judiciaire – IVAC	2 000 \$
Gélinas, Claude	Expertise en anthropologie dans un dossier judiciaire – IVAC	8 037 \$
Gervais, Denise	Analyser les mémoires - Avant projet de loi sur l'adoption	11 475 \$
Hamelin, Anouchka	Expertise neuropsychologique dans un dossier judiciaire – IVAC	975 \$
Lachance, Charles	Expertise psychologique dans un dossier judiciaire – IVAC	5 250 \$
Morissette, Louis	Expertise psychiatrique dans un dossier judiciaire - IVAC	1 200 \$
Plexo	Expertise psychiatrique dans un dossier judiciaire - IVAC	2 030 \$
Savary, Paul	Expertise médicale dans un dossier judiciaire – IVAC	1 550 \$
Turcotte, Jean-Robert	Expertise psychiatrique dans un dossier judiciaire - IVAC	2 150 \$

Université de Montréal	Expertise de M. Jacques Légaré dans un dossier judiciaire - IVAC	6 000 \$
Valliere, Celine	Donner une formation sur la négociation	650 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Aucun.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
Claude Boily	Analyse des états financiers du régime d'assurance collective.	1 350 \$
Louis Marie Chabot	Honoraires pour consultations sur la justice en milieu autochtone.	5 427 \$
Me Jean-Marie Lavoie	Arbitre de grief.	3 573 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
Cardiologie Michel White inc.	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	4 106,25 \$
Dre France Proulx psychiatrie légale inc.	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	2 854,18 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	4 048,93 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	2 051,02 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	3 369,81 \$

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET	TOTAL
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	5 654,91 \$
Faucher, Sylvain	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	4 448,6 \$
Prud'Homme, Fontaine, Dolan S.E.N.C.	Expertise en droit patrimonial	2 073,06 \$
Ravart, Marc	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	1 015,00 \$
Société des médecins de l'université de Sherbrooke S.E.N.C.R.L.	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	1 875,00 \$
Tsimiklis, Catherine	Expertise médicale, rapport et témoignage à la Cour	2 328,75 \$
Watts, Joel	Expertise psychiatrique, rapport et témoignage à la Cour	14 000,00 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

Aucun.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Aucun.

G.29 **POUR 2012-2013, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.**

AUCUNE.

- G.30** **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D’ACCÈS À L’INFORMATION EN 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 :**
-  LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D’ACCÈS;
 -  LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 -  LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REJETÉES;
 -  LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE **20** JOURS;
 -  LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE **30** JOURS;
 -  LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2012-2013 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX.

- G.31** LA LISTE DE TOUS LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES DEPUIS LE **31 AOÛT 2012**.
- ✚ LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - ✚ LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - ✚ LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - ✚ LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.
-

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER AUX QUESTIONS 3 ET 4.

G.32 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE **31 AOÛT 2012** ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES **3.11**, **3.12** OU **3.12.1** DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE **3.13** DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.33 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.34 TEL QUE PRÉVU DANS LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE **2013-2014**.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2012-2013 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX.

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET PRÉVISION 2013-2014.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

1. Aide juridique

Une nouvelle entente est en voie d'être signée: elle s'appliquera du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2017. Selon ce projet d'entente, la contribution annuelle maximale au Québec pour « l'aide juridique en matière criminelle pour les adultes et les adolescents, l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés, ainsi que les avocats désignés par le tribunal dans les poursuites fédérales » sera calculée pour l'exercice financier 2012-2013 en fonction des éléments suivants :

a) Contribution fédérale « A » pour l'aide juridique en matière criminelle ou l'aide juridique en matière de justice pénale pour les adolescents

La contribution fédérale « A » est calculée en fonction de deux enveloppes

Le montant maximal à verser à même l'enveloppe 1 de la contribution fédérale « A » pour un exercice financier a été calculé comme suit :

- La contribution fédérale sera égale à soixante-cinq pour cent (65 %) de la contribution accordée au Québec dans l'exercice 2001-2002 au titre des affaires de droit criminel et des affaires régies par la *Loi sur les jeunes contrevenants*.

plus

- La contribution par habitant multipliée par la population du Québec au 1^{er} avril 2005, selon le statisticien en chef du Canada.

La contribution fédérale « A » maximale payable au Québec à même l'enveloppe 2 pour l'exercice financier a été calculée selon quatre variables assorties des facteurs de pondération suivants :

- Population rurale inférieure à 1 000 habitants – facteur de pondération de trente pour cent (30 %)
- Population autochtone totale selon le recensement du Canada – facteur de pondération de vingt pour cent (20 %)
- Nombre de personnes inculpées en vertu du *Code criminel* et de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* – facteur de pondération de quarante-cinq pour cent (45 %)
- Contribution du Québec à l'aide juridique en matière criminelle – facteur de pondération de cinq pour cent (5%)

selon les chiffres pour chaque variable disponibles au 31 mars 2001.

b) Contribution fédérale « B » pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés

La contribution fédérale « B » est calculée selon les sept variables suivantes

- Demandes principales déferées à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié
- Enquêtes d'admission complétées
- Contrôles de la détention complétés
- Appels concernant une mesure de renvoi finalisés
- Appels interjetés par le ministre finalisés
- Autorisations de contrôle judiciaire demandées
- Autorisations de contrôle judiciaire accordées

L'entente prévoit que le gouvernement fédéral fera des paiements proportionnels trimestriels, conditionnels à la transmission des rapports exigés à l'entente.

La contribution fédérale prévue pour 2012-2013 est de 27 200 000 \$.

Les dépenses afférentes aux transferts du gouvernement fédéral sont encourues par la Commission des services juridiques.

Pour 2012-2013, aucun versement n'a été perçu à ce jour, puisque l'entente n'a pas encore été signée.

2. Programme d'assistance parajudiciaire aux autochtones

L'entente prévoit le partage des dépenses effectuées par le gouvernement du Québec pour soutenir l'organisme qui dispense les services de conseillers parajudiciaires auprès des autochtones.

Le ministère de la Justice du Québec a versé en 2012-2013 une subvention de 985 600 \$ à l'organisme dispensant ces services. À ce montant viennent s'ajouter des coûts de loyer assumés par le Ministère, de l'ordre de 10 000 \$. Ces 2 montants constituent l'enveloppe à laquelle le ministère de la Justice du Canada contribue à 50 %, ce qui représente un transfert fédéral d'environ 498 000 \$ pour 2012-2013.

Une nouvelle entente, d'une durée de 5 ans, a été signée en 2009. Cette entente couvre les exercices 2008-2009 à 2012-2013. Le niveau de financement maximum du Fédéral, en vertu de cette nouvelle entente, est de 529 694 \$.

Pour 2012-2013, un premier versement de 264 847,00 \$ a été perçu le 30 octobre 2012.

3. Entente relative aux mesures québécoises de justice familiale

Cette entente prévoit un financement du Fédéral dans le cadre du Fonds de soutien des familles du Ministère de la Justice du Canada, afin de couvrir une partie des coûts associés aux mesures québécoises de justice familiale. L'apport du Fédéral sert principalement à financer les honoraires des médiateurs impliqués dans le programme de médiation familiale et les recherches en matière familiale.

La contribution fédérale prévue pour 2012-2013 est de 2 742 188 \$. Ce montant n'est pas encore perçu à ce jour.

Il faut cependant mentionner que ce montant sera réparti, à partir de 2012-2013, entre le Fonds Accès Justice (2 400 000 \$) qui assume désormais le volet "Médiation familiale", et le Ministère de la Justice (342 188 \$) pour le volet "Recherche".

4. Informations concernant les sentences

Le Canada et le Québec ont convenu le 15 mai 1995 de collaborer à l'amélioration des processus de gestion de la peine et de la libération conditionnelle des personnes condamnées au Québec à une peine de deux années ou plus d'incarcération.

Considérant que le gouvernement du Canada rembourse au ministère de la Justice du Québec le coût réel des dépenses assumées aux fins de transmission de copies des documents et des cassettes audio des représentations sur sentences prévues à l'entente (18,00 \$ par sentence indexé au 1^{er} avril de chaque année, représentant pour l'exercice 2012-2013 un montant de 25,27 \$ par sentence), la contribution fédérale prévue pour l'exercice financier 2012-2013 est de 51 000 \$.

Pour 2012-2013, les versements suivants ont été perçus à ce jour :

1.	2012-06-08	4 239,02 \$
2.	2012-06-13	4 497,34 \$
3.	2012-07-19	5 205,62 \$
4.	2012-08-21	6 241,69 \$
5.	2012-09-24	3 942,12 \$
6.	2012-10-30	3 563,07 \$
7.	2012-11-28	3 638,88 \$

5. Enregistrement des actions en divorce

L'accord prévoit que le ministère de la Justice du Canada verse à la province 3,00 \$ pour chaque demande en divorce déposée au Québec. Par ses greffiers, le Québec fait parvenir au Bureau d'enregistrement des actions en divorce les formulaires ainsi que les paiements du droit fédéral établi à 10,00 \$. Les personnes admissibles à l'aide juridique sont exemptées du paiement de ce droit.

La contribution fédérale prévue pour 2012-2013 est de l'ordre de 34 000,00 \$.

Pour 2012-2013, les versements suivants ont été perçus à ce jour :

1.	2012-08-01	9 483,00 \$
2.	2012-11-14	7 038,00 \$

6. Entente pour les services en langue anglaise

Cette entente prévoit une contribution financière du Fédéral à divers projets découlant du plan stratégique du Québec au chapitre des services sociaux et de la justice, et ce, afin de développer les services dans la langue de la minorité, dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle de Patrimoine Canada. Le Canada s'engage à rembourser au Québec 50 % des dépenses admissibles totales jusqu'à un maximum de 400 000 \$ par année. L'apport du Fédéral sert principalement à financer, pour le ministère de la Justice, les services d'interprètes et la traduction de documents.

La contribution fédérale prévue pour 2012-2013 est de 400 000 \$ qui est partagée en part égale entre le ministère de la Santé et des services sociaux et le ministère de la Justice.

Pour l'année 2012-2013, un premier versement de 200 000 \$ a été perçu en date du 19 novembre 2012.

7. **Entente relative à la formation en langue anglaise pour le personnel de la Cour d'Appel du Québec**

Cette entente prévoit une contribution financière du Fédéral, à même le Fonds fédéral d'appui à l'Accès à la justice dans les deux langues officielles, du ministère de la Justice du Canada, afin de soutenir la formation en langue anglaise du personnel de la Cour d'appel du Québec pour 2011-2012 et 2012-2013.

La contribution fédérale prévue pour 2012-2013 est de 2 656 \$ et ce montant a été perçu en date du 19 avril 2012.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE FÉDÉRAL PORTANT SUR LA GESTION DES HONORAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE DE DOSSIERS DE JURIDICTION FÉDÉRALE : (DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 30 NOVEMBRE 2012)

FRAIS D'ADMINISTRATION (15 %) 31 711 \$

SOMME REÇUE EN GUISE DE FRAIS D'ADMINISTRATION À TITRE D'AGENT PAYEUR DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR DES HONORAIRES ET DÉBOURS PAYÉS À DES AVOCATS AYANT AGI DANS DES PROCÈS CRIMINELS DE JURIDICTION FÉDÉRALE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS VERSÉES À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES AU SEIN DE SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A OBTENU UN FINANCEMENT DE 78 116,06 \$ POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, ET CE, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2012-2013.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ACCORDE CE FINANCEMENT DANS LE BUT D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, D'IDENTIFIER ET DE RETRACER DES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ SUSCEPTIBLES DE NUIRE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

ÉGALEMENT, UN ACCORD RELATIF À LA *LOI SUR LES CONTRAVENTIONS* A ÉTÉ CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LE 31 JUILLET 2000 POUR LEQUEL LE DPCP REÇOIT UN REMBOURSEMENT ANNUEL D'ENVIRON 285 000 \$.

CET ACCORD PRÉVOIT NOTAMMENT LA POURSUITE DES CONTRAVENTIONS, L'IMPOSITION ET L'EXÉCUTION DU PAIEMENT DES AMENDES ET DES FRAIS AFFÉRENTS AUX CONTRAVENTIONS COMMISES DANS LA PROVINCE AINSI QUE SUR LE PARTAGE AVEC CETTE PROVINCE DES AMENDES ET DES FRAIS PERÇUS QUI ONT ÉTÉ IMPOSÉS EN VERTU DE LA *LOI SUR LES CONTRAVENTIONS*.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS EN INDIQUANT : LA NATURE DE L'ENTENTE; LES SOMMES ASSOCIÉES; LA OU LES DATES DES VERSEMENTS; LA FAÇON DONT CES SOMMES SONT DÉPENSÉES.

AUCUNE.

2012-2013

PRIMES AU RENDEMENT, DES BONIS									
	MJQ	FARC	CSJ	TAQ	BAVAC	CJA	FDR	DPCP	
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	
CADRES	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	
PROFESSIONNELS ET JURISTES	541 632 \$	0 \$	971 343 \$	2 671,75 \$	0 \$	0 \$	13 354 \$	536 313 \$	
PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS / ASSIMILÉS	20 734 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	3 314 \$	
OUVRIERS	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	
TOTAL	562 365 \$	0 \$	971 343 \$	2 671,75 \$	0 \$	0 \$	13 354 \$	539 627 \$	

--	--

2012-2013

	MJQ	FARC	CSJ	TAQ	BAVAC	CJA	FDR	DPCP
PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT								
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
CADRES	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
PROFESSIONNELS ET JURISTES	6 273 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS / ASSIMILÉS	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
OUVRIERS	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
TOTAL	6 273 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

- G.40** DEPUIS LE **31 AOÛT 2012**, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANT DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU’AUCUNE FONCTION OU TÂCHES NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ?
-  FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE;
 -  FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.
-

AUCUN.

G.41

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUSSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS DE COVERIFICATION OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI EN RELÈVENT EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;

LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ) ;

LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENT;

L’ÉCHÉANCIER;

LE MODE D’OCTROI (SOUSSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;

DANS LE CAS D’OCTROI PAR SOUSSION, FOURNIR LE NOM DES SOUSSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUSSIONS.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION G.8.

G.42 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR L'ANNÉE **2012-2013**, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATION FOURNIR :

-  LA OU LES DATES DES TRAVAUX;
-  LES COÛTS;
-  LE NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DÉMÉNAGEMENT : 837 \$
AMÉNAGEMENT : 0 \$

RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX

AUCUNS TRAVAUX POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX

INSTALLATION D'UNE OUVERTURE DE PORTE AU BUREAU À MONTRÉAL
DATE DES TRAVAUX : 2012/06
LES COÛTS : 2 333 \$
LE NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX : ALFID SERVICES IMMOBILIERS LTÉE

RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX

INSTALLATION D'UN TAPIS AU BUREAU À QUÉBEC (TAPIS INSTALLÉ DEPUIS 15 ANS)
DATE DES TRAVAUX : 2012/10
LES COÛTS : 2 106 \$
LE NOM DE LA FIRME AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX : IMMOBILIÈRE MFQ INC.
G. GAGNÉ TRANSPORT INC.

NOTE : CES COÛTS SONT INCLUS DANS LA G.17.

G.43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS. CONSEILS, ETC.), FOURNIE POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES **2011-2012** ET **2012-2013**, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

G.44 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS. CONSEILS, ETC.), FOURNIE POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES **2011-2012** ET **2012-2013**, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION G.15 C) ET F).

G.45 ÉVOLUTION DE LA TAILLE (NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉ) DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, DE CHAQUE MINISTÈRE ET DE CHAQUE ORGANISME PUBLIC DEPUIS 2003. FOURNIR LES DONNÉES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES DE 2003-2004 À 2012-2013. PRÉVISION POUR 2013-2014.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

G.46 POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, LE NOMBRE DE DÉPART AU SEIN DE L’EFFECTIF (RÉGULIER, OCCASIONNEL ET ÉTUDIANT) POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES **2011-2012** ET **2012-2013**. FOURNIR LES DONNÉES VENTILLÉES SELON LA RAISON DU DÉPART : LA RETRAITE; LA DÉMISSION; LA RÉVOCATION POUR INCOMPÉTENCE; LA RÉVOCATION POUR INCAPACITÉ; LA FIN D’EMPLOI; LA MISE À PIED; LA DESTITUTION; TOUTE AUTRE RAISON.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE DE L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.47 LISTE ET SOLDE DE TOUS LES FONDS EXISTANTS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LA DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN **2012-2013** POUR CHACUN DE CES FONDS. COPIE DES ÉTATS FINANCIERS DE **2011-2012** ET **2012-2013** POUR CHACUN DES FONDS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRE ET ORGANISMES.